

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE

CONSEIL NATIONAL DE LA STATISTIQUE

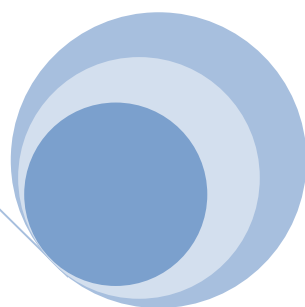


REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING
AND REGIONAL DEVELOPMENT

NATIONAL STATISTICAL COUNCIL



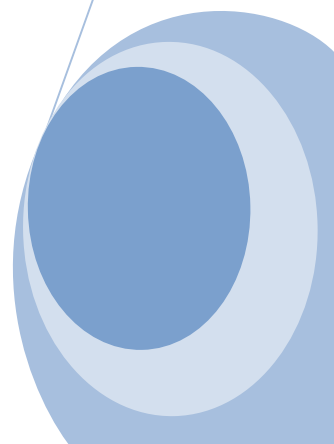
DICTIONNAIRE DES ENQUÊTES STATISTIQUES AU CAMEROUN



BP: 134 Yaoundé Tél: (237) 22 22 04 45 Fax: (237) 22 23 24 37

Site Web: www.statistics-cameroon.org

Edition 2015



Avant-propos

En 2009, sous la coordination de l'Institut National de la Statistique, le Système National d'Information Statistique (SNIS) a produit la première édition du dictionnaire des enquêtes. Une initiative du SNIS en matière de normalisation, de disposer pour la production des statistiques officielles, d'un référentiel commun qui sert de guide dans la conception des opérations de collecte de données.

Mais depuis lors, plusieurs faits ont marqué le paysage statistique. Au plan national, il y'a entre autres la mise en œuvre de la SNDS (2009-2013) et son actualisation en 2014, la mise en œuvre du DSCE (2010-2020), la production d'une version actualisée des nomenclatures (NACAM rev1, NPC rev1) en 2013, la production des nomenclatures des professions en 2013 ainsi que la réalisation de certaines grandes opérations d'enquêtes (PETS2010, EESI10, EDS-MICS2011, ECAM2014 etc.).

Au niveau international, outre la sortie officielle de nouvelles classifications en termes d'activités, de produits (CITI4-2010) ou de profession (CITP2008) de nouvelles approches ont été adoptées pour permettre de mieux appréhender des informations plus pertinentes et plus détaillées reflétant la disponibilité réelle des données et les besoins des utilisateurs. Il s'agit notamment de l'approche relative au développement des mesures de la sous-utilisations de la main-d'œuvre qui permet de compléter le taux de chômage (*adoptée lors de la 18^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail à Genève en octobre 2013*) ; l'adoption d'une nouvelle unité dénommée grappes d'activités, introduite pour le travail de production destiné à la consommation personnelle et au travail bénévole ; la mesure des indicateurs du dialogue social qui se sont révélés nécessaires pour évaluer la qualité des relations professionnelles et leur impact sur l'emploi et les conditions de travail.

C'est dans cette optique que le **Dictionnaire des enquêtes**, conçu pour permettre d'assurer la comparabilité spatio-temporelle des indicateurs produits par le SNIS, s'inscrit dans la liste des documents de normalisation. Au même titre que le Manuel des concepts et définitions utilisées dans les publications statistiques officielles au Cameroun, les nomenclatures officielles en vigueur, etc., le Dictionnaire des enquêtes, sert de base lors de la conception de toute opération de collecte d'envergure nationale.

La Direction Générale de l'Institut National de la Statistique reste attentive aux éventuelles contributions en termes de suggestions, critiques ou apports nouveaux pour la mise à jour périodique de ce document.

Le présent document est le fruit d'une étroite collaboration entre les administrations sectorielles membres du SNIS et l'Union Européenne (UE) à travers le volet statistique du Programme d'Appui à la Réforme des Finance Publiques (PARFIP-SSN) publiques, qu'ils trouvent ici, l'expression de notre profonde gratitude.

Le Directeur Général

Table des matières

<i>Sigles et Abréviations</i>	<i>6</i>
1. ENQUETES SOCIODEMOGRAPHIQUES	10
1.1. Généralités	10
1.2. Pauvreté et conditions de vie	18
1.3. SANTE.....	28
1.4. MIGRATIONS	34
1.5. TRAVAIL ET EMPLOI	35
3. ENQUETE ECONOMIQUE TYPE ENTREPRISE	51
3.1. GENERALITES	51
2.2 ACTIVITES ET PRODUCTION DE L'ENTREPRISE	56
2.2.1. Caractéristiques de l'entreprise	56
2.2.2. Production et ventes de l'entreprise	58
2.3 GESTION FINANCIERE ET EMPLOI DANS L'ENTREPRISE.....	64
2.3.1. Financement de l'entreprise.....	64
2.3.2. Emploi dans l'entreprise	71
2.4 GOUVERNANCE, RELATIONS AVEC L'EXTERIEUR ET PERSPECTIVES.....	78
2.4.1. Gouvernance et sécurité sociale	78
2.4.2. Relations avec l'État et avec d'autres entreprises	85
2.4.5. Tendances sectorielles, Évolution et perspectives.....	91
3. ENQUETES RELATIVES AU SECTEUR RURAL	93
3.1. Questions générales liées à l'exploitation.....	94
Questions générales liées à l'exploitation familiale	94
Questions générales liées à l'entreprise agropastorale	99
3.2. QUESTIONS RELATIVES A LA PRODUCTION VEGETALE.....	99
Semences et intrants agricoles	99
La pose des carrés de rendement.....	100
Estimation de la production dans l'exploitation	101
Destination de la production	101
Estimation de la production des campagnes précédentes	101

3.3. QUESTIONS RELATIVES A LA PRODUCTION ANIMALE.....	102
Cheptels et paramètres d'exploitation	102
Alimentation animale	103
Santé animale.....	104
3.4. COLLECTE DE DONNEES SUR LA PECHE ET L'AQUACULTURE	105
Données relatives à l'aquaculture.....	105
Données relatives à la pêche.....	109
4. ENQUETES RELATIVES AUX INFRASTRUCTURES ET BTP.....	110
4.1. Infrastructures routières : Inventaires des routes rurales	110
4.1.1 Collecte de données relatives aux tronçons de routes (tracés).....	110
4.1.2 Informations sur les caractéristiques des tracés.....	111
4.1.3 Praticabilité de la route en saison sèche et saison de pluie	114
4.2. Collecte de données relatives aux Waypoints.....	116
4.3. Informations sur les infrastructures socioéconomiques et administratives	124
4.3.1 Infrastructure économique.....	124
4.3.2. Infrastructure Sociale	125
4.3.3. Infrastructures Administratives.....	129
5. ENQUETES RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT.....	131
5.1. Enquêtes environnementales orientées ménage.....	131
5.1.1 Identification du ménage	131
Caractéristiques générales de l'habitat	131
Environnement du ménage et assainissement.....	131
5.2. Principaux modes d'évacuation des eaux usées.....	132
5.2.1 Modes d'évacuation des eaux usées	132
Consommation du bois énergie	133
Utilisation de produits potentiellement toxiques (plastiques et autres)	134
Connaissances et perception des problématiques environnementales	134
5.3. Enquêtes environnementales orientées entreprises.....	134
Identification de l'entreprise (Voir 2.1.1)	134
Activités de l'entreprise.....	134

Production et gestion des déchets (eaux, déchets, gaz)	134
Connaissance et prise en compte de l'environnement (permis environnemental, PGES, structure chargée des problématiques environnementales)	135
5.4. Evaluation de la situation environnementale au niveau communautaire	135
Etat de l'environnement (prendre en compte les mangroves et les plantes aquatiques envahissantes)	135
Risques et intempéries	135
Problèmes environnementaux dominants dans la communauté.....	136
Actions en faveur de l'environnement (reboisement, stations de traitement des eaux usées, associations travaillant dans le domaine de l'environnement	136
6. SECTEUR GOUVERNANCE, PAIX ET SECURITE.....	137
6.1. Volet ménage	137
Gouvernance démocratique	137
Paix et sécurité	139
6.2. Volet administration	140
Ressources	140
Performance de l'enquête préliminaire (unités de police judiciaire)	141
Performance au niveau du ministère public.....	141
Performance à l'information judiciaire	141
Performance devant les tribunaux.....	141
Population carcérale	142
ANNEXES	
Annexe 1 : DICTIONNAIRE DES ENQUÊTES ET BIG DATA.....	143
Annexe 1 : DICTIONNAIRE DES ENQUÊTES ET BIG DATA	144
Annexe 2 : SYNTHESES METHODOLOGIQUES DE QUELQUES OPERATIONS REALISEES	145
3. Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI)	148
1. Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM I, II, III & IV)	151
III. Infrastructures.....	155
IV. Enquête de trafic	157
Annexe 4 : EQUIPE DE REDACTION	159

Sigles et Abréviations

AES	Apply Energy Services
ART	Agence de Régulation des Télécommunications
BCG	Baccile Calmet Guérain
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BEPC	Brevet d'Etudes du Premier Cycle
BMO	Bourse Main Œuvre
BTS	Brevet de Technicien Supérieur
CA	Chiffre d'Affaires
CAMWATER	Cameroon Water Cooperation
CAP	Certificat d'Aptitude Primaire
CDE	Camerounaise Des Eau
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CEP	Certificat d'Etude Primaire
CEPE	Certificat d'Etude Primaire et Élémentaire
CM	Chef de Ménage
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CSP	Catégorie Socioprofessionnelle
DCR	Département de la Coopération, de la Coordination Statistique et de la Recherche
DEA	Diplôme d'Etudes Approfondies
DEUG	Diplôme d'Etude Universitaire Général
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
DUT	Diplôme Universitaire Technologique
ENIEG	Ecole Nationale des Instituteurs de l'Enseignement Technique
EPA	Etablissement public administratif
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique centrale
FNE	Fonds National de l'Emploi
GIC	Groupe d'initiative commune
GIE	Groupe d'intérêt économique
GIGAM	<i>Groupement Inter patronal du Cameroun</i>
GPS	Global Positioning System
INS	Institut National de la Statistique
IS	Impôts sur les Sociétés
MINFI	Ministère des Finances
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PLEG	Professeur des Lycées et collèges de l'Enseignement Général
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SA	Société anonyme
SARL	Société Anonyme à Responsabilités Limitées

SCS	Société en commandite simple
SEM	Société d'Economie Mixte
SIDA	Syndrome de l'Immunodéficience Acquise
SNC	Société en nom collectif
SNEC	Société Nationale des Eaux du Cameroun
SONEL	Société Nationale d'Electricité
SRO	Sel de Réhydratation Orale
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TVA	<i>Taxe sur la Valeur Ajoutée</i>
UPI	Unités de Production Individuelles
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
ZD	Zone de Dénombrement

Note de présentation

Le Dictionnaire des enquêtes est un guide, mieux, un repère en matière de d'élaboration d'outils de collecte des données statistiques. Il permet s'assurer la cohérence spatiotemporelle dans la conception et la mise en œuvre des méthodologies quelque soit le type d'opération statistique. Toutefois, pour plus de détails, les utilisateurs peuvent consulter les documents de références (voir bibliographie).

Cette nouvelle édition qui prend en compte tous les changements nouveaux intervenus dans le cadre de la normalisation statistique ces cinq dernières années, aborde sous différents thèmes six grands types d'enquêtes :

- Les enquêtes de type sociodémographiques dont les unités observées sont généralement les ménages (pour ce qui est des enquêtes auprès des ménages), les établissements scolaires, les formations sanitaires, etc. Sous ce thème sont recensés les éléments nécessaires pour toutes études portant sur la pauvreté et les conditions de vie, l'éducation, la santé, les migrations, le travail et l'emploi des unités observées.
- Les enquêtes économiques type entreprise qui s'intéressent aux unités de production, aux établissements de professions libérales, aux organisations syndicales et patronales, aux administrations publiques ou privées, les employés de ces structures, aux Institutions sans but lucratif etc. Les sous thèmes abordées portent sur les activités et la production, la gestion financière et l'emploi, la gouvernance, les relations avec l'extérieur ainsi que les perspectives des différentes unités.
- Les enquêtes relatives au secteur rural dont le centre d'intérêt porte sur les exploitations agricoles au sens large. Les points abordés portent entre autres sur l'exploitation, la production végétale, la production animale ainsi qu'à la pêche et à l'aquaculture.
- Les enquêtes type infrastructures qui orientent sur les éléments à prendre en compte dans toute opération effectuée sur les infrastructures et/ou bâtiments et travaux publics. le seul sous thème abordé porte sur les infrastructures routières notamment les inventaires des routes rurales (les autres types d'infrastructures seront intégrés dans les prochaines éditions).
- Les enquêtes portant sur l'environnement et les changements climatiques. Les points présentés sont relatifs aux cadres et normes de réalisation des études sur la situation environnementale aussi bien au niveau des ménages, des entreprises qu'au niveau communautaire.
- Les enquêtes du domaine de la gouvernance, de la paix et sécurité qui portent sur deux volets. Le volet ménage capte les opinions des membres du ménage sur la GPS alors que le volet administration porte sur la chaine pénale notamment le traitement de la criminalité par la police judiciaire, la gendarmerie, la cour d'appel et l'administration pénitentiaire.

Les synthèses méthodologiques liées aux différents types d'enquêtes ci-dessus décrits figurent en annexe.

1. ENQUETES SOCIODEMOGRAPHIQUES

Les enquêtes sociodémographiques permettent d'étudier avec une attention particulière les causes et les implications sociétales des dynamiques de population. Elles portent généralement sur les ménages et autres types d'unités statistiques telles que les établissements scolaires, les formations sanitaires, etc.

VOLET MENAGE

1.1. Généralités

Dans le questionnaire, la section porte globalement sur l'identification de l'unité statistique d'enquête ainsi que les renseignements relatifs à la collecte et à l'exploitation.

Renseignements généraux

Cette section commence par l'identification du ménage et donne ensuite les informations sur le ménage et la collecte dans le ménage.

i) Identification, localisation et renseignements sur le ménage

• Région (d'enquête)

Les régions correspondent aux dix régions administratives du pays. Mais pour la plupart des enquêtes ménage, le territoire national est découpé en douze régions d'enquête. Douala et Yaoundé sont à cet effet considérées comme des régions d'enquête. Cela permet de tenir compte de l'importance démographique et économique, ainsi que du caractère cosmopolite de ces métropoles. Les régions du Centre et du Littoral sont à ce moment considérées sans Yaoundé et Douala, tandis que les autres régions restent intactes. Au final, le territoire national est subdivisé en 12 régions d'enquête suivantes :

Douala, Yaoundé, Adamaoua, Centre (hors Yaoundé), Est, Extrême-Nord, Littoral (hors Douala), Nord, Nord-Ouest, Ouest, Sud et Sud-ouest.

• Département

• Arrondissement

Les variables département et arrondissement sont utilisées telles que définies dans le code géographique national des unités administratives.

• **Zone de dénombrement (voir 3^{ème} RGPH)**: c'est une zone définie par le recensement et qui peut couvrir une ou plusieurs localités, un ou plusieurs quartiers, un ou plusieurs villages.

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

A - IDENTIFICATION DU MENAGE

Q1 REGION D'ENQUETE : _____

Q2 NUMERO SEQUENTIEL DE LA GRAPPE : _____

Q4 NUMERO DE LA STRUCTURE DANS LA GRAPPE : _____

Q5 NUMERO SEQUENTIEL DU MENAGE ECHANTILLON : _____

B - RENSEIGNEMENTS SUR LE MENAGE

Q6 DEPARTEMENT : _____

Q7 ARRONDISSEMENT : _____

Q8 VILLAGE QUARTIER : _____

Q9 STRATE DE RESIDENCE : _____

1 = Strate urbaine 2 = Strate semi urbaine 3 = Strate rurale

Q10 NOM DU CHEF DE MENAGE : _____

Q11 NOMBRE DE PERSONNES DANS LE MENAGE (y compris les visiteurs) : _____

Q12 RELIGION DU CHEF DE MENAGE : _____

- **Grappes** : ce sont des zones définies en fonction des enquêtes. Elle peut correspondre soit à une ZD soit à une partie d'une ZD
- **Segment** : extrait d'une zone de dénombrement.
- **Milieu de résidence** : Le milieu de résidence peut être **Urbain** ou **Rural**. La classification adoptée et appliquée est celle du 3^e Recensement Général de la Population et de l'Habitat (2005).
- **Strate de résidence** : Par souci de représentativité statistique des échantillons, l'INS adopte souvent la notion de strate de résidence.

Cette information sera adaptée selon les besoins de chaque enquête. Dans le cas des études conduites par l'INS, l'on utilise trois strates à savoir, le découpage Urbain, Semi urbain et Rural.

La stratification peut également se faire selon les zones écologiques. La subdivisions peut se faire suivant des paramètres tels que : l'agriculture, l'environnement, l'emploi, la religion, etc.

D'autres informations périphériques peuvent être enregistrées. Il s'agit notamment de :

- Canton/Groupement/Ville ;
- Village/Quartier ;
- Localité/Bloc.

Numéro séquentiel du ménage (dans la grappe, la ZD, le segment, la localité, etc.) : ce numéro est séquentiel dans chaque zone définie pour la collecte. Il va de « 1 » au nombre de ménages à enquêter dans la zone en question

Nom du chef de ménage : il s'agit du nom ou du prénom du chef de ménage

En fonction des opérations, certaines informations de localisation peuvent ne pas être nécessaires, ou au contraire peuvent être ajoutées (coordonnées géographiques par exemple)

ii) Informations sur la collecte et l'exploitation

Les informations collectées ici visent à identifier à chaque fois l'équipe des personnes chargées de la collecte des données dans le ménage, de la saisie, des dates de collecte, ainsi que certaines informations sur la saisie des questionnaires. Sont ainsi renseignés :

- le nom de l'enquêteur ;
- le nom du contrôleur ;
- le nom du superviseur ;
- la date de début de la collecte ;
- la date de la fin de la collecte ;
- le nom de l'agent dépouilleur/ codeur ;
- le nom du superviseur de saisie ;
- le nom du contrôleur de saisie ;
- le nom de l'agent de saisie ;
- la date de la saisie.

Résultat de l'enquête

Il s'agit ici de savoir si le ménage a été enquêté. Le questionnaire d'un ménage peut être **entièrement rempli**, **partiellement rempli** ou **non rempli**.

Dans le cas où le questionnaire est partiellement rempli ou non rempli, on cherche à en savoir la raison, qui peut être :

- pas de membres du ménage ou d'une personne susceptible de répondre au moment de l'enquête
- ménage totalement absent pour une longue période
- interview différée
- refus de répondre (catégorique ou partiel)
- logement vide ou pas de logement à l'adresse indiquée
- logement détruit
- logement non retrouvé
- autre raison (à préciser)

Appréciation de la qualité de l'interview

Cette opinion portée par l'enquêteur permet d'apprécier les conditions dans lesquelles se sont déroulées les interviews. L'enquêteur peut avoir trouvé l'interview **très bonne, bonne, acceptable, mauvaise ou très mauvaise**.

Récapitulatif des informations

Cette rubrique sera adaptée selon les enquêtes. Elle vise à enregistrer les informations nécessaires qui facilitent le contrôle et permettent d'obtenir rapidement quelques résultats/indicateurs essentiels sur l'opération : nombre de personnes éligibles selon les objectifs de l'enquête, nombre de personnes dans le ménage (nombre de personnes qui vivent dans le ménage au moment de l'enquête, y compris les absents et les visiteurs).

Langue de l'interview

C'est la langue dans laquelle l'enquêteur a échangé avec le répondant : français, anglais, fufulde, ewondo, pidgin, autre langue locale (à préciser).

Composition du ménage et caractéristiques des membres

Cette section recueille les informations générales sur les membres du ménage.

Liste (noms) des membres

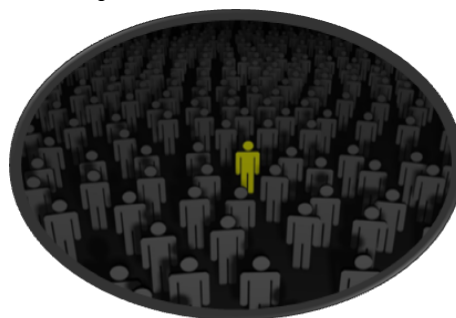
On établit tout d'abord la liste de tous les membres du ménage (sans oublier les membres absents et les visiteurs) de façon à être sûr d'identifier avec un nom une et une seule personne. On commence toujours par le chef de ménage. Toutes les personnes enregistrées doivent être celles qui résident dans le ménage. Si le chef de ménage a un enfant qui ne vit pas avec lui, cet enfant n'est pas pris en compte.

Pour s'assurer qu'aucun membre du ménage n'a été oublié, l'enquêteur demande au chef de ménage s'il n'a oublié personne (membre absent, bébé qui vient de naître, etc.).

Lien de parenté avec le chef de ménage

Le lien de parenté traduit la relation ou filiation de chaque membre du ménage avec le chef de ménage. Etant donné que c'est le chef de ménage (ou son représentant) qui répond au questionnaire, on lui demande qui est chaque membre du ménage pour lui (ou pour le chef si ce n'est pas lui qui répond).

L'idée retenue dans cette liste est celle de regroupement



des noyaux familiaux au sein du ménage. Les modalités à cette question sont :

Chef de ménage	Frère ou sœur du chef de ménage
Conjoint (femme ou mari) du chef de ménage	Nièce /neveu direct du chef de ménage
Fils ou fille du chef de ménage	Nièce /neveu par alliance du chef de ménage
Gendre ou belle-fille du chef de ménage	Autres parents du chef de ménage
Petit-fils /petite fille du chef de ménage	Adopté /en garde/ enfant de la femme/mari
Père /mère du chef de ménage	Sans lien parenté avec chef de ménage
Beau -parent du chef de ménage	Autre lien (à préciser)

En fonction des objectifs d'une opération, les modalités peuvent être regroupées. Pour le lien de parenté, on prend souvent référence sur le chef de ménage ou son conjoint, ce qui réduit le nombre de modalités. On peut donc avoir :

Chef de ménage	Nièce /neveu direct du chef de ménage ou de son conjoint
Conjoint (femme ou mari) du chef de ménage	Autres parents du chef de ménage ou de son conjoint
Fils ou fille du chef de ménage ou de son conjoint	Adopté /en garde/ enfant de la femme/mari
Petit-fils /petite fille du chef de ménage ou de son conjoint	Sans parenté avec chef de ménage ou de son conjoint
Père /mère du chef de ménage ou de son conjoint	Autre lien (à préciser)
Frère ou sœur du chef de ménage ou de son conjoint	

Sexe des membres du ménage

Pour chacun des membres enregistrés, on demande s'il est de sexe **masculin** ou **féminin**. Pour les personnes qu'on voit, on évite de poser la question. Cependant on ne doit pas se fier aux prénoms des personnes pour déduire leur sexe.

Age des membres du ménage

Pour chacun des membres enregistrés, on demande quel est son âge. On s'intéresse en général à l'âge en années révolues, c'est-à-dire l'âge au dernier anniversaire. Pour certaines enquêtes spécifiques comme celles portant sur les enfants, l'âge est enregistré en mois.

Etat matrimonial des membres du ménage

Pour chacun des membres enregistrés de plus de 10 ans (ou 15 selon les objectifs de l'opération), on demande quel est son état matrimonial. Les modalités pour cette question sont en général : **célibataire**, **marié monogame**, **marié polygame**, **divorcé/séparé**, **veuf**, **union libre**. En fonction des opérations et des objectifs visés, certaines modalités peuvent être regroupées ou une modalité peut être éclatée.

Modalité	Description
Célibataire	Personne qui n'a jamais contracté un mariage et qui ne vit pas en union libre
Union libre	Personne qui vit maritalement avec son partenaire sans qu'aucun mariage civil, coutumier ou religieux n'ait été célébré.
Marié (e) monogame	Personne qui est mariée à un seul conjoint

Modalité	Description
Marié(e) polygame	Cette modalité concerne les hommes mariés à plusieurs femmes, de même que les femmes qui ont au moins une coépouse
Veuf /Veuve	Toute personne précédemment mariée, mais dont le conjoint est décédé et qui n'est pas engagé dans une autre union
Séparé(e) /Divorcé(e)	Personne dont le mariage n'est rompu pour un motif autre que le décès du conjoint, ou est en voie de se rompre (décision prononcée par un juge), et qui n'est pas engagée dans une autre union.

Il s'agit ici de transcrire la « Situation matrimoniale » exacte au moment de l'enquête (même si un changement de situation est prévu dans les jours suivants). La considération de l'enquêté seule ne devra pas permettre de renseigner cette variable. Une personne est considérée comme mariée si son mariage est reconnu par la société (traditionnelle) ou par l'administration (civil) ou par des communautés religieuses. Une fois que l'enquêté présente sa situation et qu'on constate qu'elle peut être classée dans l'un de ces trois types, considérer qu'il y a mariage.

Statut de résidence (dans le ménage)

Une personne est résidente dans un ménage si elle y vit habituellement, c'est à dire depuis six mois au moins. Toutefois, une personne qui vit dans un ménage depuis moins de six mois avec la perspective d'y rester au total six mois au moins est aussi considérée comme un résident (c'est le cas, par exemple, d'un élève qui arrive dans un ménage au mois de septembre pour y passer l'année scolaire).

Le statut de résidence peut prendre trois modalités :

Résident présent : Est considéré comme résident présent tout résident (au sens de la définition ci-dessus) ayant passé la nuit précédant le passage de l'enquêteur dans le ménage. Dans cette catégorie, on compte aussi généralement les agents en uniforme qui ont passé la nuit dans leurs lieux de services, les ouvriers et veilleurs de nuit, les personnes qui se sont rendus à une veillée, les personnes malades hospitalisées dans la ville, toute personne résidant dans le ménage et présente au moment de l'interview

Résident absent : est considéré comme résident absent tout résident n'ayant pas passé la nuit précédant le passage de l'enquêteur dans le ménage.

Visiteur : Est considéré comme visiteur toute personne ayant passé la nuit précédant l'enquête dans le ménage, mais qui ne réside pas habituellement dans le ménage c'est-à-dire qui y est depuis moins de six mois et n'a pas l'intention d'y rester en tout plus de six mois.

Autres informations

Nationalité

Il s'agit bien de saisir la nationalité de l'individu (chaque membre du ménage) et non son pays d'origine. Un individu vivant au Cameroun peut être d'origine tchadienne et avoir la nationalité camerounaise. En cas de double nationalité, on demandera les deux réponses tout en précisant d'indiquer la nationalité d'origine.

Religion

Il s'agit de demander la religion de chaque membre du ménage, car des individus de différentes religions peuvent cohabiter dans le même ménage.

Catholique : Cette modalité regroupe l'Eglise Catholique romaine et l'Eglise Orthodoxe grecque/ gallicane/anglicane.

Protestant : Cette modalité regroupe l'Eglise Presbytérienne Camerounaise (EPC), Presbyterian Church of Cameroon (PCC), Union des Eglises Baptistes du Cameroun (UEBC), Cameroon Baptist Church (CBC), Eglise Luthérienne, Eglise Méthodiste, Mission Evangélique du Cameroun (MEC), Eglise Evangélique du Cameroun (EEC), Eglise Presbytérienne Africaine (EPA), World Wide Mission (WWM), les Pentecôtistes (Vraie Eglise de Dieu, l'Eglise Messianique et Evangélique du Cameroun (EMEC), Apostolique, Plein Evangile/Full Gospel, Living Word Fellowship, Bethel, Communauté Missionnaire Chrétienne Internationale (CMCI), King's Chapel, Sainte Eglise de Christ), les adventistes du 7ème Jour, et toutes les autres religions chrétiennes (se réclamant de Jésus-Christ) non citées ailleurs.

Musulman : Cette modalité regroupe tous ceux qui croient en Allah et Muhammed.

Animiste : Cette modalité regroupe tous ceux qui vouent un culte aux choses qu'ils assimilent à une divinité (ce sont entre autres ceux qui croient aux cultes des ancêtres).

Autre religion : Cette modalité regroupe toutes les communautés religieuses qui sont sous le régime de la déclaration et/ou qui ne se retrouvent pas dans les autres groupes cités. Exemple : les témoins de Jéhovah.

Sans religion : Cette modalité regroupe toutes les personnes n'ayant pas de religion déclarée mais qui croient tout de même à l'existence d'une divinité. L'on doit vérifier que l'enquêté ne fait pas de culte animiste qui n'est souvent pas assimilé à une religion à part entière.

Athée : Cette modalité regroupe tous ceux qui ne croient pas à l'existence d'un être suprême.

A la fin de la section sur les renseignements généraux, un filtre peut exister pour déterminer les personnes éligibles pour répondre à des questions spécifiques de l'opération.

Contact des membres du ménage : Il s'agit des numéros de téléphones de chacun des membres du ménage qui possède un téléphone

Education et formation des membres du ménage

Niveau d'instruction

On s'intéresse ici au plus haut niveau d'études de chacun des membres du ménage au moins en âge scolaire (ou des personnes cibles selon l'enquête).

Modalité	Modalité
Aucun ¹	Enseignement secondaire 2nd cycle
	Enseignement supérieur 1er cycle
Primaire	Enseignement supérieur 2nd cycle
Post-primaire	Enseignement supérieur 3ème cycle ou plus
Enseignement secondaire 1er cycle	

Dans certaines opérations, les modalités se réduisent à **aucun, primaire, secondaire premier cycle, secondaire second cycle et supérieur**.

¹ La classification d'Afristat ou NACE range aussi dans sans niveau le post-primaire et toute personne ayant fréquenté jusqu'au cours moyen première année

Cette information peut aussi être captée en demandant pour chaque membre **la dernière classe fréquentée, la dernière classe achevée avec succès** ou encore **le diplôme le plus élevé obtenu**.

La dernière classe suivie avec succès est celle pour laquelle l'individu a réussi à son examen de passage en classe supérieure. L'on s'intéresse ici à l'enseignement formel (et non à l'enseignement non formel dispensé par exemple par les écoles /instituts coraniques et autres structures d'enseignement ou de formation non formelles).

Classification pour la classe fréquentée

Niveau	Pré scolaire=0	Primaire = 1	Post-primaire =2	Secondaire 1er cycle = 3	Secondaire 2nd cycle = 4	Supérieur =54
Classe	1	0= moins d'1 an	1 = 1ere année SAR/SM	0= moins d'1 an	0= moins d'1 an	0= moins d'1 an
		1= sil/class1	2 = 2ème année SAR/SM	1= 6è/1ère a.t./form 1	1= 2nde g ou t/form 5	1= 1è année
		2= cp/cps/class2	Les SAR/SM forment au métier artisanal les titulaires du CEP en un an ou deux ans maximum	2= 5è/2è a.t./form 2	2= 1ère g ou t/lower 6	2= 2è année
		3= ce1/class3		3= 4è/3è a.t./form 3	3= terminale g ou t/upper 6	3= 3è année
		4= ce2/class4		4= 3è/4è a.t./form4	8= nsp	4= 4è ou 5è année.
		5= cm1/class5		8= nsp		5= 6è an. Ou +
		6= cm2/class6/7				8= nsp
		8= nsp				

Classification des diplômes

Modalités	Modalités
Sans diplôme/No certificate	DEUG/BTS/DUT
CEPE/CEP/FSLC	Licence / Ingénieur des travaux /1st DEGREE, BSc, B.A/ENGINEER
	Maîtrise/master1
BEPC/CAP/GCE O-Level/BE	DEA / DESS/ING. de conception/ Master's Degree, MSc, MA
PROBATOIRE/BEP	Doctorat 3 ^{ème} cycle / M. Phil
BACCALAUREAT/BP/BT	Doctorat d'Etat/Ph.D
	Autres

Pour les individus qui ont suivi une formation et ont obtenu un diplôme ne figurant pas dans la liste qui est proposée, établir l'équivalence entre le diplôme obtenu et ceux listés à partir du nombre d'années de formation. Pour ces équivalences, les diplômes intermédiaires sont classés par défaut (arrondis à l'inférieur) par rapport à la liste figurant dans le questionnaire.

Un instituteur qui est entré à l'ENIEG avec le BEPC et qui a suivi avec succès trois ans de formation aura pour diplôme le plus élevé le « BAC » ; celui qui est entré avec le PROBATOIRE et qui a suivi deux ans de formation aura aussi pour diplôme le plus élevé le « BAC », de même que celui qui est entré avec le BAC et qui a suivi un an de formation à l'ENIEG (il n'a pas encore l'équivalent du « BTS/DUT/DEUG » qui s'obtient en principe deux ans au moins après le Baccalauréat !).

Une personne qui a suivi avec succès une formation de trois ans après le BAC a pour diplôme la LICENCE et celui qui a suivi une formation de 5 ans après son BAC a pour diplôme le « DEA/MASTERS/MBA ». Les formations suivies dans ces deux exemples doivent avoir pour pré requis le BAC.

Alphabétisation

Langues nationales

On cherche à connaître dans quelle langue nationale le recensé sait le mieux lire et écrire

Modalité	Modalité	Modalité	Modalité	Modalité	Modalité
Aucune	Beti	Fulfulde	Kom	Mefe	Oku
Akoose	Buduma	Gbaya (Nord Est)	Koozime	Mendankwe-Nkwen	Prarkwa
Arabe	Bulu	Gbaya (Sud Ouest)	Kuo	Merey	Tikar
Bafaw-Balong	Byep	Ghomala	Lamnso	Meta	Tunen
Bafia	Daba	Giziga Sud	Limbun	Mofu Gudur (Mofu Sud)	Tupuri
Bafut	Denya	Gude	Mada	Mofu Nord	Vengo
Baka	Dii	Gyele (Bagyele)	Mafa	Mundani	Vute
Bakossi	Doyayo	Haoussa	Makaa	Musgum	Wandala
Bakweri	Duala	Hdi (Xedi)	Mambila	Ngiemboon	Wawa
Bali	Ejagham	Kako	Masama	Nguemba	Wuzlam
Bamoun	Eton	Karang (Mbum Est)	Mazagway	Nomaande	Yamba
Bana	Ewondo	KensweNsei	MbembeTigon	Noone	Yambeta
Bangolan	Fali Sud	Kenyang	Mbon	Ntoumou	Yemba
Bassaa	Fefe	Kera	Medumba	Nugunu	Autre

Langues officielles

Ici on cherche à savoir, pour chaque membre éligible du ménage :

- S'il sait lire une phrase simple en français, en anglais
- S'il sait écrire une phrase simple en français, en anglais

Dans la pratique, on prépare une phrase simple lisible sur papier, pour tester l'aptitude des enquêtés à la lecture.

Fréquentation scolaire

Cette rubrique s'intéresse aux personnes ayant déjà fréquenté (ou fréquentant) une école ou un établissement du système d'éducation formel.

On collecte ici des informations telles que :

- L'âge auquel chaque individu a commencé à aller à l'école ;
- L'âge auquel chaque individu a cessé d'aller à l'école ;
- Le niveau d'études ou la classe fréquentée par chaque membre au moment de l'enquête ou au cours d'une ou de plusieurs années antérieures de référence ;
- Le sous-système d'enseignement (**francophone, anglophone,**) de fréquentation scolaire ;
- L'ordre d'enseignement : **public, privé (laïc, confessionnel), école communautaire,**
- Le type d'enseignement : général, technique ou professionnel ;

- L'accessibilité géographique : distance par rapport à son établissement et distance par rapport à l'établissement le plus proche (public, privé ou communautaire) ;
- Le montant des frais exigés et payés, y compris les dépenses en nature : frais de scolarité, inscription, frais d'internat, APEE, etc. ;
- Les raisons de la non fréquentation scolaire et les raisons de choix du sous-système, de l'ordre et du type d'enseignement.

Les établissements d'enseignement confessionnel regroupent tous ceux qui sont fondés par les organisations d'enseignement Catholiques (OEPC), Protestants (OEPP), islamiques (OEPI). Les établissements laïcs n'appartiennent à aucune obédience religieuse.

Raison de non fréquentation scolaire

Modalités	Modalités
Etudes terminées	Mariage /Grossesse
Coût trop élevé	Eloignement
Emploi /Apprentissage	Trop jeune
Echec scolaire	Refus des parents
Maladie /Handicap	Autre (à préciser)

NB : Cette question doit être adaptée à la situation de chaque individu. La raison donnée doit correspondre à l'année de cessation de la fréquentation scolaire. Si l'individu n'a jamais fréquenté une école, poser la question suivante : « Pourquoi « X » n'a-t-il/elle jamais fréquenté un établissement scolaire ? ». Par contre, si l'individu a fréquenté un établissement scolaire, poser la question suivante : « Pourquoi « X » ne fréquente-t-il/elle pas un établissement scolaire cette année ? »

Dans le cas où l'enquête donne plusieurs raisons qui l'auraient poussé à ne plus (pas) fréquenter un établissement scolaire, l'amener à donner la raison principale.

Exemple

Si l'enquête déclare qu'il ne fréquente pas un établissement scolaire parce que les coûts sont trop élevés et qu'il dise par ailleurs qu'il a obtenu un emploi ou qu'il apprend un métier, lui poser la question suivante : « Si on avait baissé les coûts d'éducation, auriez-vous continué à fréquenter un établissement scolaire ? » Si l'enquête répond par l'affirmative, on admet qu'il « manque de moyens financiers » car, c'est la raison principale. Par contre, si l'enquête dit « non », c'est qu'il a une « préférence pour un apprentissage ou un travail ».

Formation professionnelle

Cette section concerne en général les personnes âgées d'au moins 10 ans. Il s'agit de savoir si chaque personne cible a suivi une formation professionnelle, technique ou un apprentissage. Des informations sont aussi recueillies sur :

- La spécialité de formation suivie ;
- Le diplôme obtenu si possible ;
- Les perspectives de formation des enquêtés.

1.2. Pauvreté et conditions de vie

Habitat et cadre de vie

Cette section s'intéresse au cadre de vie des ménages : logement, accès au logement, matériaux des murs, du toit et du sol, accès à certaines commodités (eau, électricité, lieux d'aisance), l'évacuation des eaux usées et des ordures, etc.

Type de logement

Modalité	Modalité
Case/cabane/tente/hutte	Immeuble à plusieurs appartements
Maison isolée	Concession/Saré
Villa moderne/duplex/château	Autres à préciser
Maison à plusieurs logements	

Statut d'occupation du logement

Modalité	Modalité
Propriétaire	Logé par l'employeur
En location simple	Logé par les parents/Amis
En location-vente	Autres à préciser

La modalité « **propriétaire** » peut être selon les enquêtes élatée en plusieurs modalités :

- Propriétaire avec titre et avec permis de bâtir/autorisation de bâtir/titre d'implantation
- Propriétaire avec titre et sans permis de bâtir/autorisation de bâtir/titre d'implantation
- Propriétaire sans titre et sans permis de bâtir/autorisation de bâtir/titre d'implantation
- Propriétaire sans titre et avec permis de bâtir/autorisation de bâtir/titre d'implantation

Site d'implantation du logement

Modalité	Modalité
Versant aménagé	Alentours des dépôts pétroliers
Versant non aménagé	Alentours des usines polluantes
Bas-fond	Alentours des aéroports
Bas-fond marécageux	Alentours d'un chemin de fer
Zone plate	Emprises des drains
Sommet de collines	Autre à préciser
Ligne de haute tension	



Principale voie d'accès au domicile

Modalité	Code
Route bitumée	Sentier
Route en terre	Autre à préciser
Piste	

Matériau des murs

Modalité	Modalité
Béton/Parpaing/Briques cuites	Terre battue/Pisé
Pierres de taille	Carabot
Terre/Briques simples	Nattes/chaume/feuilles
Planches	Autres à préciser

On admet de plus en plus les modalités plus englobantes : matériaux définitifs (béton/parpaing/briques cuites, pierres de taille), matériaux rudimentaires

Matériau du sol

Modalité	Modalité
Ciment	Terre
Carreaux	Marbre
Bois	Autres à préciser

Principal matériau du toit

Modalité	Modalité
Tôles	Tuiles
Ciment/Béton	Terre
Nattes/Paille/Chaume	Autre à préciser

Type de lieu d'aisance

Modalité		Modalité	
Chasse d'eau avec ou sans réservoir d'eau	Connectée à système d'égouts	Fosses/latrines	Latrines améliorées ventilées (LAV)
	Connectée à une fosse septique		Latrines à fosses avec dalle
	Reliée à des latrines		Latrines à fosses sans dalle/trou ouvert
	Reliée à autre chose		Toilettes à compostage
	Reliée à endroit inconnu/pas sûr/NSP		Seaux
			Toilettes/latrines suspendues
			Pas de toilettes/brousse/champ
			Autre (préciser)

Principal mode d'éclairage

Modalité	Modalité
Electricité	Compteur individuel AES-SONEL
	Compteur collectif (utilisateur principal) AES-SONEL
	Compteur collectif AES-SONEL sans compteur divisionnaire
	Compteur collectif AES-SONEL avec compteur divisionnaire
	AES-SONEL sans compteur (direct
	Groupe électrogène
Lampe à gaz	Lampe solaire
Lampe à pétrole	Autres à préciser
Panneau solaire	

Principale source d'énergie pour la cuisine

Modalité	Modalité
Electricité	Bois (acheté, reçu)
Gaz Propane Liquéfié (GPL)	Paille/branchages/herbes
Gaz naturel	Bouse
Biogaz	Résidus agricoles
Pétrole lampant	Sciure/copeau
Charbon/lignite	Solaire
Charbon de bois	Autre

Source et moyens d'approvisionnement en eau de boisson

Modalité	Modalité
Eau de la SNEC/CAMWATER/CDE	Robinet individuel SNEC/CAMWATER/CDE
	Robinet collectif SNEC/CAMWATER/CDE
	Robinet collectif SNEC/CAMWATER/CDE
	Robinet collectif SNEC/CAMWATER/CDE
	Revendeur d'eau de robinet SNEC/CAMWATER/CDE
	Autre robinet individuel
	Borne fontaine publique
	Autre robinet collectif
Forage	Camion-citerne
Puits à pompe	Charrette avec petite citerne/Tonneau
Puits protégé	Eau de surface (rivière, fleuve, barrage, lac, marre, canal)
Puits non protégé	Eau en bouteille
Source protégée	Eau en sachet
Eau de pluie	Autre (à préciser)



Evacuation des eaux usées

Modalité	Modalité
Versées dans la cour/chaussée	Versées dans la rivière
Versées dans la rigole	Versées dans la nature/broussaille
Versées dans le puisard/fosse septique	Autres à préciser

Mode d'évacuation des ordures ménagères

Modalité	Modalité
Abord de rue	Enfouissement/recyclage
Bac public	Alentours de la maison
Broussaille	Incinération
Cours d'eau	Autre à préciser
Ramassage de proximité (hysacam, mairie, autres)	

En général, les informations relatives aux caractéristiques de l'habitat peuvent être facilement observées par l'agent enquêteur lui-même.

D'autres informations peuvent être collectées :

- Le nombre d'années d'occupation du logement ;
- La superficie du logement ;
- Le montant du loyer mensuel du logement, ou le montant estimé si le logement n'est pas payant ;
- Le nombre de pièces du logement ;
- Le nombre de pièces utilisées pour dormir ;
- La quantité moyenne d'eau utilisée pour la vaisselle, la lessive, le ménage, le bain, la cuisson, la boisson, l'évacuation des excréta ;

Équipement du ménage

Cette section renseigne sur la possession par le ménage de certains biens durables et de certains équipements.

Biens, équipements	Biens, équipements
Téléphone fixe, CT phone fixe	Véhicule
Téléphone mobile , CT phone mobile	Moto/mobylette
Poste radio	Bicyclette/vélo
Fax, télécopieur	Fer à repasser électrique
Groupe électrogène	Réfrigérateur
Chaîne musicale/Lecteur CD	Congélateur
Téléviseur	Climatiseur
Magnétoscope	Ventilateur
Antenne parabolique/numérique	Réchaud à pétrole
Lecteur DVD	Réchaud à gaz/plaque à gaz
Ordinateur fixe, portable	Bouteille à gaz
Caméras/appareils photos	Pousse-pousse/Charrette/brouette
Moulinette	
Cuisinière	Autres (à préciser)

Pour chacun des équipements possédés par un ménage, on recueille les informations sur le nombre d'unités possédées (fonctionnelles), la durée de l'équipement dans le ménage, les coûts d'acquisition, et autres informations utiles selon les enquêtes.

Accès aux infrastructures de base

Cette rubrique renseigne sur l'accès des différents membres du ménage aux infrastructures de base : infrastructures scolaires, sanitaires, économiques, etc.

Infrastructures scolaire :

- Ecole maternelle, publique et privée
- Ecole primaire, publique et privée
- Etablissement d'enseignement secondaire, public et privé

Infrastructures sanitaires

- Hôpital de district, Centre Médical d'Arrondissement
- Centre de santé intégré
- Pharmacie ou propharmacie

Infrastructures socioéconomiques

- Marché des produits alimentaires
- Gare routière
- Route bitumée

Autres infrastructures

- Centre d'état civil
- Point d'approvisionnement en eau potable à accès public
- Point de branchement au réseau d'eau SNEC/CAMWATER/CDE
- Bac à ordures, point de ramassage des ordures
- Poste de police, poste de gendarmerie
- Poteau électrique AES/SONEL, point de branchement
- Lampadaire
- Poste agricole, centre zootechnique et vétérinaire

Il s'agit de savoir, pour chacune de ces infrastructures :

- A quelle distance du ménage se trouve celle qui est la plus proche ;
- Si au moins un membre du ménage utilise l'infrastructure la plus proche ;
- Quel est le principal moyen utilisé pour se rendre à l'infrastructure la plus proche : pieds, vélo/bicyclette, motocyclette, voiture, cheval/âne, autre, ainsi que le temps moyen estimé pour s'y rendre
- Quel temps moyen serait mis s'il fallait se rendre à l'infrastructure la plus proche à pieds ;
- Quelle appréciation les membres du ménage font des prestations offertes par ces infrastructures : satisfaits, indifférents, pas satisfaits ;
- Quelles sont les 2 principales raisons de leur insatisfaction : mauvaise qualité de l'infrastructure, infrastructure trop éloignée, coût des prestations trop élevés, mauvaise qualité des services, monnayage des services, accès difficile à l'infrastructure, manque d'équipement.

Les questions sur les infrastructures sont adaptées selon le milieu. Par exemple en milieu rural, les questions liées à l'accès aux bacs à ordures, aux lampadaires, ne sont pas pertinentes.

Accès et utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)

Accessibilité, usage et perception de la qualité des services de télécommunication

On recueille les informations concernant :

- La possession par chaque membre du ménage des outils de télécommunications : téléphones, ordinateurs, etc. ;
- L'utilisation des services de télécommunications : téléphone, internet ;
- Les motifs et les dépenses liées à l'utilisation de ces services ;
- Les modalités d'accès à ces services ;
- Le niveau d'utilisation de ces services : temps de consommation, nombre de coups de fil passés ou reçus durant une période de référence, etc ;
- L'utilisation d'autres services des opérateurs (service client notamment) ;

Perception des conditions de vie

Il s'agit surtout dans cette section de capter la perception que les membres du ménage ont sur leurs conditions de vie et sur la lutte contre la pauvreté telle qu'elle est menée au Cameroun.

Lutte contre la pauvreté

On demande à chaque enquêté :

- Quelles sont selon lui par ordre d'importance les principales causes de la pauvreté : la **paresse**, le **manque de travail**, le **manque d'instruction**, le **manque de terre, de troupeau**, le **manque de route**, la **sorcellerie**, la **mauvaise gestion/corruption**, l'**insuffisance/baisse des revenus** (due aux bas salaires et à la basse des produits agricoles) ;
- Quelle est son avis sur l'évolution du niveau de vie général et de son ménage par rapport à une année de référence (dernière enquête sur les conditions de vie en l'occurrence) : niveau de vie **amélioré**, **maintenu** ou **dégradé** ;
- Quelle est son avis sur l'évolution du niveau de vie général et de son ménage par rapport à l'année dernière : niveau de vie **amélioré**, **maintenu** ou **dégradé** ;
- S'il pense que les gens de son village/quartier (de résidence) sont pauvres : **tous**, la **majorité**, **quelques-uns**, **aucun** ;
- S'il pense que le Cameroun est un pays pauvre ;
- S'il pense que le Cameroun a suffisamment de ressources propres pour payer toute sa dette extérieure ;
- S'il pense que la lutte contre la pauvreté doit constituer une priorité pour le Cameroun ;
- Quelles sont selon lui les trois actions prioritaires que le Gouvernement devrait réaliser pour améliorer les conditions de vie de son ménage ;

Modalité	Modalité
Baisser les impôts	Construire les points d'eau
Baisser le prix du carburant	Lutter contre la corruption et les détournements
Créer les emplois	Assurer la sécurité des biens et des personnes
Faciliter l'accès des personnes à l'instruction	Stabiliser les prix des produits de première nécessité
Bitumer les routes	Répartir convenablement la richesse nationale
Faciliter l'accès aux soins et aux médicaments	Revaloriser les salaires
Construire les logements	Faciliter l'accès au crédit

- S'il pense que le Cameroun va atteindre les objectifs de développement fixés ;
- S'il est informé que le Cameroun a élaboré un Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui donne les orientations du Gouvernement sur la période 2010-2020 (ou tout autre document de stratégie de référence selon la période) ;
- S'il pense que le Gouvernement mène des actions qui traduisent une bonne redistribution des richesses.

Conditions de vie

- On demande à l'enquêté de se prononcer sur la nécessité ou non de couvrir certains besoins minimum pour avoir une condition de vie correcte. Il s'agit de :

Rubrique	Besoin	Modalités
Alimentation et habillement	Prendre trois repas par jour tous les jours	1= Oui, indispensable
	Manger des céréales ou tubercules tous les jours	
	Manger des légumes tous les jours	
	Manger de la viande ou du poisson au moins tous les trois jours	
	Prendre un bon repas les jours de fête (dimanche, cérémonie, etc)	
	Avoir plusieurs vêtements (au moins deux)	
	Avoir plusieurs paires de chaussures (au moins deux)	
Logement	Avoir un logement (en tant que locataire ou propriétaire)	2= Oui, mais pas indispensable
	Avoir un logement spacieux (loué ou non)	
	Avoir accès à l'eau potable	
	Avoir accès à l'électricité	
	Avoir des tables et des lits dans la maison	
	Pouvoir acheter des produits d'entretien (savon, cire, etc.)	
Santé, soins du corps	Pouvoir se soigner quand on est malade	3= Non
	Pouvoir s'occuper de son corps (savons, coiffeurs, etc.)	
Travail	Avoir un travail stable et durable	
	Ne pas travailler jour et nuit	
Transports	Pouvoir prendre le bus (ou équivalent) pour aller travailler	
	Pouvoir prendre le taxi en cas de nécessité (cas d'urgence)	
	Avoir un moyen de transport personnel (voiture, motocyclette, bicyclette)	
Education, loisirs et divers	Pouvoir envoyer les enfants à l'école	
	Prendre des vacances une fois par an (voyage)	
	Avoir un poste de radio	
	Avoir un poste de télévision	
	Pouvoir offrir des cadeaux quand il le faut	
	Ne pas avoir trop d'enfants (maîtrise de la fécondité)	
	Avoir des relations avec des personnes ou des groupes	

Exp : Estimez-vous que pouvoir envoyer ses enfants à l'école fait partie des besoins minimums pour avoir une condition de vie correcte ?

- Chaque enquêté est invité à donner son sentiment sur la couverture des besoins minimum de son ménage par rapport aux rubriques suivantes :

Rubrique	Modalités	Rubrique	Modalités
Alimentation	<ul style="list-style-type: none"> • Très satisfait • Satisfait • Indifférent • Pas satisfait • Pas du tout satisfait 	Transports	<ul style="list-style-type: none"> • Très satisfait • Satisfait • Indifférent • Pas satisfait • Pas du tout satisfait
Habillement et chaussures		Communication	
Logement		Loisirs	
Equipement du ménage		Education	
Santé		Relations avec les autres ou des groupes	
Soins du corps			

NB : pour chaque besoin énoncé, l'enquêté donne la modalité qui convient selon lui

- Chaque enquêté est invité à donner son sentiment sur un certain nombre de points :
 - Le niveau de vie du ménage : pauvre, riche, moyen ;
 - Le montant minimum du revenu estimé que doit disposer mensuellement une personne de 15 ans ou plus pour joindre les deux bouts ;
 - Le montant minimum du revenu estimé que doit disposer mensuellement un ménage semblable au sien pour joindre les deux bouts ;
 - La situation financière du ménage : le ménage arrive – t- il à mettre de l'argent de côté, est-il juste en situation d'équilibre financier, ou est il obligé de recourir à l'emprunt ou à l'aide des proches ?
 - La stabilité des revenus du ménage ;
 - Le niveau de couverture des dépenses par le revenu ;
 - Le niveau de vie par rapport aux voisins ou aux parents : vivent-ils mieux, au même niveau ou moins bien qu'eux ?
 - Etc.

Dépenses du ménage

Dépenses rétrospectives

Dans cette rubrique, on enregistre tout ce que chaque membre du ménage a acquis, reçu, autoproduit, dépensé, payé, au cours d'une période de référence. Les rubriques prises en compte sont :

Rubrique	Rubrique
Habillement	Enseignement
Loyer, eau, électricité, combustibles et autres sources d'énergie	Constitution de stocks de produits alimentaires du ménage
Equipement et entretien de la maison	Hôtels, café et restaurants
Santé	Biens et services divers et autres sorties d'argent
Transport (acquisition d'un moyen de transport individuel)	Investissement en logement du ménage
Transport (Pièces détachées, entretien et réparations, autres services de transport)	Fêtes et événements exceptionnels du ménage

Rubrique	Rubrique
Transport routiers, ferroviaires et maritimes	Transferts monétaires effectués
Transport par avion et par bateau	Transferts monétaires reçus
Sport, Loisirs, spectacles et culture (hors livres, papeterie, matériel de dessin, fournitures scolaires ou de bureau)	Sport, Loisirs, spectacles et culture (livres, papeterie, matériel de dessin, fournitures scolaires ou de bureau)
Communication	

Pour chaque rubrique et pour chaque membre du ménage, il s'agit d'enregistrer :

- La description précise du produit/service acheté/payé, reçu, autoproduit, prélevé ;
- Le montant total de la dépense ou la valeur totale de l'acquisition ;
- Le mode d'acquisition : **acheté/Payé, reçu, autoproduit, ramassé, prélevé** ;
- Le bénéficiaire ;
- La quantité, l'unité de mesure, le nombre d'acquisitions, la durée d'utilisation ;

Dépenses et acquisitions quotidiennes

Dans un carnet de comptes, l'enquêteur transcrit les dépenses et acquisitions quotidiennes durant le nombre de jours que dure l'enquête dans un ménage (15 jours en milieu urbain et 10 jours en milieu rural en général). Cette rubrique concerne chaque membre du ménage éligible au carnet de compte ou susceptible de faire des dépenses/acquisitions.

Pour chaque dépense et pour chaque membre du ménage, il s'agit d'enregistrer :

- La description précise du produit, bien ou service acheté, payé, prélevé, auto produit ou reçu en cadeau (nom, conditionnement et état du produit/service, quantité et unité de mesure précises, et si possible la marque) ;
- La quantité, le type et l'unité de mesure ;
- Le montant total de cette dépense ou acquisition ;
- le mode d'acquisition : acheté, cadeau reçu, auto produit avant le 1^{er} jour, ramassé, prélevé, déstocké, cadeau et don offert, autre sortie d'argent, auto produit
- le lieu d'acquisition ;
- la durée écoulée depuis la précédente acquisition du même produit.

1.3. SANTE

Les questions liées à la santé sont posées aux individus des ménages choisis. En dehors de l'état de santé général des membres du ménage au moment de l'enquête ou sur le mois qui a précédé, un certain nombre de thèmes sont abordés. Pour certains d'entre eux, seuls les individus éligibles et sélectionnés selon la méthodologie recommandée sont interrogés.

Fécondité, natalité, santé de la reproduction

On s'intéresse ici aux naissances que les femmes² ont eues au cours de leur vie. On demande en général à chaque femme sélectionnée :

- Combien de naissances vivantes elle a déjà eues;

² Les questions relatives à la reproduction s'adressent aussi souvent aux hommes

- Combien de ses enfants vivants vivent avec elle ;
- Combien de ses enfants vivants ne vivent pas avec elle ;
- Combien de ses enfants nés vivants sont décédés ;

Pour chacune des naissances enregistrées, on demande à la mère :

- Si la naissance était simple ou multiple (jumeaux ou plus) ;
- La date de la naissance ;
- Le sexe de l'enfant ;
- Si l'enfant est toujours en vie ou s'il est décédé ;
- A quel âge l'enfant est décédé (s'il y a lieu) ;

Pour les femmes qui ont eu une naissance vivante sur la période de deux ans précédant l'enquête, un module sur le désir de cette naissance leur est administré. On cherche ici à savoir :

- Si la femme voulait tomber enceinte au moment où elle est tombée enceinte ;
- Si elle voulait avoir un enfant plus tard ou si elle ne voulait plus (pas) avoir d'enfants ;
- Combien de temps elle aurait souhaité attendre avant d'avoir un (autre) enfant.

NB : Une naissance vivante est tout produit de conception qui, après expulsion ou extraction du corps de la mère, manifeste un signe quelconque de vie tel que les cris, les pleurs, la respiration, les battements du cœur, même s'il n'a vécu que quelques minutes seulement après sa naissance.

Santé maternelle et infantile, nutrition,

Cette rubrique recueille les informations sur la santé de la mère, les soins prénatals, les soins post natals, la vaccination, etc. Elle concerne en général les naissances vivantes survenues au cours des 2 dernières années (MICS) ou la dernière naissance vivante dans les 5 ans précédant l'enquête (EDS).

Soins prénatals et accouchement

On se renseigne sur le déroulement de la grossesse de la femme sélectionnée, en l'occurrence on demande:

- Si elle a reçu des soins prénatals (soins visant spécifiquement à contrôler l'évolution de la grossesse et non pour d'autres raisons) durant la grossesse ;
- Si elle a vu un professionnel de santé (**Médecin, IS/IDEA/Infirmier(ère)/sage-femme, IBA/Infirmier(e) adjoint/Sage-femme adjoint/Infirmier(e) assistant, Aide soignant(e)**), ou une autre personne (**accoucheuse traditionnelle, agent de santé communautaire**) pour ses soins prénatals ;
- A combien de semaines (ou de mois) de grossesse elle a reçu les soins prénatals pour la première fois ;
- Combien de fois avez-vous reçu des soins prénatals au cours de cette grossesse ;
- Si elle a subi certains examens durant la grossesse : **prise de tension, prélèvement d'urine, prélèvement du sang ;**
- Si elle dispose d'un carnet ou autre document dans lequel sont inscrites toutes ses vaccinations ;
- Si elle a reçu avant ou pendant sa grossesse une injection antitétanique;
- Si elle a pris au cours de sa grossesse des médicaments pour éviter le paludisme, le nom du médicament et le nombre de fois qu'il a été pris durant la grossesse;
- Si elle a été assistée par un professionnel de santé ou une autre personne lors de l'accouchement ;

- Si elle a accouché dans un domicile (le sien ou un autre), dans une formation sanitaire publique (Hôpital public, Centre de santé (CSI/CS/PMI/Dispensaire) public, Centre Médical d'Arrondissement, etc.), dans une formation sanitaire privée (Hôpital privé laïc, Hôpital privé confessionnel, Clinique privée laïque, Centre de santé/dispensaire confessionnel/missionnaire, cabinet médical, etc.) ou ailleurs ;
- Si elle a accouché par césarienne ;
- Comment était le bébé à la naissance par rapport à la moyenne : **très gros, plus gros, moyen, Plus petit, ou très petit** ;
- Si l'enfant a été pesé à la naissance, et quel était son poids ;

Soins post natus

Il s'agit de savoir ce qui s'est passé dans les heures et les jours suivant la naissance de l'enfant. En l'occurrence on demande :

- Combien de temps (heures, jours, semaines) la mère est restée dans la structure où elle a accouché ;
- Si quelqu'un a vérifié l'état de santé de l'enfant et de la mère avant la sortie de la structure où elle a accouché ;
- Si quelqu'un a vérifié l'état de santé de l'enfant après qu'elle ait quitté la structure où elle a accouché ;
- Si la (les) personne(s) qui l'a (ont) assistée lors de l'accouchement ont vérifié son état de santé et celui de l'enfant juste après l'accouchement, avant de s'en aller ;
- Après combien de temps a eu lieu le premier contrôle de santé, et combien de contrôles ont eu lieu en tout, ainsi que le lieu et les personnes qui ont effectué le contrôle ;

Allaitement, nutrition, vaccination

Les informations collectées se rapportent à :

- **L'allaitement et la nutrition des enfants de moins de 2 ans** (ou de moins de 3 ans selon les enquêtes): allaitement maternel, consommation des vitamines et suppléments minéraux, eau, jus de fruits, lait, préparations pour bébés, yaourts, céréales, légumes, tubercules, fruits, viande, œufs, poisson, fromage, etc. ;
- **La situation vaccinale des enfants de moins de 2 ans** (ou de moins de 5 ans): en consultant le carnet de vaccination de chaque enfant et/ou en interrogeant sa mère ou la personne qui le garde, on renseigne la date (jour, mois, année) à laquelle chaque enfant a reçu les différentes doses des différents vaccins ;

Vaccins	Vaccins
BCG À LA NAISSANCE	PNEUMO1 (OU PCV1)
POLIO A LA NAISSANCE (OU VPO-0)	PNEUMO2 (OU PCV2)
POLIO 1 (OU VPO-1)	PNEUMO3 (OU PCV3)
POLIO 2 (OU VPO-2)	ROUGEOLE (VAR OU MMR OU MR)
POLIO 3 (OU VPO-3)	FIEVRE JAUNE (FJ)
PENTAVALENT 1 (DTC-HEP B1+HIB1 OU PENTA	VITAMINE A (DOSE LA PLUS RECENTE)
PENTAVALENT 2 (DTC-HEP B2+HIB2 OU PENTA	VITAMINE A (DOSE AVANT LA PLUS
PENTAVALENT 3 (DTC-HEP B3+HIB3 OU PENTA	

Morbidité et traitement des maladies de l'enfant

Les informations collectées ici concernent la santé de tous les enfants de moins de cinq ans dans les ménages sélectionnés. En particulier, les maladies ciblées sont la **diarrhée**, la **fièvre** et la **toux**.

Pour chacune de ces maladies subies par l'enfant au cours de la période de référence (généralement 2 semaines avant l'enquête), on collecte les informations pour savoir :

- Si l'alimentation de l'enfant en termes de quantité de nourriture et de boisson a changé pendant qu'il était malade ;
- Si la maman (gardienne) a recherché des conseils ou un traitement dans une structure sanitaire privée ou publique, ou ailleurs : parent/ami, boutique, guérisseur traditionnel, GIC/ONG de santé, vendeur informel de médicament, agent de santé communautaire ;
- Si l'enfant a reçu des traitements spécifiques pour traiter la diarrhée, la fièvre, et le lieu d'acquisition de ce traitement:

Traitement diarrhée	Traitement fièvre
Liquide préparé à partir d'un sachet spécial appelé Sel de Réhydratation Orale (SRO)	Anti paludéens
Liquide SRO pré-conditionné pour la diarrhée	SP / Fansidar
Comprimé de Zinc	Chloroquine
Sirop de Zinc	Amodiaquine
SRO associée au Zinc	Quinine
Eau salée, sucrée	Combinaison avec Artémisinine
comprimé ou sirop : antibiotique, anti motilité, comprimé inconnu	Autre anti-paludéen
Injection : antibiotique, non antibiotique, inconnue	Antibiotiques
Remède maison, herbes médicinales	Comprimés / Sirop
Autre traitement	Injection
	Paracetamol/ Panadol /Acetaminophen
	Aspirine
	Ibuprofen
	Autre antibiotique

- Après combien de jours l'enfant a commencé à recevoir le traitement.

Anthropométrie

Cette section enregistre le poids et la taille des enfants de moins de cinq ans, afin de pouvoir déterminer les indicateurs de malnutrition : rapports poids/âge, poids/taille et taille/âge.

Les enfants sont pesés et mesurés par les agents de collecte avec des instruments adaptés mis à leur disposition pour l'enquête, et selon un procédé bien expliqué lors de leur formation.

Ces informations sont aussi enregistrées chez les femmes de 15 à 49 ans.

VIH/SIDA et paludisme

Cette section vise à recueillir les informations sur le VIH/SIDA et le paludisme.

VIH/SIDA

Les informations se rapportent à : la connaissance, aux croyances et aux avis :

- Sur les modes de transmission de la maladie : voie sexuelle, transmission mère – enfant (grossesse, accouchement, allaitement), sorcellerie et autres moyens surnaturels, piqûres de moustique, partage de repas avec un malade ;
- Sur les facteurs à risque : multiplicité des partenaires, non utilisation du préservatif ;
- Sur les comportements envers les personnes et les proches infectés : prendre soin des malades ou avoir d'autres contacts avec eux ;

On s'intéresse aussi à la connaissance par les enquêtés de leur statut sérologique : en l'occurrence, on demande :

- Si l'enquêté a déjà effectué un test de dépistage ;
- A quand remonte le dernier test effectué, à quelle occasion (grossesse par exemple) ;
- S'ils ont obtenu les résultats du test ;
- S'ils connaissent les lieux où ils peuvent effectuer le test.

Des tests de VIH sont aussi pratiqués sur les femmes de 15 à 49 ans et les hommes de 15 à 59 ans. D'autres questions peuvent aussi être posées sur d'autres IST et problèmes de santé éventuels.

Paludisme

Des prélèvements sont effectués sur les enfants de 0 à 5 ans pour procéder à des tests d'hémoglobine et de paludisme. En plus, les informations sur les pratiques des ménages en termes de lutte contre le paludisme sont collectées, notamment sur :

- La protection des ouvertures des habitations contre l'entrée des moustiques (avec des grillages) ;
- Les pratiques de désinsectisation des logements (pulvérisation périodique) ;
- L'utilisation des moustiquaires : nombre de moustiquaires, nombre de personnes utilisatrices, moyens et dates d'obtention des moustiquaires, type de moustiquaires, traitement des moustiquaires, etc.

Des tests d'hémoglobine sont aussi pratiqués sur les femmes de 15 à 49 ans et chez les hommes de 15 à 59 ans.

Morbidité, mortalité, dépenses de santé et Handicap

Morbidité et dépenses de santé

On s'intéresse ici aux personnes qui ont été malades durant le mois qui a précédé l'enquête. Pour chaque malade annoncé, on recueille les informations sur :

- La gravité de la maladie (appréciée par le répondant) : maladie grave, légère ou modérée ;
- Les moyens utilisés pour l'automédication (achat de remèdes à la pharmacie, chez un vendeur ambulant, cueillette de plantes, médicament déjà disponible à la maison), ainsi que le montant de la dépense ;
- Les structures visitées pour les soins et les conseils : structures du secteur public, du secteur privé, ou personnels du secteur non médical (guérisseurs, vendeurs de médicament, tradipraticiens, religieux) ;
- Les dépenses engagées pour les soins : transport pour le lieu de soins, consultations, examens, médicaments, hospitalisation, etc.
- Les personnes qui ont supporté les dépenses, ainsi que les sources de revenu pour ces dépenses : salaire, épargne, emprunt, vente de biens, etc.

Mortalité générale

On enregistre ici les décès survenus dans les ménages au cours des 12 derniers mois. Pour chacun des décès annoncés, on note le **sexe** du défunt et son **âge** au moment du décès. La mortalité des enfants de moins de 5 ans est spécifiquement étudiée à partir des données issues de l'historique des naissances.

Handicap

Des questions sont posées pour connaître l'état de santé de tous les membres du ménage. Cela concerne surtout les handicaps portés par les membres du ménage. Les informations concernent :

- Les types de handicap : physique, visuel, auditif, mental, etc.
- La gravité des handicaps : léger ou grave, total ou partiel;
- L'origine des handicaps : de naissance, accident, maladie, vieillesse, sorcellerie ;

Mariage/union, sexualité, contraception, planification familiale

Cette section s'intéresse à la vie matrimoniale et sexuelle des enquêtés. Les informations collectées concernent :

- Le statut matrimonial, l'âge du conjoint ;
- L'historique de la vie matrimoniale ;
- L'âge au premier mariage ou au début de la première union, au premier rapport sexuel ;
- L'utilisation du condom lors des rapports sexuels ;
- Le nombre de partenaires sexuels au cours de l'année et au cours de la vie;
- L'utilisation des moyens de contraception

Moyen de contraception	Moyen de contraception
Stérilisation féminine	Condom féminin
Stérilisation masculine	Diaphragme
DIU (stérilet)	Mousse/gelée
Injections	Méthode de l'Allaitement Maternel et de l'aménorrhée (MAMA)
Implants	Abstinence périodique/Rythme
Pilules	Retrait
Condom masculin	

D'autres modules spécifiques sont introduits et peuvent selon les objectifs des enquêtes influencer ou enrichir l'analyse des résultats. Il s'agit par exemple de :

- La consommation de l'alcool et du tabac ;
- L'accès au crédit et à la terre ;
- Les violences domestiques ;
- Etc.

Violences domestiques

Les questions sur la violence domestique se rapportent d'une part aux relations avec le partenaire (actuel ou dernier) et d'autre part à la violence générale des hommes et des femmes depuis l'âge de 15 ans.

Violence conjugale

On cherche à savoir :

- Si l'enquêté pense qu'un homme peut battre sa femme dans certaines situations : dispute, sortie sans autorisation, mauvaise compagnie de la femme, habillement non convenable (pour le mari), refus de rapports sexuels avec lui, etc.
- Si l'enquêté a subi ou infligé certains types de violences à son partenaire au cours des 12 derniers mois: insultes, humiliation, menaces, violence physique (coups de poing, gifle, bousculade, etc.) menace avec un couteau ou une arme, violence sexuelle, etc.
- Si l'enquêté a eu des conséquences physiques des violences subies : entailles, hématomes ou meurtrissures, hématomes aux yeux, foulures, luxations, brûlures, blessures profondes, os cassés, dents cassées, ou d'autres blessures sérieuses ;

Autre violence

1.4. MIGRATIONS

Migration et mobilité résidentielle du ménage

Il s'agit ici de retracer la mobilité résidentielle de chaque ménage enquêté, ainsi que ses perspectives de mobilité dans un avenir proche. En l'occurrence, on s'intéresse :

- Au dernier lieu de résidence du ménage avant son lieu de résidence actuel (si différent);

Lieu de résidence	Lieu de résidence
Même localité (Quartier, Village ou Campement)	Dans une autre région
Pas dans la même localité, mais dans le même arrondissement	A l'étranger
Pas dans le même département, mais dans la même région	Le ménage n'existait
Pas dans le même arrondissement, mais dans le même département	



- Aux raisons pour lesquelles le ménage a quitté la dernière localité avant celle de sa résidence actuelle ;

Raisons de changement de localité	Raisons de changement de localité
Travail	Consécutives à des catastrophes
Recherche d'emploi (quête d'emploi)	Expropriation, expulsion du logement
Insécurité (sorcellerie,)	Rapatriement
Problème de santé	Acquisition de son propre logement
Etudes, formation	

- A l'évolution de la taille du ménage (nombre de personnes dans le ménage avant et aujourd'hui);
- Aux raisons pour lesquelles le ménage a changé de logement (si c'est le cas) sur les 12 derniers mois ;
-

Raisons de changement de logement	Raisons de changement de logement
-----------------------------------	-----------------------------------

Rapprochement du lieu de travail	Logement indécent
Recherche d'un meilleur confort	Consécutives à des catastrophes
Loyer très cher	Expropriation, expulsion du logement
Insécurité	Acquisition de son propre logement

- Aux perspectives de changement de localité du ménage dans un avenir proche, ainsi que la localité de destination et les raisons de ce changement.

Emigration des membres du ménage

On s'intéresse ici aux personnes qui ont quitté le ménage pour aller s'installer ailleurs. Pour chacune de ces personnes, on enregistre les informations concernant :

- La date de départ et le lieu de destination ;

Lieu de destination	Lieu de destination
Ailleurs dans la même ville ou le même village	Dans un autre pays d'Afrique
Dans un (autre) village du même arrondissement	En Europe
Dans une (autre) ville du Cameroun	En Amérique
Dans un (autre) village d'un autre arrondissement	En Asie
Dans un pays voisin membre de la CEMAC	

- Les caractéristiques : sexe, âge (à la date du départ), niveau d'instruction, lien de parenté avec le chef de ménage ;
- Les raisons du départ ;

Raisons du départ	Raisons du départ
Travail	Mariage, concubinage
Recherche d'emploi	Divorce, séparation ou problème dans le ménage
Sanitaires (problème de santé)	Rapprochement avec des membres de la famille
Etudes, formation	Recherche d'autonomie

- Les personnes qui ont décidé du départ, ainsi que celles qui ont pris en charge les frais de déplacement ;

Modalités	Modalités
Lui/elle-même	Parents hors du ménage
Le CM seul	Personne à l'étranger
Autres membres du ménage	Employeur
CM et autres membres du ménage	Recherche d'autonomie

- Les éventuels transferts d'argent de ces personnes vers le ménage.

1.5. TRAVAIL ET EMPLOI

Les enquêtes sur l'emploi ciblent deux unités d'enquêtes, à savoir les individus et les Unités de Production Individuelles (UPI) de ceux-ci. Les individus concernés sont en général âgés de 10

ans ou plus. Le cas particulier du travail des enfants (moins de 18 ans) est analysé grâce à des enquêtes spécifiques (type Unicef).

Situation d'emploi

Le souci ici est de classer la population en âge de travailler (individus d'au moins 10 ans) : les actifs occupés, les chômeurs et les inactifs. Cette classification est effectuée en posant un certain nombre de questions à l'enquêté :

- Est-ce qu'il a exercé certaines activités au cours de la période de référence (7 derniers jours): pour chacune des activités on enregistre le nombre d'heures exercées.

Activité	Activité
Etudes (scolaires)	Chercher de l'eau ou du bois, faire le marché pour son ménage
Travaux domestiques dans sa propre maison	Construction de sa propre maison
Garde d'enfants, de personnes âgées, de malades, sans rémunération	Prestation de services gratuits à sa communauté

Cette variable vise à estimer le nombre d'heures passées par les individus dans des activités qui ne sont pas considérées comme des emplois, mais qui ressemblent à une forme de travail.

- Est-ce qu'il a travaillé ne serait-ce qu'une heure au cours de la période de référence (7 derniers jours, 4 dernières semaines) ;

Pour celui qui a déclaré ne pas avoir travaillé au cours des 7 derniers jours on lui demande :

- S'il a un emploi, bien que n'ayant pas travaillé au cours des 7 derniers jours ;
- S'il a réalisé certaines activités à domicile ou à l'extérieur, pour aider la famille ;

Activité	Activité
Travailler dans une affaire personnelle	Travailler comme apprenti rémunéré ou non
Fabriquer un produit pour la vente	Travailler comme étudiant qui réalise un travail
Délivrer un service	Travailler pour un autre ménage
Aider dans une entreprise familiale	Exercer n'importe quelle autre activité pour un revenu

Signification de quelques modalités

« *Délivrer un service* » : Exercer des activités rémunérées ou non pour un autre ménage. Par exemple chercher du bois de chauffe pour un autre ménage, réparer la moulinette du voisin, faire des travaux de maçonnerie dans un autre ménage, etc.

« *Aider dans une entreprise familiale* » : Travailler comme aide-familial dans une entreprise du ménage et bénéficiant d'une rémunération en espèce ou en nature.

« *Etudiant qui réalise un travail* » : la notion d'emploi a la primauté dans les **enquêtes emploi** sur toute autre (chômeur et inactif), un étudiant qui réalise un travail (par exemple, il est artiste-peintre ou dispense des cours de répétition) est considéré comme actif occupé et doit être déclaré comme tel.

« *Travailler pour un autre ménage* » : Exercer des activités non domestiques rémunérées pour une autre famille.

- **Pourquoi il n'a pas travaillé au cours des 7 derniers jours** ; Il s'agit de la raison pour laquelle l'enquêté n'a pas travaillé la semaine précédant l'enquête. Les cinq premières

modalités correspondent à des personnes qui ont temporairement arrêté le travail, et qui retrouveront certainement leur emploi une fois l'arrêt de travail terminé.

Modalité	Modalité
Vacances ou jours fériés	Congé de maternité
Maladie	Stage de formation
Grève	Licenciement ou fin de contrat
Arrêt provisoire de travail	Autre
Fin de campagne/saison agricole	

- **Dans combien de temps il compte reprendre le travail ou commencer à travailler :** Cette question ne s'adresse qu'à ceux qui sont en arrêt provisoire de travail ou en congé technique. Les personnes qui déclarent devoir reprendre le travail dans « moins de 4 semaines » sont considérées comme ayant un emploi.

NB : Pour les femmes en congés de maternité, le délai peut être plus long.

- **S'il a cherché un emploi au cours des 7 derniers jours ou des 4 dernières semaines ;**
- **S'il serait disponible pour travailler : immédiatement, d'ici 15 jours, dans 15 jours à un mois, ou dans plus d'un mois.** Cette question permet de s'assurer de la disponibilité de la personne, qui a déclaré avoir cherché du travail, à occuper un emploi dans les 15 jours qui suivent, s'il en trouvait un.
- **Pourquoi il est indisponible pour travailler dans les 15 prochains jours**

Modalités	Modalités
Invalide ou en maladie de longue durée	Femme au foyer
En cours de scolarité/étudiant(e)	Rentier
Retraité(e)	Autre (à préciser)

- **Pourquoi il ne cherche pas de travail :** Cette question s'adresse aux personnes qui ne travaillent pas, et qui n'ont pas cherché de travail au cours des 4 semaines précédant l'enquête. La non recherche du travail peut être volontaire ou involontaire.

Raisons (involontaires)	Raisons (volontaires)
Inexistence des emplois	Attend la réponse à une demande d'emploi
Ne pense pas pouvoir obtenir de travail sans qualification	N'a pas besoin de travail ou pas envie de travailler
Ne sait pas comment rechercher un emploi	N'est pas en âge de travailler
Refus du conjoint	Autre
Respect de la tradition	
Autre	

- **Comment il fait pour subvenir à ses besoins :** Il s'agit ici d'appréhender la principale source de revenus des inactifs. Au cas où l'enquêteur donne plusieurs modalités, insister pour avoir la source qui lui procure le revenu le plus important.

Modalités	Modalités
Perçoit une pension de son travail	Mendie
Perçoit une autre pension ou une aide (famille, ami, veuvage, divorce, orphelinat)	Perçoit une bourse
Perçoit des revenus de sa (ses) propriété(s) ou vit de ses rentes	Pris en charge par sa famille ou une autre personne
Pris en charge par le partenaire	Autre
Vit de son épargne	

Activité principale

Il s'agit de la principale activité de chaque individu identifié comme « actif occupé » dans le module précédent. Les informations recueillies portent sur le type d'emploi occupé (caractéristiques de l'entreprise, caractéristiques de l'emploi, conditions de rémunération, etc.).

Pour chaque actif occupé identifié, on demande :

- **Quel est son emploi principal, i.e** celui qu'il a exercé au cours des sept jours précédant l'enquête ou l'emploi qu'il a l'habitude de faire. La détermination de l'emploi principal peut poser des problèmes dans le cas où l'enquêté exerce plusieurs emplois. En général, l'emploi principal est celui qui est déclaré comme tel par l'enquêté. Dans le cas où l'enquêté exerce plusieurs emplois et qu'il a un doute pour déterminer son emploi principal, choisir celui auquel la personne consacre le plus de temps, ou encore l'emploi qui lui procure le revenu le plus important.
- **Quel est le nom du métier, de la profession, du poste, de la tâche, de son emploi principal :** On cherche ici à obtenir le maximum d'informations permettant de définir la profession de l'enquêté. En plus de cette description, on note sa classification catégorielle (grade, échelon) et le nom de l'établissement où l'enquêté exerce son emploi.

NB : Enseignant, informaticien, agriculteur ne sont pas des professions précises. Par contre, professeur des lycées et collèges de l'enseignement général (PLEG), opérateur de saisie, horticulteur sont plus descriptifs.

Pour les enquêtés exerçant dans les forces armées, précisez leur fonction et grade. Pour ceux qui travaillent dans la fonction publique, préciser s'il s'agit de fonctionnaires ou d'agents contractuels et précisez leurs catégories.

La « **nomenclatures des emplois, professions et métiers** » en vigueur est utilisée pour cette classification.

- **Quelle est l'activité de l'entreprise dans laquelle il exerce son emploi principal, ou quel type de produit fabrique cette entreprise**

La nomenclature à utiliser pour la codification de cette question est celle des activités.

Cette question permet d'identifier l'**activité principale menée dans l'entreprise de l'enquêté** dans le but plus tard d'obtenir une classification des emplois par branches d'activité. Une branche d'activité se compose d'entreprises engagées dans le même type d'activité ou des activités similaires.

NB : 1- La notion d'entreprise qui est évoquée dans cette question ne fait pas forcément référence à l'existence d'infrastructures de production (un lieu physique spécifiquement conçu à cet effet à l'instar d'une boutique ou d'un atelier), d'un personnel, d'une enseigne, etc. Cette notion fait plutôt référence ici à une *unité de production* qui est une structure mobilisant des

facteurs de production (travail et capital) pour générer une production de biens ou de services. Ainsi, les emplois qui s'exercent à domicile ou qui ont un caractère ambulant seront considérés comme des unités de production et donc comme des entreprises. Par exemple, une couturière qui travaille seule à domicile et confectionne des vêtements pour des clients particuliers (des voisins qui viennent lui passer des commandes), est considérée comme dirigeant une unité de production, donc une entreprise. C'est le cas également pour un vendeur ambulant.

2- Tout comme à la question précédente, l'intégralité des informations données par les enquêtés par rapport à l'activité menée par leur entreprise ou par rapport au type de produit que fabrique celle-ci doivent être enregistrées

Exemple : Pour un chef comptable en service aux Brasseries du Cameroun, l'activité (de son entreprise) est la fabrication de boissons gazeuses.

- **Quelle est sa catégorie socioprofessionnelle :**

Modalités			Modalités
Salariés	Cadre supérieur, ingénieur et assimilé	Non salariés	Employeur
	Cadre moyen, agent de maîtrises		Travailleur pour compte propre
	employé/ouvrier qualifié		Aide-familial
	Employé/ouvrier semi qualifié		Apprenti
	Manœuvre		Inclassable (A préciser)

Cette question fait référence au rang de l'enquêté au sein de l'entreprise (ou l'unité de production) où il travaille.

On Pose la question de la manière suivante : « *Etes-vous un cadre supérieur, un cadre moyen, un manœuvre, etc. ?* ».

NB: 1. Pour les travailleurs en stage pré emploi ou en période d'essai, l'on doit leur affecter la catégorie socioprofessionnelle à laquelle ils aspirent.

2. La catégorie socioprofessionnelle n'est pas liée à la forme de rémunération. Certains travailleurs notamment les taximen, les aide-vendeurs, les femmes de ménages (bonnes), etc. ont des contrats (écrits ou non) qui font qu'ils ne perçoivent pas à l'instant toute leur rémunération. Selon le cas, ils doivent être classés comme des « *employé/ouvrier qualifié* » ou « *employé/ouvrier semi qualifié* » selon la qualification (cas des taximen ou certains aide-vendeurs ayant terminé l'apprentissage), des *manœuvres* (cas des bonnes ayant un salaire convenu même si elles habitent dans le ménage de l'employeur), des *apprentis* (cas des aide-vendeurs en cours d'apprentissage), des *aide-familiaux* (cas des aide-vendeurs et des bonnes n'ayant pas eu d'arrangement sur leur rémunération, habitant généralement dans le ménage de l'employeur et ayant généralement un lien de parenté avec ce dernier).

- **Quelle est la nature de l'entreprise dans laquelle il exerce son emploi principal, ou qu'il dirige :**

Modalités	Modalités
Administration publique	Organisation internationale
Entreprise publique ou parapublique	Entreprise associative (coopérative, ONG, syndicat, etc.)
Entreprise privée non agricole	Ménage
Exploitation agricole (plantation, champs, ferme, élevage, pêche, ...)	

On entend par :

« *Entreprise associative* », une unité du secteur dit “social”, comme les coopératives, les associations, les églises, les syndicats, les ONG (Organisation Non Gouvernementale), etc.
 « *Ménage* », le personnel de maison dans un ménage (domestique, bonne à tout faire, chauffeur, jardinier, gardien) qui travaille pour le compte d’un ménage.

Dans certains cas, un personnel de maison (cuisinier, chauffeur, gardien, etc.) peut être affecté au service d’un haut responsable (Directeur général par exemple) tout en étant payé par l’entreprise qui emploie ce responsable. Dans ce cas, il ne s’agit pas d’un personnel de maison, mais d’un salarié de cette entreprise.

Certains enquêtés (en particulier les employeurs et les travailleurs à propre compte) peuvent faire la confusion entre le secteur institutionnel de leur unité de production et celui d’une entreprise à laquelle ils rendent un service. Prenons l’exemple d’un menuisier (employant uniquement 2 apprentis) qui a sa petite entreprise de menuiserie et qui a gagné un marché à la veille de la rentrée scolaire pour fabriquer quelques tables-bancs pour l’école publique de la localité. *Ce menuisier reste toujours travailleur pour son propre compte dans une entreprise privée et non dans un établissement public. De fait, on ne peut être employeur ou travailleur pour compte propre, dans une entreprise publique ou parapublique dans la mesure où ces dernières appartiennent à l’Etat.*

Pour les travailleurs des mairies et plus généralement des collectivités locales, il faut leur affecter la modalité correspondant à “Administration publique”.

- **Quelle est la taille (nombre d’employés, y compris lui-même) de l’établissement dans lequel il exerce son emploi principal.**

Il s’agit ici de l’établissement et non de l’entreprise, c’est-à-dire du lieu physique où l’enquêté travaille. En effet, dans le cas d’une entreprise à établissements multiples (par exemple une entreprise qui a des succursales dans différentes villes), il est peu probable que l’enquêté connaisse le nombre total de personnes employées dans cette entreprise. En revanche, il peut connaître la taille approximative de l’établissement qui l’emploie. Il faudra donc enregistrer le nombre total de personnes qui travaillent dans l’établissement (y compris les apprentis et les aides familiaux).

Exemple : Dans le cas d’un chauffeur de taxi, non propriétaire du véhicule, se faisant aider de façon exclusive par un autre chauffeur, on considèrera que la taille de l’entreprise est de 3 (2 chauffeurs et le propriétaire).

A quel régime fiscal est assujéti l’établissement dans lequel il exerce son emploi principal :

Modalités

- ✓ Régime libératoire
- ✓ Régime du réel simplifié
- ✓ Régime de base
- ✓ Régime du réel
- ✓ Ne paye pas d'impôt
- ✓ Ne sait pas

LES REGIMES D'IMPOSITION

Le régime du réel : Il concerne les personnes morales, les membres des professions libérales et les exploitants forestiers, sans considération de chiffre d'affaires minimum, ainsi que les personnes physiques, lorsque celles-ci réalisent un chiffre d'affaires annuel hors taxes égal ou supérieur à 100 millions de francs CFA.

Le régime du réel simplifié : Il est réservé aux personnes physiques réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxes compris entre 60 et 100 millions de francs CFA.

Le régime de base : il est celui des personnes physiques qui réalisent un chiffre d'affaires annuel hors taxes compris entre 15 et 60 millions de francs cfa

Le régime de l'impôt libératoire : Sont soumis à ce régime, les contribuables exerçant une activité commerciale ou industrielle ne relevant ni du régime du réel, ni du régime du réel simplifié, ni du régime de base. Cet impôt est exclusif du paiement de la patente, de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe sur la valeur ajoutée. Leur chiffre d'affaires annuel doit être inférieur à 15 millions.

Les impôts communaux (droits de place, OTVP (Occupation Temporaire de la Voie Publique), etc.) ne sont pas considérés ici.

- **Si l'entreprise en question possède un N° de contribuable, est enregistré au registre du commerce, est enregistrée à la CNPS :** L'on ne cherche pas à savoir si l'enquêté possède un numéro de contribuable personnel ou s'il est lui-même affilié à la CNPS, mais si l'établissement dans lequel il exerce son activité principale a un numéro de contribuable ou est affilié à la CNPS (c'est à dire si l'établissement a déclaré au moins un salarié à la CNPS).

Pour avoir de bonnes informations, on demande à l'enquêté s'il pourrait fournir des pièces justificatives : carte de contribuable, bulletin de paie ;

- **Dans quel type de lieu l'enquêté exerce son emploi principal**

Modalités	Modalités
Ambulant, nomade	Dans son domicile sans installation particulière
Poste improvisé sur la voie publique	Dans son domicile avec une installation particulière
Poste fixe sur la voie publique	Place du marché
Véhicule/moto/vélo	Local professionnel (bureau, usine, magasin, entrepôt)

Modalités	Modalités
Domicile des clients	Plantation/champ/Etang/Rivière

- **Ancienneté :** depuis combien d'années il exerce son emploi principal, depuis combien d'années il travaille dans l'entreprise, et combien de temps il a passé au chômage avant de trouver cet emploi ;

Pour le nombre d'années d'exercice de l'emploi, si l'enquêté a du mal à donner le nombre d'années, on lui demande depuis quelle date il exerce cet emploi et on fait le calcul.

NB : Il s'agit de l'emploi qui est exercé actuellement. Par exemple une personne qui, au cours de sa vie active, a toujours été "secrétaire", mais qui a exercé d'abord dans une grande entreprise du secteur privé et qui aujourd'hui travaille dans une petite entreprise, a exercé 2 emplois différents. C'est bien sûr le temps passé dans l'emploi actuel (celui de la petite entreprise) qu'on cherche à évaluer. De la même façon, une personne qui travaille dans la même entreprise depuis toujours mais qui était "ouvrier qualifié", a été promue et est aujourd'hui "cadre moyen", a exercé 2 emplois différents.

- **Promotion dans l'entreprise :** Pour toutes les personnes qui ont exercé au moins deux emplois dans la même entreprise, on cherche à savoir si elles ont connu une promotion, c'est-à-dire si elles ont connu un changement de poste correspondant à une amélioration de leur position dans la hiérarchie de l'entreprise. Un avancement n'est pas une promotion.
- **Formation et recyclage :** Il s'agit ici d'évaluer l'investissement des entreprises sur l'amélioration de la qualité du travail. On cherche à savoir si l'enquêté a bénéficié d'une formation ou d'un recyclage correspondant à son emploi actuel, payée par son employeur.
- **Adéquation formation emploi :** on demande à l'enquêté si l'emploi qu'il exerce correspond à la dernière formation qu'il a reçue, ou si il correspond à une formation antérieure ;
- **Mode d'obtention de l'emploi :** Il s'agit de saisir le mode de recrutement dans l'établissement où s'exerce l'emploi actuel. La question s'adresse à tous les actifs occupés, même si elle revêt surtout un sens pour les travailleurs dépendants notamment les salariés, les aides familiaux, les apprentis...

Modalités	Modalités
Relations personnelles (parents, amis, ...)	Initiative personnelle
Directement auprès de l'employeur	
Petites annonces (radio, journaux, etc.)	Bureau de la main d'œuvre (BMO)
Fonds National de l'Emploi (FNE)	Programmes et projets d'appui à l'emploi (PIAASI, PAJER-U, FONIJ, etc.)
Agence ou association privée de placement	Promotion / nomination / mutation
Concours de recrutement	Internet
	Autre

Une « Initiative personnelle » fait référence à l'auto emploi. Les recommandations font partie des "Relations personnelles".

Pour les employeurs et les travailleurs à compte propre

- Est-ce qu'il tient une comptabilité ?

- **Quelle était la taille de l'entreprise lorsque l'activité a été lancée ?**

Pour les salariés et les aides familiaux, on cherche à savoir s'ils ont un bulletin de paie et un contrat de travail : Contrat à Durée Déterminée, Contrat à Durée Indéterminée, accord verbal ou rien du tout.

On considère ici comme bulletin de paie, tout document matérialisant à chaque fois le versement de la rémunération.

Un contrat de travail est une convention écrite ou orale par laquelle un salarié met son activité au service d'un employeur en échange d'un salaire.

L'accord verbal correspond à un contrat non formalisé par écrit entre l'employeur et l'employé.

Caractéristiques de l'emploi principal

On note les informations suivantes :

- **Le type d'emploi** : régulier ou occasionnel (à la journée, à la tâche ou saisonnier)

Modalités	Description
Régulier	Travail continu, i.e un travail que l'on effectue tout au long de l'année sans interruption pour des raisons de saison, de cessation d'activité autre que les congés, les stages, etc
Occasionnel	Travail qui, au cours d'une année connaît des interruptions pour diverses raisons (fin de saison, fin du chantier, fin de la tâche, etc.).
Occasionnel à la journée	L'intéressé travaille un jour donné et perçoit sa rémunération sans être sûr de retrouver le même travail le lendemain.
Occasionnel à la tâche	L'intéressé est sollicité pour une tâche ponctuelle
Saisonnier	Travail à période déterminée qui revient de façon cyclique. Exemple : Des individus qui labourent pendant la saison des cultures contre rémunération

Le travail à mi-temps ou le service des quarts est "régulier". Par contre, un travail de manoeuvre dans un chantier même s'il dure plusieurs années est bel et bien un travail occasionnel.

- **Le temps consacré à l'emploi** au cours des 12 derniers mois (nombre de mois) et au cours des 7 derniers jours (nombre de jours et nombre d'heures)

On Indique ici le nombre de jours de travail durant la semaine de référence pour celui qui est allé au travail. Quant à celui qui a un emploi mais qui pour une raison quelconque (grève, maladie, vacances, etc.) n'a pas travaillé durant la semaine de référence, il faut mettre le nombre habituel de jours de travail hebdomadaire.

- **Les motifs pour lesquelles l'enquêté a travaillé moins de 40h** (Ne veut pas travailler plus, Horaire fixé par la loi ou l'employeur, Moins de travail dû à la mauvaise conjoncture, Problème personnel (santé, travaux domestiques, etc.)) **ou plus de 48h** (Horaire normal, Excès de travail dû à la bonne conjoncture, Excès de travail pour pouvoir survivre)
- **La forme de la rémunération**, ainsi que **l'évaluation annuelle** et **mensuelle** de celle-ci au cours des 12 derniers mois. Des tranches de revenus sont proposées à l'enquêté ;

Modalités	Modalités
Salaire fixe/global (mois, quinzaine, semaine, journée, horaire)	Bénéfices/Résultats d'exploitation
Au jour ou à l'heure du travail	En nature (produits, nourriture, hébergement, etc.)

A la tâche	N'est pas rémunéré
Commission	

La "Commission" renvoie à la rémunération par un pourcentage du montant des transactions réalisées.

La modalité "En nature" concerne aussi les agriculteurs dont les revenus sont obtenus sous forme de récoltes ; estimer dans ce cas le montant auquel toute la récolte aurait été vendue quelle que soit l'utilisation qui en a été faite.

Si l'enquête déclare plusieurs formes de rémunération, retenir celle qui lui procure le revenu le plus élevé habituellement sur 12 mois.

Exemple : Un agent commercial qui a 15 000 F CFA de solde fixe et 50 000 F CFA de commission est rémunéré à la "Commission".

- **L'évolution du revenu par rapport au même mois de l'année précédente ;**
- **La nature des prestations dont bénéficie l'enquêté dans son emploi principal**

Prestations comprises dans le salaire	Prestations non comprises dans le salaire
Indemnités de logement, eau, électricité ou transport	Primes
Autres (CNPS, etc.)	Congés payés
A la tâche	Service médical particulier
Commission	CNPS, autres primes
	Avantages en nature (logement, électricité, transport)
	Autres

Sécurité au travail

Pour apprécier la sécurité du travailleur dans son emploi, on cherche à savoir :

- S'il a été victime d'un accident de travail dans son emploi principal au cours des 12 derniers mois ;
- S'il a été victime d'une maladie professionnelle (ie maladie causée par l'exercice de son activité) dans son emploi principal au cours des 12 derniers mois ;
- S'il a eu des arriérés de salaire/paiement dans l'entreprise au cours des 12 derniers mois ;
- S'il est couvert par une assurance dans le cadre de son emploi principal ;
- Si la grille de convention des salaires est respectée dans l'entreprise où il exerce son emploi principal ;
- Si ses avancements sont respectés dans l'entreprise où il exerce son emploi principal

Dialogue social

La qualité du dialogue social est captée à travers les éléments sur :

- La culture syndicale des travailleurs : connaissance des textes réglementaires, appartenance aux syndicats, etc. ;
- Les conflits professionnels et leur gestion : licenciement, paiement des droits, recours aux instances de défense des travailleurs, etc. ;

- La gouvernance syndicale : grèves, gestion des grèves, etc. ;

Activités secondaires

Les enquêtés ont souvent tendance à omettre de mentionner qu'ils exercent une ou plusieurs activités secondaires. Aucune activité même mineure, occasionnelle, ou parallèle (exemples : travail parallèle d'un fonctionnaire, aide dans une entreprise familiale pendant les heures où on n'est pas occupé à son activité principale) ne doit être négligée. Par ailleurs, il convient de ne pas confondre une activité secondaire et une activité antérieure. Cette dernière est une activité exercée avant les activités actuelles. Par contre, un emploi secondaire est celui qui est exercé en même temps et en plus de l'emploi principal.

Si l'enquêté a plusieurs emplois secondaires, il est nécessaire qu'il les classe. On peut utiliser le critère de revenu généré par l'emploi ou le temps mis dans cet emploi.

On recueille, comme pour l'activité principale, toutes les informations possibles sur cette activité secondaire : caractéristiques, la CSP dans cette activité, temps consacré à cette activité, revenu généré, etc.

Recherche d'emploi

Il s'agit de la recherche d'un autre emploi qui se substituerait à l'emploi principal actuel. Il ne s'agit surtout pas d'un emploi supplémentaire qui viendrait comme emploi secondaire. Une personne qui recherche un emploi doit être prête à démissionner de son emploi principal actuel si elle en trouve un autre.

Motif de la recherche de travail

Il s'agit de déterminer la raison principale qui pousse la personne à rechercher un emploi. « *Pour améliorer ses conditions de travail* » concernent par exemple, les personnes qui souhaiteraient changer de rythme de travail (nombre d'heures par jour trop élevé) ou d'environnement de travail (problèmes avec les collègues, les employeurs, problèmes de transport pour se rendre au travail, etc.). "Pour trouver un travail plus intéressant" s'adresse aux personnes qui estiment que leur travail actuel n'est pas assez satisfaisant « intellectuellement » parlant (répétitif, ennuyeux, etc.).

Modalités	Modalités
Accroître les revenus	En fin de contrat/retraite
Améliorer les conditions de travail	Autre _____
Trouver un travail plus intéressant	

Heures supplémentaires

Dans un premier temps, l'on voudrait savoir si l'enquêté peut consacrer plus de temps à son emploi principal dans les conditions actuelles de travail et de rémunération.

Dans un second temps, l'on voudrait savoir pour ceux qui peuvent consacrer plus de temps à leur activité principale, combien d'heures par semaine ils peuvent faire en plus.

Chômage

L'objectif de cette rubrique est d'obtenir des informations sur les moyens utilisés par les chômeurs pour rechercher un emploi, ainsi que les caractéristiques de l'emploi recherché. Les questions se rapportent à :

- La durée du chômage ou de la recherche d'emploi : Il doit s'agir d'une véritable période continue de chômage (donc de recherche active d'emploi) ou tout au moins de disponibilité à travailler.
- La raison de la recherche d'emploi (perte de l'emploi principal ou première insertion sur le marché de l'emploi), ainsi que les raisons éventuelles de la perte du précédent emploi :

Modalités	
Involontaires	Volontaires
Compression de personnel (secteur public)	Rémunération insuffisante
Compression de personnel (secteur privé)	Conditions de travail insatisfaisantes
Fermeture d'entreprise (secteur privé)	Travail inintéressant
Liquidation d'une entreprise publique	Raisons familiales (mariage / maternité)
Privatisation, restructuration	Autre raison volontaire
Licenciement	
Fin de contrat	
Dégagement par la Communauté Urbaine/Mairie	
Autre raison involontaire	

Considérer comme :

« *Compression de personnel* » : une réduction de personnel suite à des difficultés dans une entreprise ou dans la Fonction Publique. Dans ce dernier cas, l'on parle souvent de « déflation ». Par contre, par « *licenciement* » : une perte d'emploi qui peut être provoquée par l'employé lui-même, suite par exemple à une faute professionnelle.

« *Liquidation d'une entreprise publique* » : faillite et la fermeture d'une entreprise publique.

« *Privatisation* » : transfert d'un établissement qui était du ressort de l'Etat au domaine privé.

« *Restructuration* » :

« *Conditions de travail insatisfaisantes* » : une perte d'emploi suite à un départ volontaire pour des raisons autres que l'insuffisance de la rémunération, l'amour pour le travail ou des raisons familiales.

Une retraite anticipée est un départ volontaire.

- Les moyens de subsistance (sources de revenu) pendant la période du chômage ;
- Les canaux utilisés pour la recherche de l'emploi ;
- La raison de non création d'une micro entreprise: il s'agit de savoir pourquoi le chômeur n'a pas exercé un emploi, même marginal (vendeur de cigarettes dans la rue, distributeur de journaux, tireur de pousse-pousse, etc.) ou n'a pas créé une exploitation agricole (champs, élevage, etc.) pour gagner un peu d'argent.

Modalités	Modalités
Les revenus procurés sont très faibles	Absence ou insuffisance des moyens financiers
Ne correspond pas à la formation et à la qualification	Ce n'est pas facile de créer une telle activité
Cela empêche de chercher d'autres emplois meilleurs	Autre à préciser

- Les caractéristiques de l'emploi recherché

Statut dans l'emploi	
Salarié	Indifférent
Indépendant	
Type d'emploi	
Permanent, plein temps	Temporaire
Permanent, temps partiel	Indifférent
Nature de l'emploi	
Correspondant au métier (ou à sa qualification)	Indifférent
Dans un autre métier ou une autre activité	
Type de structure visée	
Administration publique	Exploitation agricole (plantation, champs, ferme, élevage, pêche, ...)
Entreprise publique ou parapublique	Organisation internationale
Grande société privée	Entreprise associative (coopérative, ONG, syndicat, .etc.)
Petite ou Moyenne Entreprise	Ménage
Micro entreprise ou à votre propre compte (petit "atelier", petit commerce au bord de la rue)	Indifférent

- Le nombre d'heures de travail souhaité ;
- Les prétentions salariales : salaire ou revenu souhaité, salaire ou revenu minimum acceptable, disposition à réviser mes prétentions salariales ;
- L'inscription auprès d'une structure de promotion de l'emploi (structure susceptible d'aider les personnes au chômage dans leur recherche d'emploi : (Fonds National de l'Emploi (FNE), Bureau de la Main d'œuvre (BMO), ONG, structure privée, PIAASI, PAJER-U, autre structure publique), ainsi que les attentes vis-à-vis de ces structures (propositions d'embauche, formation, financement) ;

Trajectoires et perspectives

Cette section s'adresse aux personnes de 15 ans ou plus. Elle traite de la mobilité sociale et professionnelle, et s'intéresse :

- **A l'activité Des parents** (caractéristiques de l'emploi du père et de la mère) : CSP, secteur d'activités, type d'entreprise ;
- **A l'activité antérieure** : caractéristiques de l'emploi antérieur (CSP dans l'emploi, durée, type et taille de l'entreprise), et raisons d'abandon de l'emploi antérieur ;

Modalités	
Involontaires	Volontaires
Retraite	Rémunération insuffisante
Licenciement, faillite, restructuration	Conditions de travail insatisfaisantes
Accident de travail ou autre invalidité	Travail inintéressant
Dégagement par la Communauté Urbaine/Mairie	Raisons familiales (mariage / maternité)
Autre raison involontaire	Abandon de l'activité
	Autre raison volontaire

- **Aux perspectives d'emploi :** Les questions qui sont posées ici portent sur les projets d'emploi de l'enquêté pour l'avenir. L'emploi futur dont il est question correspond à celui que l'enquêté désire vraiment et qu'il a des chances d'obtenir. Si l'enquêté envisage d'obtenir un premier emploi ou obtenir un nouvel emploi (dans la même entreprise ou dans une autre entreprise), on recueille les informations sur les caractéristiques de l'emploi désiré (métier, profession et poste, type d'entreprise, CSP, nature) ainsi que le délai dans lequel il espère obtenir cet emploi.

Revenus hors emploi

Cette rubrique porte sur tous les revenus, en espèces et en nature, autres que ceux qui sont liés à l'activité (emploi principal et emplois secondaires).

Il s'agit des revenus réguliers et non les rentrées exceptionnelles d'argent. Les revenus pris en compte doivent avoir un caractère récurrent. Ils doivent donc être perçus selon une périodicité déterminée et non de manière occasionnelle (la périodicité doit être inférieure ou égale à un an). Il s'agit :

- Des pensions du travail antérieur ;
- Des autres pensions ;
- Des revenus fonciers ou immobiliers ;
- Des revenus des valeurs mobilières ;
- Des transferts reçus d'autres ménages ;
- Des bourses d'études ;
- Des autres revenus.

Pour chaque catégorie, on enregistre la périodicité et les montants annuels et mensuel correspondants.

Les transferts à l'intérieur d'un même ménage ne sont pas considérés ici. Par exemple l'argent de poche qu'un parent donne à son fils.

Prise en compte des grappes d'activités

Les **grappes d'activités** se référant à des sous-groupes d'activités productives, sont une unité utile pour l'analyse de la participation des personnes aux formes de travail autres que l'emploi.

Les nouvelles orientations du BIT en termes d'emplois accordent une place de choix à cette notion. Ainsi, pour une bonne analyse de la situation de l'emploi, les enquêtes relatives à

l'emploi doivent prendre en compte cet aspect de manière à pouvoir calculer les indicateurs suivants :

- le temps de travail des producteurs pour la consommation personnelle associé à chaque grappe d'activités pertinente, collecté en utilisant de petites unités de temps (comme les minutes ou les heures, en fonction de la source utilisée);
- le temps de travail des bénévoles associé à chacune des grappes d'activités pertinentes, la branche d'activité, la profession et le type d'unité économique (unités du marché/unités hors du marché/ménages).
- les taux de participation et les mesures de volume des producteurs de biens pour leur consommation personnelle par grappe d'activités;
- les taux de participation et les mesures de volume des fournisseurs de services pour leur consommation personnelle par grappe d'activités;

Pour pouvoir obtenir ces indicateurs, on pose des questions telles que :

- i) quelles sont les activités que vous avez effectué au cours des 30 derniers jours ?
- ii) quelle était pour chacune de ces activités la durée en heures ?
- iii) A quelle fin avez-vous effectué cette activité ?

Modalités :

- pour aider un proche ;
- Pour obtenir une rémunération ;
- Pour mon loisir personnel ;
- Pour prendre soins de moi-même ;
- Pour produire un bien ou un service à usage commercial ;
- Pour produire un bien ou un service pour ma consommation propre.

3. ENQUETE ECONOMIQUE TYPE ENTREPRISE

Les enquêtes économiques concernent les unités de production, les établissements de profession libérale, les organisations patronales et syndicales, les administrations publiques ou privées, les employés, les Institutions sans but lucratif (Associations, GIC, Organisations de l'économie sociale, etc.), les chefs d'entreprises, ou toute autre unité d'observation.



3.1. GENERALITES

Informations relatives à la collecte et à l'exploitation

Il s'agit dans cette partie de collecter toutes les informations permettant d'identifier la période, le personnel de collecte et le personnel d'exploitation

Adresse de l'initiateur d'enquête (Nom de l'institution/entreprise, E-mail, boîte postale, téléphone, etc.)

Nom de l'enquêteur

Nom du correspondant dans l'institution/enquêté

Fonction du correspondant

Date de l'interview (il peut y avoir plusieurs passages)

Date, signature et cachet de l'institution

Nom du chef d'équipe de collecte

Nom du contrôleur de collecte

Nom du superviseur de collecte

Résultat de la collecte (questionnaire complet, questionnaire incomplet ou questionnaire entièrement vide)

Période couverte/référence (mois, trimestre, semestre, année, ...)

N.B. : Au cas où il existe une phase de codification, prévoir l'identification de l'équipe de codification

Nom du contrôleur/moniteur de saisie

Nom de l'agent de saisie

Date de validation et signature de l'agent de saisie

Date de validation et signature du contrôleur de saisie

Date de saisie

Identification et localisation de l'entreprise ou de l'institution

Cette partie permet d'obtenir des informations générales sur l'entreprise et son promoteur. Ces informations générales concernent la localisation, la forme juridique, l'activité de l'entreprise, le nom du promoteur, son niveau d'instruction, ...

Identifiant de l'entreprise

Nom ou raison sociale de l'entreprise

Question : quel est le nom de votre institution ?

Sigle ou enseigne

Question : pouvez-vous préciser le sigle de votre institution ?

Adresse la plus complète possible de votre institution

Boîte postale

Téléphone fixe /mobile

Télécopie (fax, télex)

Email/courriel

Site Web

Localisation

Région d'enquête (voir liste des codes géographiques)

Département (voir liste des codes géographiques, repères, ...)

Arrondissement (voir les codes géographiques).

Ville/Quartier

Repère/Lieu dit

Localisation de la direction (Lieu dit/ Nom de la rue, repères)

Localisation de l'unité de production (Lieu dit/ Nom de la rue, repères)

Zone de recensement : elle définit une zone géographique de concentration des unités à enquêter. En règle générale, elle correspond à la charge de travail d'un agent recenseur pour la période de recensement.

Zone de contrôle : c'est un ensemble de zones de recensement correspondant à la charge de travail d'un contrôleur pour la durée de l'enquête.

Zone de supervision : il s'agit d'un ensemble de zones de contrôle correspondant à la charge de travail d'un superviseur pour la durée de l'enquête.

Numéro du questionnaire

Numéro d'immatriculation/numéro de contribuable

Le numéro de contribuable est l'identifiant unique de l'institution dans le fichier du service des impôts.

Question : quel est le numéro de contribuable de l'institution ?

Numéro du registre de commerce

Question : quel est le numéro de registre de commerce de votre institution ?

Milieu d'implantation (Urbain ; semi urbain ; rural).

N.B. : Est considérée « urbaine » une ville de plus de 50.000 habitants ; « semi-urbaine » une ville dont la population est comprise entre 10.000 et 50.000 habitants. Le milieu est dit « rural » pour moins de 10.000 habitants.

Forme juridique

La forme juridique est une caractéristique de la personnalité juridique de l'institution.

Question : quelle est la forme juridique de votre entreprise ?

- ✓ Société individuelle
- ✓ SARL uni personnelle
- ✓ Société en nom collectif (SNC)
- ✓ Société anonyme (SA)
- ✓ SARL
- ✓ Société de personnes
- ✓ Groupe d'initiative commune (GIC)
- ✓ Groupe d'intérêt économique (GIE)
- ✓ Société en commandite simple (SCS)
- ✓ Coopérative
- ✓ Entreprise publique ou parapublique
- ✓ Etablissement public administratif (EPA)
- ✓ Organisation non gouvernementale (ONG)

Identification des Unités de Production Informelles (UPI)

Le secteur informel est l'ensemble des unités de production dépourvues d'un numéro d'enregistrement (statistique ou fiscal) et/ou de tenue de comptabilité écrite officielle.

Trois critères permettent d'identifier les Unités de Production Informelles, à savoir l'enregistrement, le régime fiscal et la tenue d'une comptabilité formelle.

Différents types d'enregistrement des UPI

Question : L'entreprise dans laquelle vous exercez votre emploi principal (ou que vous dirigez) est-elle enregistrée ?

Trois types d'enregistrements sont proposés : le Numéro de contribuable, le Registre de commerce et la CNPS. On pose la question pour chaque type.

Pour avoir de bonnes informations, demander à l'enquêté s'il pourrait fournir des pièces justificatives.

1- L'on ne cherche pas à savoir si l'enquêté possède un numéro de contribuable personnel ou s'il est lui-même affilié à la CNPS, mais si l'établissement dans lequel il exerce son activité principale a un numéro de contribuable ou est affilié à la CNPS (c'est à dire si l'établissement a déclaré au moins un salarié à la CNPS).

Disponibilité des pièces justificatives pour l'attestation du numéro de contribuable

Question : Disposez-vous d'un numéro de contribuable ?

Trois pièces justificatives (tout au moins les photocopies) peuvent servir à ce niveau, il s'agit notamment de la carte du contribuable, de la déclaration statistique et fiscale et du bulletin de paie.

La carte du contribuable ou son attestation est celle de l'entreprise et non celle de l'individu.

La possession d'une patente est justificative de la possession d'un numéro de contribuable.

Régime fiscal

La tenue d'une comptabilité

Cette question est réservée aux employeurs et à ceux qui travaillent pour leur compte propre.

Dans le cadre d'une enquête emploi de type 1-2-3, on admet généralement qu'un employeur ou un travailleur pour compte propre tienne une comptabilité formelle lorsqu'il enregistre ses activités dans un système de comptes conforme à un système comptable officiel (OHADA) c'est à dire que ce système de compte permet de dégager le bilan et le compte de résultat.

Question : tenez-vous une comptabilité ?

Modalités : Pas de comptabilité ; Comptabilité avec DSF ; Comptabilité sans DSF ; Ne sait pas/Autre

Caractéristiques des UPI

Il s'agit ici des variables telles que :

Nom de l'activité principale

Le type de local dans lequel l'activité est exercée ;

Deux groupes sont à distinguer :

Les UPI sans local professionnel, les modalités sont alors les suivantes :

- ✓ Ambulant/nomade
- ✓ Poste improvisé sur la voie publique
- ✓ Poste fixe sur la voie publique
- ✓ Véhicule/moto/vélo/brouette/porte-tout
- ✓ Domicile des clients
- ✓ Dans votre domicile sans installation particulière
- ✓ Dans votre domicile avec une installation particulière

Poste improvisé dans un marché

Les UPI avec local professionnel : on a les modalités

Local fixe sur un marché public (boutique, comptoir)

- ✓ Atelier, boutique, restaurant, hôtel, etc.
- ✓ Etang
- ✓ Hangar

Pour les UPI qui exercent en dehors d'un local, on capte le motif de non exercice dans un local professionnel.

Les modalités sont alors les suivantes :

- N'a pas trouvé de local disponible
- N'a pas les moyens de louer ou d'acheter un local
- Exerce son activité avec plus de facilité
- N'en a pas besoin

Pour les UPI qui exercent dans un local professionnel, on capte le mode d'acquisition du local.

Les modalités suivantes sont retenues :

- ✓ propriétaire
- ✓ Loué
- ✓ Prêté
- ✓ Squatté

Démographie des entreprises

Activité principale à la création

Il s'agit de l'activité pour laquelle l'entreprise a été créée.

Activités secondaires

Les activités secondaires sont toutes activités exercées par l'entreprise et qui diffèrent de l'activité principale.

Les codes des activités (principales et secondaires) sont contenus dans la nomenclature des activités du Cameroun.

Date de création de l'institution

Question : quelle est la date de création de votre institution (JJ/MM/AAAA) ?

Nature de la création

Question : quelle est la nature de création de votre institution (forme de la création) ?

Modalités

- ✓ Création initiale
- ✓ Cession
- ✓ Achat d'un fonds existant
- ✓ Reprise d'activité
- ✓ Location gérance d'un fond de commerce
- ✓ Fusion-réunion
- ✓ Acquisition
- ✓ Fusion-absorption
- ✓ Autres à préciser

Evènements intervenus dans la vie de l'entreprise depuis sa création

Question : quels sont les événements intervenus dans la vie de votre entreprise depuis sa création ?

Modalités

- ✓ Achat d'un fonds existant
- ✓ Arrêt momentané d'activité
- ✓ Reprise d'activité
- ✓ Location gérance d'un fonds de commerce
- ✓ Acquisition
- ✓ Fusion-réunion
- ✓ Fusion-absorption
- ✓ Scission
- ✓ Prise de participation dans une autre entreprise
- ✓ Changement d'activité principale
- ✓ Changement de localisation
- ✓ Autres à préciser

2.2 ACTIVITES ET PRODUCTION DE L'ENTREPRISE

2.2.1. Caractéristiques de l'entreprise

Activité principale

Dans le sens premier, il s'agit de l'activité pour laquelle l'entreprise a été créée. Très souvent, pour les besoins de classification de l'activité, on demande au répondant le type de produits (biens ou services) fabriqués ou vendus principalement. Dans la pratique, l'activité principale est définie par le produit qui génère la valeur ajoutée la plus élevée.

Activités secondaires

Les activités secondaires sont toutes activités exercées par l'entreprise et qui diffèrent de l'activité principale.

Les codes des activités (principales et secondaires) sont contenus dans la nomenclature des activités du Cameroun.

Activité nouvelle

L'activité nouvelle est une activité différente exercée sur les mêmes installations.

Question : exercez-vous une activité actuellement qui n'existait pas à la période précédente ?

Question : l'activité que vous exercez actuellement remplace-t-elle une ancienne ?

Activité abandonnée

Une activité abandonnée est une activité qui n'est plus exercée par l'institution enquêtée.

Question : quelle activité avez-vous abandonné au courant de cet exercice ?

Type d'entreprises : on distingue, suivant le chiffre d'affaires et le nombre d'employés, quatre (04) types d'entreprises : les Très Petites Entreprises, les Petites Entreprises, les Moyennes Entreprises et les Grandes Entreprises.

Capital social

Il est souvent marqué sur le papier en-tête des entreprises, mais peut également être demandé.

Question : quel est le capital social de votre entreprise ?

Répartition en pourcentage du capital (participation privée nationale, participation publique nationale, participation privée étrangère, participation publique étrangère).



Question : quel est la répartition du capital social de votre institution selon les modalités ci-dessus ?

Appartenance à une zone franche (Liste des codes des investissements)

Une zone franche est une zone aménagée, généralement au port pour les entreprises à vocation exportatrice. Toutes les marchandises qui y entrent sont exonérées des impôts et taxes de douane.

Question : Appartenez-vous à une zone franche ? (oui ; non)

Siège/Établissement principal ou Établissement

Question : Votre structure est un ... ? 1-Siège ; 2- Établissement.

Modalités	Description
Siège Établissement principal	Le siège est le lieu physique où sont basés les plus grands locaux de l'entreprise. Le siège est appelé « établissement principal » dans le cas des entreprises unipersonnelles.
Établissement	L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée et juridiquement dépendante de l'entreprise.

Question : votre entreprise est-elle affiliée à une organisation patronale ?

Question : si oui, laquelle ?

Sinon, Raisons de non affiliation à une association de professionnels ou à un organisme d'appui

Question : quelles sont vos raisons de non affiliation à une association de professionnels ou à un organisme d'appui ? Les modalités envisagées sont les suivantes :

- Veut travailler seul
- Ignore les modalités d'inscription à des associations
- Les associations s'occupent d'autres problèmes
- Les associations n'ont aucune utilité
- Association professionnelle
- Autres à préciser

Appartenance à une organisation professionnelle de votre domaine d'activité

Question : appartenez-vous à une organisation professionnelle de votre domaine d'activité ?

Apports des organisations professionnelles

Question : cet organisme vous apporte-t-il un plus dans les domaines suivants :

- | | |
|---|--|
| ➤ Formation technique | ➤ Accès aux informations sur le marché |
| ➤ Formation à l'organisation et aux comptes | ➤ Accès à des grosses commandes |
| ➤ Assistance pour l'approvisionnement | ➤ Problèmes/ liens avec l'administration |
| ➤ Accès à des machines modernes | ➤ Litiges avec les concurrents |
| ➤ Accès au crédit | ➤ Problèmes de sécurité |
| | ➤ Autres à précisez |

Il s'agit de dire pour chacun des domaines si l'organisation apporte un plus à l'entreprise.

Question : l'entreprise appartient-elle à un groupe ?

Question : si oui, donner le nom du groupe en précisant son adresse (boîte postale, e-mail, téléphone, faxe, ...).

Question : votre entreprise a-t-elle une (plusieurs) filiale(s) ou succursale(s) à l'étranger ?

Question : d'autres entreprises ont-elles une prise de participation dans votre entreprise ?

Question : l'entreprise est-elle une filiale d'une autre entreprise ?

Question : si oui, donner le nom de l'entreprise mère en précisant son adresse (boîte postale, e-mail, téléphone, faxe, ville, pays d'origine,...).

2.2.2. Production et ventes de l'entreprise

Il s'agit de préciser les quantités et les valeurs de ce qui sera listé plus bas pendant la période d'enquête.

On précisera l'unité de quantité, l'unité de valeur, le code du produit, l'origine de l'intrant.

Capacités de production

Taux d'utilisation des capacités de production

Question : quel est le taux d'utilisation des capacités de production installées ?

Le taux sera donné en pourcentage

Question : pourriez-vous augmenter l'utilisation de vos capacités de production ?

Il s'agit de l'augmentation en pourcentage par rapport au niveau d'utilisation actuel

Technologie de production sous licence étrangère

Question : utilisez-vous une technologie de production sous licence étrangère ?

Certification aux normes (nationales et/ou internationales)

Question : Vos productions respectent-elles des normes nationales ou internationales ?

Si oui, quelle norme ?

Pourcentage et le coût de location

Question : Quelle proportion de vos équipements pouvez-vous louer ? Quel peut être le coût de la location ?

Question : louez-vous des équipements aux autres entreprises (pourcentage et coût) ?

Principales matières premières et consommations intermédiaires

Les postes suivants seront renseignés en quantité mais surtout en valeur:

- Matières premières et fournitures liées
- Fournitures d'entretien non stockables
- Fournitures de bureau non stockables
- Transport pour le compte des tiers
- Transport du personnel
- Marchandises (achetées pour revendre en état d'acquisition)
- Services industriels effectués par des tiers
- Combustibles et carburant
- Frais de télécommunication
- Location de bâtiment et machines
- Rémunération d'intermédiaire et de conseil
- Frais bancaires
- Publicités, publication, et relation publique
- Entretien, réparation des biens mobiliers

- Électricité
- Eau
- Autres énergies

Question : estimez l'ordre de grandeur approximative de la variation des coûts unitaires ?

Question : en cas de variation, donner la ou les raisons principales ?

Modalités
Hausse/baisse des prix des approvisionnements
Hausse/baisse des salaires
Hausse/baisse de la fiscalité
Hausse/baisse des coûts financiers
Autres à préciser _____

Question : Prévoyez-vous de nouveaux investissements pour réduire le coût de production ?

Question : Quel est votre principal fournisseur ? (à qui achetez-vous principalement)

Modalités
Entreprises du secteur public et parapublic
Entreprises privées
Ménages/particulier
Importations directes
Le marché local

Question : Quel a été l'impact des facteurs suivants sur les coûts de votre entreprise ?

Facteurs	Impact
Transport, infrastructure et service	
Transports routiers	
Transports ferroviaires	
Transports aériens	
Infrastructure	
Alimentation électrique	
Alimentation en eau	
Services	
Services de télécommunication et d'accès à l'interne	
Services de santé	
Services postaux	
Condition d'accès à la propriété foncière	
Approvisionnement en carburant	

1= Impact très positif ; 2= Impact positif limité ; 3= Aucun impact ; 4= Impact négatif limité ; 5= impact très négatif

Produits issus de l'activité :

Les produits sont issus de l'activité de l'entreprise. La codification des produits est contenue dans la nomenclature des produits du Cameroun.

Question : pour chaque produit issu de votre activité, indiquez le libellé du produit, les unités de quantité et de valeur, la quantité vendue, la valeur.

Un tableau du type ci-dessous pourra être dressé à l'occasion.

Libellé du produit (biens/Services)	Code produit	Quantité produite	Unité de quantité	Valeur	quantité vendue	Unité de quantité	valeur	Principales destinations
Produit 1(bien1/service1)								
Produit 2								
...								
...								
Produit n								

Certification des produits

Les informations sur l'existence de produits certifiés permettent de capter le niveau de développement de l'entreprise et les atouts de compétitivité.

Question : Avez-vous des produits certifiés (ISO, Normes camerounaises, ...)? (oui ; non)

Questions relatives aux ventes : prix et demandes

Il s'agit de capter les quantités et les valeurs de ce qui sera listé plus bas pendant la période d'enquête.

Chiffre d'affaires

Question : quel est votre chiffre d'affaires total ?

Le chiffre d'affaires est renseigné pour la période d'enquête.

Évolution du chiffre d'affaires

Question : Comment appréciez-vous l'évolution de votre chiffre d'affaires par rapport à la période précédente ?

Modalités

- ✓ Hausse
- ✓ Stable
- ✓ Baisse

Justification de l'évolution

Question : Qu'est-ce qui explique cette évolution ?

Modalités

- ✓ L'augmentation du niveau de vie
- ✓ La hausse des prix
- ✓ La baisse des prix
- ✓ L'augmentation du volume de la production
- ✓ Une campagne publicitaire
- ✓ Le changement du staff
- ✓ De nouveaux recrutements
- ✓ L'ouverture d'une nouvelle agence
- ✓ Concurrence sur le marché
- ✓ Hausse/baisse des coûts de matières premières / marchandises
- ✓ Autres à préciser

Valeur Ajoutée

Question : Quelle a été la valeur ajoutée de votre entreprise au cours de l'exercice ...?

Question : la notion de carnet de commande à-t-elle une signification pour votre production ?
(Oui ; Non)

Question : si oui, compte tenu de la saison, considérez-vous que votre carnet de commande globale est actuellement?

Modalités

- ✓ bien garni
- ✓ normal
- ✓ peu garni

Évolution de la demande

Question :

Comment estimez-vous, pour la période ..., la demande de vos produits ?

Modalités

- ✓ forte
- ✓ stable
- ✓ faible

Ces questions peuvent être adressées pour la demande intérieure et étrangère (autres pays CEMAC et hors CEMAC)

Principaux clients

Question : quel est votre principal client ? (À qui vendez-vous principalement)

Modalités

- ✓ Entreprises du Secteur public et parapublic
- ✓ entreprises privées
- ✓ Ménages / particuliers
- ✓ Exportations directes

Concurrence***Principal concurrent***

Question : Avez-vous des concurrents sur le marché intérieur ?

Question : si oui quel est votre principal concurrent ?

Origine de la concurrence

Question : Selon vous, quelle est la principale provenance des produits concurrents aux vôtres? (Produits locaux, produits importés (selon la provenance), Ne sait pas...)

Comparaison des prix

Question : Comment se situent vos prix par rapport à vos concurrents ?

Modalités	Par rapport aux produits nationaux	Par rapport aux produits importés
Supérieurs		
Égaux		
Inférieurs		
Ne sait pas		

Comparaison qualité

Question : comparez la qualité de vos produits avec ceux des concurrents pour les produits locaux et importés.

Modalités

- ✓ Supérieurs
- ✓ Dans la moyenne
- ✓ Inférieurs
- ✓ Non concerné

Comparaison écoulement des produits

Question : comparez l'écoulement de vos produits avec ceux des concurrents pour les produits locaux et importés.

Modalités	Produits locaux	Produits importés
Rapide		
Dans la moyenne		
Lent		

Non concerné		
--------------	--	--

Fixation des prix

Question : Quel est le mode de fixation des prix de vos produits ?

Modalités
En fixant un pourcentage constant sur vos prix de revient
Après marchandage avec les clients
En fonction des prix des concurrents
Suivant le prix officiel
Suivant le prix fixé par l'association des producteurs
Autres à préciser

Capacité de production

Question : pouvez-vous produire davantage si la demande augmentait ?

Question : si oui, de combien pourriez-vous augmenter votre production sans embauche/avec embauche, (en pourcentage) ?

Question : si non, soulignez l'importance des facteurs défavorables à votre production.

Modalités

- ✓ Insuffisance de l'équipement
- ✓ Difficulté de transport
- ✓ Difficulté d'approvisionnement
- ✓ Difficulté de trésorerie
- ✓ Autres à préciser

1=Très important ; 2=important ; 3=Peu important

Stocks (matières premières, produits fabriqués, en cours, marchandises)

Les stocks représentent une grandeur économique possédée à un moment donné par un agent économique (ou un ensemble d'agents). Ils représentent donc la situation ou la détention des actifs et des passifs à un moment précis dans le temps.

Les questions relatives aux stocks, peuvent concerner les niveaux ou les évolutions (début-fin de période). Elles doivent prendre en compte tous les types de produits ou de matériaux achetés à des fins de transformation ou de commercialisation sans transformation préalable et la production.

Question : Stock des produits fabriqués/ marchandises en début de période ;

Question : Stock des produits fabriqués/ marchandises en fin de période ;

Question : Stock des matières premières / achats en début de période ;

Question : Stock des matières premières / achats en fin de période ;

Calcul des stocks en fin de période

Stock fin de période = Stock initial + production/achat – ventes

2.3 GESTION FINANCIERE ET EMPLOI DANS L'ENTREPRISE

2.3.1. Financement de l'entreprise

Évolution de la trésorerie

La trésorerie s'assimile à la liquidité de l'entreprise.

Question : Quelle a été au cours du trimestre dernier, l'évolution de votre trésorerie ?

Modalités

- ✓ Hausse
- ✓ Stable
- ✓ Baisse

Facteurs favorables à la trésorerie

Question : Soulignez l'importance des facteurs qui ont été défavorables ou qui le sont encore à votre trésorerie.

Modalités

- ✓ Ralentissement de l'activité
- ✓ Difficulté d'obtention des crédits bancaires
- ✓ Difficulté d'obtention des crédits fournisseurs
- ✓ Insuffisance de la demande
- ✓ Remboursement d'emprunts contractés antérieurement
- ✓ Difficulté de recouvrement des créances auprès de la clientèle
- ✓ Autres

1=Très important ; 2=important ; 3=Peu important

Emprunts

Question : quel est actuellement le montant des emprunts de votre entreprise (unité sera précisée) ?

Avoirs, titres et créances

Question : donner une estimation du montant des avoirs de votre entreprise en titre de créances négociables ?

Montant des prêts et dépôts de l'entreprise

Question : quel est le montant des prêts et dépôts de votre entreprise ?

Origine du crédit

Question : quel est l'origine de votre plus important crédit de la période précédente (mois, trimestre, semestre, année, ...) ?

Modalités	Codes
famille ou ami	1
Client	2
fournisseur	3

Modalités	Codes
Usurier	4
association des producteurs	5
Tontines	6
banques	7
institution de micro crédit	8
Autres	9

Montant du crédit

Question : donnez le montant de ce crédit.

Usage du crédit

Question : pouvez-vous nous détailler son usage ?

Modalités	Codes
achat des matières premières	
amélioration du local	
acquisition ou entretien des équipements	
paiement des salariés	
formation de la main d'œuvre	
remboursement de dettes antérieures	
extension de l'établissement	
Autres à préciser	

Type de contrat ayant accompagné le crédit

C'est un élément de jauge de la fiabilité du crédit.

Question : quel type de contrat a accompagné l'octroi de ce crédit ?

Modalités	Codes
accord légalement reconnu	1
simple accord écrit	2
accord verbal	3
sans contrat	4

Mode de remboursement

Question : quel est le mode de remboursement ?

Modalités	Codes
en espèce	1
Titres	2
biens ou services	3

Autres à préciser	4
-------------------	---

L'échéance

Elle peut traduire le caractère du crédit. C'est-à-dire s'il est à long, moyen ou à court terme.

Question : quelle est l'échéance de remboursement de ce crédit ?

Montant ou valeur à rembourser

Le montant à rembourser permet de renseigner le coût du crédit

Question : quel est le montant ou la valeur à rembourser ?

Difficultés de remboursement

Question : quelles sont vos difficultés de remboursement ?

Modalités	Codes
mauvaise conjoncture	
taux d'intérêt trop élevés	
échéances trop courtes	
sans difficultés	
Autres à préciser	

Valeur marchande de l'entreprise

Question : quel est la Valeur marchande de l'entreprise ?

Investissement en participation directe

Question : quel est le montant de vos investissements en participation directe pendant la période de référence ?

Investissement de portefeuilles

Question : quel est le montant de vos investissements de portefeuilles pendant la période de référence ?

Nouveaux investissements financés sur fonds propres

Question : quel est le pourcentage de nouveaux investissements financés sur fonds propres ou à partir des excédents non distribués ?

Nouveaux investissements financés par les banques locales

Question : quel est le pourcentage de nouveaux investissements financés par les banques locales ?

Nouveaux investissements financés par les banques étrangères

Question : quel est le pourcentage de nouveaux investissements financés par les banques étrangères ?

Investissements directs étrangers

Questions : Avez-vous bénéficié des investissements directs étrangers l'exercice précédent ? (oui ; non)

Si oui, quel est le montant de ces Investissements en millions de FCFA

Source d'investissement

Question : quelles sont les sources de vos investissements de l'exercice ?

Modalités

- ✓ autofinancement
- ✓ emprunt
- ✓ autres à préciser

Les cinq questions suivantes concernent : les charges immobilisées (frais d'établissement, charges à répartir, primes de remboursement des obligations), les immobilisations corporelles (frais de recherche et développement, brevets licences logiciels, fonds commercial, autres immobilisations financières), immobilisations corporelles (terrains, bâtiments, installations et agencements, matériel, matériel de transport, avances et acomptes versés sur immobilisations) et immobilisations financières (titres de participation, autres immobilisations financières).

Coût d'acquisition de biens neufs ou d'occasion

Question : quel est le coût d'acquisition de biens neufs ou d'occasion de cet exercice ?

Coût des travaux de modification ou de rénovation de biens de capital

Question : quels sont les coûts des travaux de modification ou de rénovation de biens de capital ?

Coût des travaux pour compte propre

Question : quels sont les coûts des travaux pour compte propre de cette période ?

Valeur de vente de biens de capital

Question : quelle est la Valeur totale pour la période de référence de vente de biens de capital ?

Valeur totale des actifs immobilisés au cours de la période

Question : quelle est la valeur totale des actifs immobilisés au cours de la période de référence ?

Pour les différents types d'investissement tels que Local, Tracteurs, Charrettes, Animaux de trait, Motopompes, Motos, Vélos, Portes tout, Véhicules professionnels, Mobiliers et équipements de bureau, Machines, Outillage, ..., les rubriques concernées sont présentées ci-dessous.

Qualité de l'équipement

Question : pouvez-vous préciser la qualité de l'équipement ?

Modalités

- ✓ Neuf à l'achat
- ✓ Usagé à l'achat
- ✓ Autoproduction

Appartenance de l'équipement

Question à qui appartient cet équipement ?

Modalités

- ✓ Propriété personnelle
- ✓ Location

✓ Prêt ou propriété partagée

Origine de l'équipement

Question : quelle est l'origine de l'équipement de votre entreprise ?

Modalités	Codes
Secteur public	1
Grande entreprise privée commerciale	2
Petite entreprise privée commerciale	3
Grande entreprise privée non commerciale	4
Petite entreprise non commerciale	5
Ménage	6
Importations directes	7
Autres à préciser	8

Type de financement

Question : quel type de financement avez-vous utilisé pour l'achat de ces équipements ?

Pour chaque équipement on renseignera les modalités qui figurent dans le tableau ci-dessous.

Modalités	Codes
Autofinancement	
Emprunt	
Don, héritage ou legs	
Emission des titres ou des obligations	
Autres à préciser	

Source de l'emprunt

Question : quelles sont vos sources d'emprunt ?

Cette question intervient si l'équipement a été financé par un emprunt

Modalités	Codes	Modalités	Codes
Familial	1	entreprise de micro-finance	6
Auprès des clients	2	Bancaire	7
Auprès des fournisseurs	3	Tontine	8
Auprès des usuriers	4	Autres à préciser	9
Auprès des associations de producteur	5		

Date d'acquisition de l'équipement (mois et année)

Question : quelle est la date d'acquisition de l'équipement (mois et année) ?

Valeur actuelle ou coût de remplacement de l'équipement

Question : quelle est la valeur actuelle ou le coût de remplacement de l'équipement ?

Impôts et taxes directs

Question : quel est le montant de vos impôts et taxes directs (Impôts fonciers et taxes annexes, patentes, licences, Taxes sur appointement et salaires, Taxes d'apprentissage, Formation professionnelle continue, Autres impôts et taxes directs) ?

Impôts et taxes indirects

Question : quel est le montant de vos impôts et taxes indirects ?

Droits d'enregistrement

Question : quel est le montant de vos droits d'enregistrement (Droits de mutation, Droits de timbre, taxes sur les véhicules de société, vignettes, Autres droits) ?

Pénalités et amendes fiscales

Question : quel est le montant de vos pénalités et amendes fiscales (Pénalités d'assiette - impôts directs et indirects, Pénalités de recouvrement - impôts directs et indirects, Autres amendes pénales et fiscales ?

Autres impôts et taxes

Question : quel est le montant des autres impôts et taxes ?

Impôt sur le résultat

Question : quel est le montant de vos impôts sur le résultat (Impôt sur les Sociétés : IS) ?

Reversement TVA à effectuer

Il s'agit du montant de la TVA à verser, portant essentiellement sur les régularisations des TVA déduite sur les immobilisations cédées par l'entreprise dans un délai inférieur à 5 ans.

TVA brute totale

C'est la valeur de l'ensemble des opérations taxables multipliée par le taux de TVA (qui est 19,25 au Cameroun)

Question : quel est le montant de votre TVA brute totale par l'entreprise ?

TVA déductible

C'est la TVA payée par l'entreprise lors de ses opérations d'achat de biens et services. Cette TVA doit être remboursée par l'Etat.

Question : quel est le montant de votre TVA déductible payée sur les matières premières ou les biens d'équipement ?

TVA net totale

TVA versée au cours de l'exercice

TVA net payée

Crédit de TVA net à reporter

Droits de douane

Question : quel est le montant de vos droits de douane ?

Subventions

D'une manière générale, les subventions se définissent comme les paiements courants (généralement financiers) sans contrepartie que les administrations publiques, y compris les administrations publiques non-résidentes, font à des entreprises sur la base du niveau de leurs activités de production ou des quantités, ou des valeurs des biens et services qu'elles produisent, vendent ou importent.

Subvention d'exploitation

Les subventions d'exploitation viennent équilibrer le compte d'exploitation de l'entreprise

Question : quel est le montant de vos subventions d'exploitation ?

Subvention d'équilibre

Les subventions d'équilibre viennent équilibrer le compte de résultat

Question : quel est le montant de vos subventions d'équilibre ?

Subvention d'équipement

Les subventions d'équipement viennent en appui aux investissements.

Question : quel est le montant de vos subventions d'équipement ?

Subvention versée

Les institutions peuvent elles aussi octroyer des subventions.

Question : quel est le montant de vos subventions versées ?

Le résultat net de l'exercice est un élément du passif du bilan qui est affecté du signe + ou - selon qu'il désigne respectivement un bénéfice ou une perte. Son importance permet de juger l'efficacité de l'exploitation de l'entreprise en termes de rentabilité et de capacité financière d'investissement. (Voir en annexe).

Bénéfices***Résultat net***

Question : quel est le montant de votre résultat net ?

Bénéfices non distribués aux investissements directs étrangers

Question : quel est le montant des bénéfices non distribués aux investissements directs étrangers ?

Bénéfices et dividendes payés à votre entreprise provenant de vos investissements

Question : quel est le montant des bénéfices et dividendes payés à votre entreprise provenant de vos investissements ?

Dividendes

Dividendes versées/bénéfices des succursales distribués aux investisseurs directs étrangers

Question : quel est le montant des dividendes versées/bénéfices des succursales distribués aux investisseurs directs étrangers ?

Dividendes versées/bénéfices des succursales distribués aux investisseurs de portefeuille non résidents

Question : quel est le montant des dividendes versées/bénéfices des succursales distribués aux investisseurs de portefeuille non résidents ?

Dividendes versées/bénéfices des succursales distribués aux résidents ?

Question : quel est le montant des dividendes versées/bénéfices des succursales distribués aux résidents ?

Dividendes reçues/bénéfices des succursales distribués aux investisseurs directs étrangers

Question : quel est le montant des dividendes reçues/bénéfices des succursales distribués aux investisseurs directs étrangers ?

Dividendes reçues/bénéfices des succursales distribuée aux investisseurs de portefeuille non résidents

Question : quel est le montant des dividendes reçues/bénéfices des succursales distribués aux investisseurs de portefeuille non résidents ?

Dividendes reçues/bénéfices des succursales distribués aux résidents

Question : quel est le montant des dividendes reçues/bénéfices des succursales distribués aux résidents ?

2.3.2. Emploi dans l'entreprise

L'emploi renvoie au rythme et au profil du recrutement de l'institution

Les charges de personnel constituent la rémunération et les cotisations effectuées au profit du personnel.

Emploi

Personnel permanent

Question : quelle est l'évolution des effectifs employés (permanents, nationaux, étrangers) par sexe et selon les catégories socioprofessionnelles ?

Le tableau ci-dessous permet la collecte de ces informations avec toutes les catégorisations et clivages important pour une analyse efficiente.

Note sur catégories socioprofessionnelles (CSP) : les actifs occupés sont généralement répartis selon une nomenclature simplifiée des activités professionnelles qui au Cameroun retient huit postes.

		Camerounais		Autres ressortissants CEMAC		Autres pays OHADA		Hors pays OHADA		total	
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Cadres supérieurs	Début de période										
	Embauches										
	Départs										
	Fin de période										
Techniciens Supérieurs et cadres moyens	Début de période										
	Embauches										
	Départs										
	Fin de période										
Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	Début de période										
	Embauches										
	Départs										
	Fin de période										

		Camerounais		Autres ressortissants CEMAC		Autres pays OHADA		Hors pays OHADA		total	
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis	Début de période										
	Embauches										
	Départs										
	Fin de période										
Total	Début de période										
	Embauches										
	Départs										
	Fin de période										
Propriétaires et aides familiaux											

Personnel saisonnier ou temporaire

Question : quels sont les effectifs du personnel saisonnier et temporaire employé et le nombre de jours de travail ?

Le personnel saisonnier est employé pour une durée relativement courte pour des besoins saisonniers.

Le personnel temporaire ou à temps partiel est celui dont le nombre d'heures de travail est inférieur à la durée de travail normale. Cette définition couvre toutes les formes de travail à temps partiel (seulement les demi-journées, ou un, deux ou trois jours dans la semaine).

On peut éventuellement les éclater en fonction du genre.

	Camerounais		Autres ressortissants CEMAC		Autres pays OHADA		Hors pays OHADA		Total	
	Effectif	Nombre de jours de travail	Effectif	Nombre de jours de travail	Effectif	Nombre de jours de travail	Effectif	Nombre de jours de travail	Effectif	Nombre de jours de travail
Personnel saisonnier employé pendant l'exercice										
Personnel temporaire employé pendant l'exercice										

Volume horaire des temporaires

Ces questions visent à évaluer le volume horaire de travail des temporaires, qui se différencie de celui des permanents, pour éviter les biais dans d'éventuels calculs de la productivité horaire du travail.

Nombre total d'heures travaillées par les temporaires

Nombre total d'heures travaillées par les saisonniers

Nombre total d'heures travaillées par les stagiaires

Charges de personnel

Question : quelles sont les Charges de personnel au cours de la période considérée?

Les postes suivants peuvent être éclatés par genre, nationalité, catégorie socioprofessionnel et autres, suivant les besoins spécifiques de l'enquête et seront renseignés par leur montant respectif.

Postes	montants
Salaire brut	
Indemnité de transport et de logement	
Autres prestations sociales	
Cotisations CNPS	
Autres cotisations sociales	
Avantages en nature (alimentation, eau, électricité, logement, véhicule, domesticité, vêtement professionnel, médicaments, transport pour congé, soins médicaux et divers, gaz)	
Rémunérations transférées du personnel extérieur	
Jetons de présence	

Formation professionnelle

Pourcentage des employés formés

Question : quel est le pourcentage des employés ayant reçu une formation par CSP au cours de la période considérée ?

Cette variable peut être captée par sexe.

Difficulté de mise en œuvre du plan de perfectionnement du personnel

Question : rencontrez-vous des difficultés dans la mise en œuvre du plan de perfectionnement du personnel ?

Oui	1
Non	2

Appartenance à un syndicat

Question : quel est le pourcentage de vos employés appartenant à un syndicat de travailleurs ?

Production perdue au cours de la période considérée (en jours)

Question : quel est éventuellement le nombre de jours de production perdus pour cause de grèves, troubles sociaux, et autres au cours de la période considérée ?

Nombre de mois effectivement travaillé par l'entreprise

Question : combien de mois environ avez-vous effectivement travaillés dans l'entreprise au cours de la période ?

Les questions ci-dessous s'adressent aux employés eux-mêmes

Caractéristiques démographiques de la main d'œuvre ou du personnel

Question : quel est votre nom (employé) ?

Lien de parenté avec le chef de l'unité de production

Question : quel est votre lien de parenté avec le chef de l'unité de production ?

Modalités	Codes
Chef de l'unité de production	1
Conjoint du chef	2
Enfant du chef	3
Autre parent	4
Non apparenté	5

Sexe

Question : quel est votre sexe ?

Modalités	codes
Masculin	1
Féminin	2

Age

Question : quel âge avez-vous ?

Scolarité

Question : quel est votre diplôme le plus élevé ?

Pour les modalités, se référer à la rubrique niveau de scolarité de la section ménage.

Apprentissage

L'apprentissage est l'imprégnation d'un métier sur le tas, le plus souvent en voyant faire et sans base théoriques.

Question : avez-vous déjà suivi un apprentissage ?

Modalités	codes
Oui	1
Non	2

Question : Si oui, dans quel cadre ?

Modalités	codes
Ecole technique	1
Grande entreprise	2

Petite entreprise	3
Tout seul, par la pratique	4
Autres à préciser	5

Ancienneté

Question : combien de temps avez-vous passé dans l'entreprise (nombre d'années) ?

Caractéristiques dans l'emploi

Question : quel est votre statut dans l'emploi ?

Modalités	codes
Patron	1
Travailleur pour propre compte	2
Salarié	3
Apprenti payé	4
Apprenti non payé	5
Aide familial	6
Associé	7

Stabilité dans l'emploi

La stabilité dans l'emploi renvoie au caractère permanent ou temporaire/saisonnier dans l'emploi.

Question : êtes-vous permanent ou temporaire/saisonnier dans votre emploi ?

Modalités	codes
Permanent	1
Temporaire/saisonnier	2

Type de contrat à l'embauche

Le type de contrat à l'embauche comme toute forme de contrat est déterminant pour la sécurité dans l'emploi.

Question : quel type de contrat de travail vous lie à votre employeur ?

Modalités	Codes
Chef de l'institution	1
Contrat écrit à durée indéterminée	2
Contrat écrit à durée déterminée	3
Entente verbale	4
A l'essai	5
Pas de contrat	6

Mode de recrutement

Le mode de recrutement représente le lien par lequel l'employé a accédé à l'emploi.

Question : par quel mode de recrutement avez-vous accédé à votre emploi ?

Modalités	Codes
Chef de l'institution	1
Relations personnelles (amis, parents)	2
Directement auprès de l'employeur	3
Petites annonces, médias (radio, journal)	4
Bureau de placement, FNE, Bourse Main Œuvre (BMO)	5
Autres à préciser	6

Nature du paiement

Question : En quelle nature percevez-vous votre paie ?

Modalités	Codes
Salaire fixe (mois, quinzaine, semaine)	1
Au jour ou à l'heure de travail	2
A la tâche	3
Commission	4
Bénéfices	5
En nature (nourriture, logement, etc.)	6
Sans rémunération	7

La question qui suit s'adresse l'employeur

Fixation des salaires

La fixation des salaires dépend des structures et peut prendre plusieurs formes.

Question : comment fixez-vous les salaires de vos employés ?

Modalités

- ✓ Selon la grille salariale officielle
- ✓ En les alignant sur les salaires des concurrents
- ✓ En les fixant vous-même afin de vous assurer un bénéfice
- ✓ En négociant avec chaque salarié
- ✓ Autres
- ✓ Pas de salarié dans l'établissement

Information sur le promoteur ou le principal responsable

Qualité (Promoteur, Dirigeant) :

Nom :

Sexe :

Age (en années révolues) :

Nationalité :

Diplôme le plus élevé obtenu ; les modalités sont les suivantes

- ✓ Sans diplôme
- ✓ CEP/FLSH
- ✓ BEPC/CAP/GCEOL
- ✓ Probatoire
- ✓ BAC/GCEAL
- ✓ BTS/DU/DEUG
- ✓ Licence/Bachelor degree
- ✓ Maîtrise/Master1
- ✓ DEA/Master2 et plus
- ✓ Autres à préciser

Type de formation professionnelle effectué

Question : quelle formation professionnelle avez-vous effectuée ?

Modalités	Description
Formation professionnelle diplômante	Le concerné a reçu une formation professionnelle dans un centre agréer et dispose d'un diplôme pour la formation reçue
Apprentissage (formation professionnelle non diplômante)	Le concerné a reçu une formation professionnelle dans un centre agréer ou non, et ne dispose pas d'un diplôme pour la formation reçue
Formation continue	Elle permet aux personnes qui sont déjà dans la vie active de pouvoir continuer à se former pour améliorer leurs compétences et de s'adapter aux évolutions techniques/pratiques ou aux nouvelles méthodes appliqués dans leur milieu de travail (en entreprise). Aussi, elle permet la reconversion professionnelle.

Listes et parts des principaux actionnaires

Produire la liste des actionnaires et leur part de capital.

Situation d'activité

Cette question permet de connaître si l'entreprise fonctionne, fonctionne pleinement ou ne fonctionne pas du tout.

Question : quel est actuellement votre situation d'activité ?

Modalités

- ✓ En activité
- ✓ En cessation d'activité
- ✓ En veilleuse
- ✓ En liquidation
- ✓ Autres à préciser

Question : si arrêt momentané d'activité, préciser les motifs

Modalités

- ✓ Manque de fonds
- ✓ Scellée
- ✓ Baisse des ventes
- ✓ Absence de contrat
- ✓ Décès du promoteur ou d'un assimilé
- ✓ Grève

✓ Autres à préciser

Question : remplissez-vous la DSF ? (oui, non)

Question : tenez-vous une comptabilité formelle? (oui, non)

Régime fiscal

Le régime fiscal est le régime d'imposition.

Question : quel est votre régime fiscal ? les modalités sont les suivantes³ :

- Régime du réel
- Régime du réel simplifié
- Régime de base
- Régime de l'impôt libératoire

2.4 GOUVERNANCE, RELATIONS AVEC L'EXTERIEUR ET PERSPECTIVES

2.4.1. Gouvernance et sécurité sociale

Existence d'un business plan

Question : existe-t-il pour votre entreprise un business plan ?

Utilisation des sources d'informations existantes

Question : utilisez-vous les sources d'informations suivantes ?

	INS	BEAC	GICAM	Bulletin de liaison	MINFI	Banque de Données Internationales	Autres
Oui							
Non							

Jugement sur les sources d'informations

Question : quelles appréciations portez-vous sur les sources d'informations suivantes ?

Modalités
INS
Note trimestrielle de conjoncture
Résultats d'enquête
Autre (Annuaire statistique,...)
Site internet

³ Pour plus de détails, se référer à l'erreur ! Source du renvoi introuvable..

Modalités
Banque Centrale (BEAC)
Bulletin trimestriel d'informations
Lettre d'informations
Autres publications
Site Internet
MINFI et Gouvernement
Rapports trimestriels/ Annuels
Publications ad hoc
Site Internet
GIGAM
Autres Sources
Autres organismes (préciser)
Médias locaux
Médias internationaux
Entreprises concurrentes ou partenaires

1= Très utile ; 2= assez utile ; 3= pas utile ; 4= Pas consulté ; 5= Pas d'opinion

Existence d'une politique sociale et environnementale au sein de votre institution

Question : votre entreprise dispose-t-elle d'une installation classée pour la protection de l'environnement ?

Question : avez-vous réalisé au cours de la période de référence des études dans le but de protéger l'environnement des effets nuisibles de votre activité ?

Question : votre entreprise dispose-t-elle d'une structure chargée de l'environnement ?

Question : donner le montant des dépenses consacrées à la protection de l'environnement sur la période considérée ?

Question : veuillez préciser les types de pollution pour lesquelles l'entreprise a investi pour la protection de l'environnement sur la période considérée.

Modalités	Codes
Eau usée	1
Bruits et vibrations	2
Déchets hors radioactif	3
Sols et eaux souterraines et de surface	4
Air et climat	5
Sites, paysages et biodiversités	6
Autres à préciser	7

Existence d'une politique de lutte contre la corruption dans votre institution

Question : existe-t-il dans votre entreprise un plan de lutte contre la corruption ?

Existence d'une structure de recherche – développement au sein de votre institution

Question : votre entreprise utilise-t-elle les résultats des centres de recherche ?

Question : votre entreprise investit-elle dans les activités de recherche et d'innovation technologique ?

Question : indiquez le coût des activités de recherche et d'innovation technologique que vous avez réalisées dans votre entreprise au cours de la période de référence ?

Modalités	Montant
Recherche et développement expérimental dans l'établissement	
Acquisition des services de recherche de développement	
Acquisition des machines et d'équipement liés aux innovations technologiques	
Acquisition de logiciels et d'autres technologies externes liées aux innovations technologiques	
Introduction sur le marché des innovations technologiques	
Formulations liées directement aux innovations technologiques	
Autres à préciser	

Question : nombre d'ordinateurs fonctionnels dans la structure

Question : nombre de personnel sachant utiliser un ordinateur

Question : votre entreprise dispose-t-elle d'un réseau intranet ?

Question : votre entreprise dispose-t-elle d'une connexion internet ?

Question : votre entreprise effectue-t-elle des opérations d'affaires sur internet ?

Question : quels changements organisationnels observe-t-on dans votre structure après les investissements en TIC ?

- Révision des niveaux hiérarchiques ;
- Amélioration de la capacité des employés à résoudre les problèmes de production ;
- Promotion du travail en équipe dans la structure ;
- Révision du système d'incitation de structure ;
- Recrutement des travailleurs qualifiés en informatique ;
- Mise sur pied d'un programme de formation continue pour la maîtrise des TIC ;
- Mise sur pied d'un programme de formation en informatique des employés.

Association professionnelle comme un moyen de résolution des problèmes en entreprise

Question : une association de professionnels ou d'appui, pourrait-elle, à votre avis, vous aider à résoudre les problèmes liés à votre activité ?

Type d'associations sollicitées

Question : quel type d'association votre entreprise sollicite-t-elle ?

Modalités	Codes
Association de producteurs/commerçants seulement	1

Structure indépendante incluant les producteurs/commerçants	2
Organisme d'appui aux entreprises/micro-entreprises	3
Autres à préciser	4

Connaissance sur la sécurité sociale

Question : savez-vous ce qu'est la Sécurité Sociale ?

Modalités	Codes
Oui	1
Non	2

Affiliation à la CNPS

Question : votre institution est elle affiliée à la CNPS ?

Modalités	Codes
Oui	1
Non	2

Employés affiliés à la CNPS

Question : combien de vos employés sont affiliés à la CNPS ?

Raison de non affiliation à la CNPS

Question : quelles sont les raisons de votre non affiliation (entreprise) à la CNPS ?

Question : quelles sont les raisons de la non affiliation de certains de vos employés à la CNPS ?

Les modalités ci-dessous sont valables pour les deux précédentes questions.

Modalités	Codes
Excès de procédure	1
Coûts élevés	2
N'en trouve pas l'intérêt	3
Pense ne pas être concerné	4
Autres à préciser	5

Affiliation à une autre structure de sécurité sociale

Question : êtes-vous affilié à une autre structure de sécurité sociale locale ?

Modalités	Codes
Oui	1
Non	2

Affiliation à une structure étrangère

Question : êtes-vous affilié à une structure de sécurité sociale étrangère ?

Modalités	Codes
-----------	-------

Oui	1
Non	2

Existence d'une sécurité sociale interne

Question : existe-t-il une sécurité sociale interne ?

Modalités	Codes
Oui	1
Non	2

Existence d'une mutuelle au sein de l'institution

Question : existe-t-il une mutuelle au sein de votre institution ?

Souscription d'une assurance auprès d'une société privée pour la couverture des risques de métier

Question : votre institution a-t-elle souscrit une assurance auprès d'une société privée pour la couverture des risques de métier ?

Types d'assurances souscrites

Question : pour quelle assurance avez-vous souscrit ?

Postes	Code	postes	Code
Assurance vieillesse	1	Assurance maladie	5
Assurance décès	2	Accident de travail	6
Assurance vie	3	Assurance tous risques	7
Assurance de scolarisation	4	Autres à préciser	8

Mode de protection du travailleur (sécurité des travailleurs)

Port des chaussures

Question : portez-vous des chaussures de sécurité telle qu'éventuellement prescrit dans votre sous-secteur d'activité ?

Port du casque

Question : portez-vous un casque tel qu'éventuellement prescrit dans votre sous-secteur d'activité ?

Port de verres spéciaux

Question : portez-vous des verres spéciaux tel qu'éventuellement prescrit dans votre sous-secteur d'activité ?

Indications pour la circulation dans l'entreprise

Question : existe-t-il au sein de votre entreprise des indications pour la circulation dans l'édifice ?

Existence du système d'alarme

Question : existe-t-il un système d'alarme dans votre immeuble ?

Indications de sécurité

Question : existe-t-il des indications de sécurité dans votre immeuble ?

Existence d'issue de secours

Question : existe-t-il une issue de secours dans votre immeuble ?

Indications de circulation et de sortie

Question : existe-t-il des indications de circulation et de sortie ?

Existence d'un enclos

Question : existe-t-il un enclos entourant votre entreprise ?

Existence d'un plan d'évacuation

Question : existe-t-il un plan d'évacuation de l'immeuble ?

Existence d'un système de sécurité

Question : existe-t-il un système de sécurité dans votre entreprise ?

Existence des extincteurs

Question : existe-t-il des extincteurs dans l'immeuble dans lequel votre entreprise est logée ?

NB : Pour les questions précédentes, les modalités proposées sont : "Oui" ou "Non".

Opinion sur le fonctionnement actuel du système de sécurité social

Question : que pensez-vous du fonctionnement actuel du système de sécurité sociale ?

Modalités	codes
Sans opinion	1
Très satisfaisant	2
Satisfaisant	3
Peu satisfaisant	4
Pas satisfaisant	5
Autres à préciser	6

Raison de non satisfaction du fonctionnement actuel du système de sécurité social

Question : quelles sont les raisons de votre non satisfaction ?

Modalités	codes
Couverture de la population limitée	1
Prestations insuffisantes	2
Complexité des formalités d'inscription	3
Complexité des prises en charge	4
Lenteur dans le traitement des dossiers	5
Autres à préciser	6

Risque à couvrir par priorité

Question : quels sont les risques que vous voudriez que ce système couvre en priorité ?

Modalités	Classement
Accident du travail	
Maladie professionnelle	
Vieillesse	
Invalidité	
Décès	
Allocation familiale	
Maternité	
Autres à préciser	

Aspects à prendre en compte dans la sécurité sociale

Question : êtes-vous personnellement favorable à la prise en compte par la sécurité sociale des aspects suivants ?

Ajout de nouvelles prestations (maladie)

Extension du système vers certains métiers (secteur informel, fonctionnaires, autres à préciser)

Couverture totale

Modalités pour ces trois questions

Modalités	Codes
Oui	1
Non	2
Indifférent/sans opinion	3

Prestations reçues

Question : avez-vous déjà reçu les prestations des structures suivantes ?

Modalités	Codes
CNPS	1
Mutuelles	2
Assurances	3
Caisse de secours	4

Question : indiquez le montant perçu sur la période de référence ?

Modalités	Montant
CNPS	
Mutuelles	
Assurances	
Caisse de secours	

2.4.2. Relations avec l'État et avec d'autres entreprises

L'objectif ici est d'évaluer la capacité des entreprises nationales à gagner des parts de marché de grande importance, notamment les marchés publics. Les questions suivantes sont posées :

Question : Avez-vous été adjudicataire des marchés publics ces deux dernières années?

Modalités	Codes
Oui	1
Non	2

Question : Durant les deux dernières années, avez-vous exécuté les travaux de sous traitance ?

Modalités	Description
Oui, principale source du CA de l'entreprise	L'entreprise exécute des travaux de sous traitance et tire l'essentiel de son chiffre d'affaire de ces travaux
Oui, activité annexe de l'entreprise	L'entreprise exécute des travaux de sous traitance et tire une petite partie seulement de son chiffre d'affaire de ces travaux
Non	L'entreprise n'exécute pas des travaux de sous traitance

Durant les deux dernières années, si vous avez été sous traitant ou donneur d'ordre, ce partenariat a-t-il été bénéfique pour votre entreprise ?

Modalités	Codes
Oui	1
Non	2

2.4.3. Environnement des affaires

Mesures fiscales incitatives

Au cours des deux dernières années, avez-vous bénéficié des mesures fiscales incitatives ?

Modalités	Codes
Oui	1
Non	2

Lister les principales mesures incitatives dont l'entreprise a bénéficié : il s'agit ici d'identifier les mesures fiscales que les pouvoirs publics ont pu prendre et dont l'entreprise aurait bénéficiée (réduction des impôts sur la production de certains produits, etc.)

Facteurs déterminant la décision d'investissement

Question : quels sont les facteurs déterminant votre décision d'investissement ?

Modalités	Codes
Accès au marché	
Taille du marché national	
Taille du marché sous régional	
Taille du marché régional	
Taille du marché mondial	
Environnement des affaires	
Gouvernance	
Cadre juridique	
Corruption	
Politique du gouvernement	
Incitations fiscales	
Incitations non fiscales	
Disponibilité du financement	
Accès au crédit à long terme de source locale	
Accès au crédit à court terme de source locale	
Accès au crédit auprès des entreprises du groupe	
Travail	
Coût du travail	
Autres	
Qualité des infrastructures	
Pouvoir d'achat des consommateurs	

1= Impact très positif 2= Impact positif limité 3= Aucun impact 4= Impact négatif limité 5= impact très négatif

Facteurs relatifs à l'environnement et à la santé influençant les activités

Question : dans quelle mesure les facteurs relatifs à l'environnement et à la santé ont-ils influencé vos activités ?

Modalités	Codes
Facteurs environnementaux	
inondations,	
Sécheresse	
Autres à préciser	
Localisation du site	
Eloignement du marché	

Modalités	Codes
Enclavement	
Absence de réglementation sur les livraisons	
Insuffisance et irrégularité de l'approvisionnement en électricité, eau	
Santé	
VIH/SIDA,	
Paludisme	
Tuberculose	
grippe aviaire	
Autres à préciser	

1= Impact très positif 2= Impact positif limité 3= Aucun impact 4= Impact négatif limité 5= impact très négatif

Facteurs économiques et financiers influençant les activités

Question : dans quelle mesure les facteurs économiques et financiers suivants ont-ils influencé vos activités ?

Modalités	Codes
Contexte économique	
Taille du marché	
Incitations non fiscales à l'investissement	
Secteur extérieur	
Contrebande, fraude et contrefaçon	
Contrôle des changes	
Politique budgétaire	
Impôts et autres charges fiscales (IS, TVA, droits de douane, etc.)	
Dépenses publiques dans les infrastructures	
Incitations fiscales	
Politique monétaire	
Taux d'intérêt	
Taux de change	
Coût du travail	
Niveau général des salaires	
Coût du personnel technique qualifié	
Coût du personnel d'encadrement	
Productivité du travail	

Modalités	Codes
Productivité du personnel non qualifié	
Productivité du personnel technique qualifié	
Productivité du personnel d'encadrement	
Disponibilité du personnel	
Restrictions concernant le recrutement du personnel expatrié	
Rotation du personnel	

1= Impact très positif 2= Impact positif limité 3= Aucun impact 4= Impact négatif limité 5= impact très négatif

Compétitive

Question : votre compétitivité a-t-elle été affectée par les sources suivantes ?

Modalité	codes
Secteur informel	
Fraudes, contrebandes et contrefaçon	
Importations	
Entreprises publiques	

1= Impact très positif ; 2= Impact positif limité ; 3= Aucun impact ; 4= Impact négatif limité ; 5= impact très négatif

Impressions par rapport à l'interprétation des lois et des règlements

Question : êtes-vous d'accord avec l'interprétation des lois et règlements ?

Temps moyen de dédouanement au port de Douala

Question : quel est le temps moyen de dédouanement de vos marchandises au port de Douala ?

Nombre de jours impliquant les rencontres entre entreprise et fonctionnaires des impôts

Question : quel est le nombre de jours qu'impliquent les rencontres entre votre société et les fonctionnaires des impôts ?

Temps moyens que consacrent par semaine les cadres supérieurs pour traiter des règlements

Question : quel est le temps *moyen* que consacrent, par semaine, les cadres supérieurs pour traiter des règlements ?

Déclaration des ventes au service des impôts

Question : compte tenu des difficultés auxquelles font face les entreprises pour respecter entièrement les lois et règlements fiscaux et les règlements divers, déclarez-vous toutes vos ventes au service des impôts ?

Question : sinon quel est le pourcentage réel des ventes non déclarées ?

Montants des paiements officiels aux fonctionnaires pour obtenir des services

Question : quels sont les montants des paiements officiels aux fonctionnaires pour obtenir des services ?

Valeur totale des cadeaux demandés par les fonctionnaires

Question : quelle est la valeur totale des cadeaux demandés par les fonctionnaires (lors des réunions) ?

Offre des cadeaux aux inspecteurs des impôts

Question : avez-vous offert des cadeaux lors des rencontres avec les inspecteurs des impôts ?

Perception du risque global d'investissement au Cameroun

Question : quelle est votre perception du risque global d'investissement au Cameroun ?

Modalité	Code
Très risqué	1
Risqué	2
Peu risqué	3
Pas risqué	4

Propositions pour améliorer le climat des investissements au Cameroun

Question : quelles sont vos propositions pour améliorer le climat des investissements au Cameroun ?

Accès et utilisations des TIC***Niveau d'accès aux services de télécommunication et utilisation du service internet******Effectif des employés disposant un téléphone fixe dans leur bureau***

Donner le nombre d'employés ayant un téléphone dans leur bureau

Effectif des employés disposant un téléphone mobile

Nombre d'ordinateurs fonctionnels dans la structure

Nombre de personnel sachant utiliser un ordinateur

Votre entreprise dispose-t-elle d'un réseau intranet ?

Votre entreprise dispose-t-elle d'un réseau internet ?

Votre entreprise dispose-t-elle d'un service interphone?

Nombre d'équipements informatiques, audiovisuels et télécom fonctionnels que dispose l'entreprise

Téléphone fixe

Téléphone mobile

Télécopieur

Nombre moyen d'ordinateurs connectés

À l'internet

À l'intranet

Les plages horaires d'utilisation du service Internet au cours d'une journée***Les principaux lieux de connexion à l'Internet utilisés par les employés au cours des 12 derniers mois***

1= domicile,

2= cyber café,

3=Autre à préciser

Effectif des employés disposant à la fois d'un téléphone fixe et d'un téléphone mobile cellulaire au bureau

Fréquence quotidienne des appels de l'entreprise

1=élevée 2=moyenne 3=faible

Montant des dépenses de communication par téléphonie mobile

Ce montant est donné en milliards de FCFA

Montant des dépenses de consommation allouée par mois à l'internet par l'entreprise (en milliards de FCFA)

Les principaux problèmes liés aux services de télécommunication

Nombre de personnes présentant des troubles de santé liés aux Tics dans votre structure

Nombre de personnes ayant des désagréments dus à l'usage de la téléphonie dans votre structure

Question : Avez-vous déjà eu à rencontrer au moins un désagrément dans l'usage de l'internet au cours des 7 derniers jours ?

1=oui 2=non

Etat du fonctionnement du service d'interphone et d'intranet dans les établissements

1= bon 2=passable 3= mauvais 4= NSP

Débit de la connexion dans votre structure

1= bon 2=passable 3= mauvais 4= NSP

Les trois raisons d'utilisation de l'Internet au cours des 12 derniers mois

Les principaux problèmes rencontrés en matière de service de téléphonie

Listez les trois plus importants

Les principaux problèmes rencontrés en matière de service Internet (listez au moins trois)

Question : Avez-vous déjà fait recours au service client en cas de désagrément de service de téléphonie? 1=oui 2=non

Question : Avez-vous déjà fait recours au service client en cas de désagrément de service Internet? 1=oui 2=non

Principales raisons de l'usage et la perception de la qualité des services de télécommunication

Trois principales raisons d'utilisation de l'Internet au cours des 12 derniers mois

Connaissance des services mis à la disposition de la clientèle (« service client ») en cas de désagrément dans la consommation des services de téléphonie

1=oui 2=non

Appréciation de la qualité des services de télécommunication qui vous sont offerts

1= bonne 2=passable 3= mauvaise 4= NSP

Connaissance des actions entreprises par l'ART

1=oui 2=non

Appréciation des actions entreprises par l'ART

1= bonne 2=passable 3= mauvaise 4= NSP

Attentes en matière de politiques proposées par l'ART

2.4.5. Tendances sectorielles, Évolution et perspectives

Il s'agit de recueillir l'opinion du chef d'entreprise sur l'évolution et les perspectives de son entreprise, son secteur d'activité et sur l'ensemble de l'économie.

La période concernée par les évolutions peut être mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle.

Question : que pensez-vous de l'environnement des affaires au Cameroun ?

Question : comment jugez-vous les relations "Entreprise et Pouvoir public" ?

Pour ces deux questions d'appréciation, on a les modalités suivantes :

- Bon
- Assez bon
- Mauvais
- Sans opinion

Question : quels sont par ordre d'importance décroissante les cinq principaux obstacles liés à l'entrepreneuriat au Cameroun ?

Modalités	Codes	Modalités	Codes
Fiscalité	1	Formalités administratives	1
Accès au crédit	2	Concurrence déloyale	2
Coût du financement	3	Débouchés	3
Justice	4	Infrastructure	4
Transport	5	Octroi de régime préférentiel (zone franche)	5
Corruption	6	Absence ou insuffisance de dialogue secteur public et secteur privé	6
Approvisionnement en matières premières	7	Energie et eau	7
Formation/Compétence	8	Aucun obstacle	8
Législation du travail	9	Autres à préciser	9

Question : quelle appréciation faites-vous du DSRP/DSCE ?

Modalité	Codes	Modalité	Codes
Très bon	1	Sans objection	4
Bon	2	Ne sait pas	5
Mauvais	3		

Cette question vise à savoir si le promoteur a connaissance de ce document.

Question : quelle est l'évolution de la production globale, des stocks, ...?

Les domaines concernés étant :

Production globale	Prix de vente
Investissements	Demande

Emploi	Capacités de production
Coûts de production	Produits spécifiques
Salaires	Les stocks (matières première, produits fabriqués, en-cours, marchandises)
Chiffre d'affaires	Etc.

Pour l'évolution ou pour les perspectives, les principales modalités envisagées sont :

Modalités

- ✓ Hausse
- ✓ Stable
- ✓ Baisse

Question : quel a été au cours des 3 derniers mois l'évolution du volume de votre production ?

Question : quelles tendances vous paraissent les plus probables pour l'évolution du niveau générale des prix de vos produits au cours des 3 prochains mois ?

Il y a la possibilité de demander que les réponses soient justifiées ou quantifiées.

Les modalités suivantes sont celles des deux précédentes questions.

Modalités

- ✓ Hausse
- ✓ Stabilité
- ✓ Baisse

3. ENQUETES RELATIVES AU SECTEUR RURAL

L'unité statistique d'une enquête dans le secteur rural est l'exploitation agricole (au sens large). Il peut s'agir des exploitations familiales, ou des grandes exploitations organisées telles des entreprises. Dans le cas des exploitations familiales, l'exploitation est généralement assimilée au ménage car difficilement dissociable de ce dernier.

Dans le cas des entreprises agricoles, de part leur organisation, les facteurs de production sont bien identifiables ainsi que leur objectif de production, ce qui permet la mise en place de méthodologies spécifiques. De manière générale, les questionnaires pour la collecte de l'information dans le secteur rural sont organisés en cinq (05) grands groupes de variables :



- i. La localisation de l'exploitation, qui reprend les éléments énumérés dans le chapitre 1 de ce manuel pour ce qui est des ménages et au chapitre 2 pour les entreprises ;
- ii. Les informations sur les caractéristiques générales de l'exploitation ;
- iii. Les activités agricoles de l'exploitation ;
- iv. Les facteurs de production ;
- v. La production elle-même.

Il est à relever ici que les enquêtes dans le secteur rural peuvent être couplées élevage/agriculture, ou spécifiques à l'agriculture ou à l'élevage. Les groupes sus mentionnés peuvent alors selon les cas présenter des particularités. Trois types de questionnaires sont donc généralement administrés : un questionnaire exploitation (l'exploitation pouvant être assimilée au ménage), un questionnaire production agricole et un questionnaire cheptel. Les forêts



également font parties du champ couvert, mais peu d'enquêtes sont réalisées dans ce domaine jusqu'ici au niveau national.

3.1. Questions générales liées à l'exploitation

Questions générales liées à l'exploitation familiale

3.1.1.1. Les informations sur les caractéristiques générales du ménage

Ces informations sont les mêmes que celles collectées dans les enquêtes ménages (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**), avec cependant quelques spécificités. En effet, il est ajouté des éléments tels que :

- L'appartenance du CM à une organisation de producteurs ;
- Le bénéfice des membres du ménage d'un appui/conseil au cours des 05 dernières années ;
- Le bénéfice des membres du ménage d'une subvention au cours des 05 dernières années ;
- Le suivi d'une formation spécifique en agriculture ou en élevage ;
- La prise en compte de l'école coranique parmi les modalités du niveau d'instruction.

3.1.1.2. Les informations sur le niveau de vie du ménage

Les éléments de revenu par activité sont abordés, avec un accent sur les postes de dépense et les sources de revenu, ainsi que le confort dans le ménage.

Dépenses annuelles pour la satisfaction des besoins du ménage.

Ces dépenses concernent 05 postes essentiels :

- Hébergement (loyer)
- Education
- Santé
- Equipement/ Habillement
- Evénements familiaux

Les dépenses relatives à d'autres postes de consommation sont également captées pour ne pas négliger certaines dépenses importantes.

Le revenu du ménage est également évalué par source, pour identifier le poids de l'élevage et de l'agriculture. Ainsi, on capte :

- le niveau de revenu issu de l'agriculture ;
- le niveau de revenu issu de l'élevage ;
- le niveau de revenu issu d'autres activités. .

Les équipements qui concourent à l'amélioration du bien être des ménages sont évalués tels que présentés au chapitre 1, section):

Comme autres variables importantes de cette section, nous pouvons citer :

- le mode d'éclairage habituellement utilisé par le ménage (confère chapitre 1 section)
- le type de lieux d'aisance utilisé par le ménage (confère chapitre 1 section) ;
- l'accessibilité aux infrastructures publiques et aux services sociaux de base (confère chapitre 1 section) ;
- les principales infrastructures collectives de production et d'encadrement. : il s'agit ici des infrastructures utiles dans la production agricole ou l'élevage, et dont peuvent bénéficier simultanément plusieurs personnes.

Ces infrastructures sont les suivantes :

- Puits pastoral
- Puits villageois
- Forage
- Mare
- Couloir de passage
- Marché à bétail
- Parc de vaccination
- Bains détiqueurs
- Pâturage
- Lieu d'aisance
- Aires d'abattage
- Autres à préciser

Pour chacune de ces infrastructures, les informations suivantes sont captées :

- i) Existence dans l'entourage du ménage (oui ou non)
- ii) La distance par rapport à la localisation du ménage
- iii) Le temps mis pour accéder à l'infrastructure
- iv) Le moyen de déplacement pour y arriver
- v) Modalités d'accès à l'infrastructure

Modalités	Description
Gratuit	Le ménage a accès à l'infrastructure collective de production sans aucun frais
Payant	L'accès à l'infrastructure collective de production exige des frais payés par le ménage

vi) La propriété de l'infrastructure

Modalités	Description
Individuel	L'infrastructure collective est la propriété d'un individu qui la met à la disposition des autres ménages de la localité à titre gratuit ou payant
Collectif	L'infrastructure collective de production est la propriété d'un groupe de personnes (village, quartier, association de producteurs, etc.)
Publique	L'infrastructure collective est la propriété de l'Etat ou de la Collectivité Territoriale Décentralisée (CTD).

vii) Le responsable de la Maintenance

Modalités	Description
Individu	La maintenance ou l'entretien de l'infrastructure est assurée par un individu qui en assume toutes les charges
Collectif	La maintenance ou l'entretien de l'infrastructure est assurée par la communauté (les charges y relatives incombent à l'ensemble des bénéficiaires de l'infrastructure)
Etat ou CTD	La maintenance ou l'entretien de l'infrastructure est assurée par l'Etat ou la CTD
Aucun	L'infrastructure ne fait pas l'objet d'une maintenance.
Ne sait pas	Le chef de ménage ne sait pas comment se fait la maintenance de l'infrastructure

3.1.1.3. Les activités agricoles des ménages

Il s'agit ici de capter la diversité des activités menées par les ménages ruraux : culture vivrières, élevage, pêche, chasse, aquaculture, sylviculture etc.

Dans cette section, les questions abordées sont celles relatives :

Au nombre d'actifs agricoles de 15 ans et plus : il s'agit du nombre de personnes âgées de 15 ans et plus, membres du ménage et qui travaillent dans les parcelles détenues par le ménage.

Au nombre de responsables de parcelles dans le ménage : il s'agit du nombre de personnes qui assurent l'entretien d'une parcelle en tant que principal responsable

Nombre de parcelles du ménage : nombre total de parcelles détenues par le ménage

Superficie totale des parcelles : superficie totale de l'ensemble des parcelles détenues par le ménage

Les cultures pratiquées : Ici, les cultures sont distinguées en cultures pérennes et en cultures annuelles. La formulation des questions vise la connaissance de ce qui existe dans les plantations, et peut aller jusqu'à la détermination des superficies pour chaque culture. Il est également souhaitable à ce niveau d'obtenir les informations relatives à l'association de cultures, le nombre d'arbres fruitiers, et les pratiques culturelles telles que l'irrigation, les jardins de cases et le Maraichage.

Pour ce qui est de l'élevage, cette section fournit les informations sur les types d'élevage pratiqués par les membres du ménage, les responsables d'élevage, le degré d'implication des membres du ménage dans l'élevage. Aussi, la pratique de la sélection, de l'embouche et de la transhumance sont captés à ce niveau.

Pour chaque individu du ménage, les questions suivantes sont posées :

Pratique des cultures annuelles : cette question est généralement posée à tous les membres du ménage, pour identifier les agriculteurs. Elle a deux modalités (oui ; non).+

Pratique de culture pérenne : cette question est généralement posée à tous les membres du ménage pour identifier les agriculteurs Elle a deux modalités (oui, non)

Pratique de l'élevage : cette question est généralement posée à tous les membres du ménage, pour identifier les éleveurs (ou les exploitants pastoraux). Elle a deux modalités (oui ; non).

Formation agropastorale : cette question vise à connaître le type de formation reçu par les membres du ménage en agriculture ou en élevage. Les modalités sont les suivantes :

Modalités	Description
Ecole professionnelle	Correspond à un membre du ménage ayant reçu une formation dans une école professionnelle en agriculture et pas dans les séminaires et ateliers
Ateliers/séminaires	Correspond à un membre du ménage ayant reçu une formation en agriculture au cours des séminaires et ateliers et n'ayant jamais été dans les ateliers
les deux	Correspond à un membre du ménage ayant reçu les deux formations ci-dessus
pas de formation	Il s'agit d'un membre du ménage n'ayant reçu aucune formation en agriculture ; ni dans les écoles professionnelles, ni dans les ateliers/séminaires

Responsabilité dans l'élevage

Modalités	Description
Principal	Il s'agit du membre du ménage qui assure le suivi quotidien de l'exploitation et qui prend des décisions techniques et financiers y relatifs
Secondaire	Il s'agit des autres membres impliqués dans cet élevage
Pas du tout impliqué	Il s'agit d'une personne qui dans le ménage n'est aucunement impliqué dans les activités d'élevage

Appartenance à une organisation paysanne : cette question est posée à tous les membres du ménage et vise à savoir s'ils sont membres ou pas d'une organisation paysanne. L'organisation paysanne renvoie aux organisations de producteurs, de commerçants ou de transformateurs ou autre organisation ayant trait à l'activité agricole. Le champ couvert par l'organisation paysanne exclut les « réunions » n'ayant aucun lien avec l'activité agricole ou l'élevage (associations culturelles et autres).

Caractérisation des organisations paysannes

Il s'agit ici d'un ensemble de questions dont le but est d'avoir des détails sur les organisations de producteurs.

Ces informations concernent :

- Le Nom de l'organisation ;
- Le nombre d'hommes de l'organisation ;
- Le nombre de femmes de l'organisation ;
- Le domaine d'activité. A ce niveau, les questions posées sont relatives à la pratique de la production, de la commercialisation ou de la transformation, de manière non exclusive.

Exemple :

Quels sont les noms, la composition et le domaine d'activité des organisations paysannes auxquelles vous appartenez ?

Nom de l'organisation	Composition		Domaines d'activité*			
	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	Production Oui=1 Non=2	Commer- cialisation Oui=1 Non=2	Transformation Oui=1 Non=2	Autres (préciser) Oui=1 Non=2
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
			/ _ /	/ _ /	/ _ /	/ _ /

3.1.1.4. Les facteurs de production

Les facteurs de production sont abordés en ce qui concerne la terre, la main d'œuvre et les équipements.

On distingue les variables suivantes :

Statut d'occupation des terres exploitées

Modalités	Description
<i>Propriétaire</i>	La terre exploitée pour l'agriculture ou pour l'élevage est la propriété du membre du ménage responsable de la parcelle
<i>Partiellement propriétaire</i>	La terre exploitée pour l'agriculture ou pour l'élevage est la propriété de plusieurs personnes parmi lesquelles le membre du ménage responsable de la parcelle
<i>non propriétaire</i>	Le responsable de la parcelle servant à l'activité n'est ni propriétaire, ni copropriétaire de la terre

La superficie totale en m² de l'exploitation pastorale

- bâtiment d'élevage
- champ fourrager
- enclos
- étangs piscicoles
- pas de superficie

Cette question permet d'obtenir les superficies utilisées pour les différentes activités de l'exploitation.



Le nombre d'équipements de production fonctionnels qu'utilise l'exploitant pour la production. On capte donc le nombre et la valeur actuelle estimée de chacun des équipements suivants :

- | | | |
|---------------------------------|----------------------------|---|
| ➤ Abreuvoirs | ➤ Fermenteurs | ➤ Pousse-pousse |
| ➤ Anes de trait | ➤ Forages | ➤ Puits |
| ➤ Arrosoir | ➤ Incubateurs | ➤ Pulvérisateur |
| ➤ atomiseur | ➤ Kit d'écloserie | ➤ Pulvérisateurs |
| ➤ Attelages/charrettes/charrues | ➤ Kit d'extraction du miel | ➤ Séchoirs |
| ➤ Balance-bascule | ➤ Kit d'insémination | ➤ Semoirs |
| ➤ Bâtiment pour le bétail | ➤ Magasin de stockage | ➤ Seringues automatiques |
| ➤ Batteries de ponte | ➤ Mangeoires | ➤ Tenue de travail |
| ➤ Bœufs de trait | ➤ Mélangeur broyeur | ➤ Tracteurs |
| ➤ Bottes | ➤ Moissonneuses/batteuses | ➤ Trayeuses |
| ➤ Brouettes | ➤ Motoculteurs | ➤ Tronçonneuses |
| ➤ Couvoir | ➤ Motocyclette | ➤ Véhicules pour activité agropastorale |
| ➤ Décortiqueuses/égraineuses | ➤ Motopompe | |
| ➤ cages pour animaux | ➤ Porte tout | |

Parmi les facteurs de production, la main d'œuvre est évaluée par catégorie. En général, les questions y relatives distinguent 06 catégories de travailleurs :

- Travailleurs familiaux rémunérés
- Travailleurs familiaux non rémunérés
- Apprentis
- Professionnels /Techniciens supérieurs
- Employés, manoeuvres, ouvriers non qualifiés
- Travailleurs temporaires ou saisonniers

Pour chacune des catégories, les informations suivantes sont captées :

- i) Le nombre d'hommes ;
- ii) Le nombre de femmes ;
- iii) La masse salariale mensuelle de la catégorie en milliers

(Pour plus de détails, voir chapitre 1, volet emplois).

Questions générales liées à l'entreprise agropastorale

Les entreprises agropastorales sont abordées comme toutes les entreprises dans les enquêtes économiques type entreprise. Cependant, il ya des spécificités sur lesquelles il est important d'insister pour ce type d'entreprises. Il s'agit ici de prendre plus de détails sur l'approvisionnement en intrants, la prise en compte des problèmes spécifiques au secteur rural tels que l'accès aux intrants, aux semences, les problèmes d'irrigation et de climatologie, d'accès à la terre.

3.2. QUESTIONS RELATIVES A LA PRODUCTION VEGETALE

Les informations concernant la production végétale portent sur les semences et intrants agricoles, la pose des carrés de rendement et l'utilisation (destination) de la production.

Semences et intrants agricoles

Les semences utilisées sur la parcelle pendant le cycle en cours

Les informations suivantes sont captées :

- i) La nature de la semence : il s'agit de la culture pour laquelle la semence est utilisée (maïs, arachide, etc.) ;
- ii) Le code de la spéculation ;
Une distinction est ensuite faite par type de semence (améliorée, traditionnelle).
- iii) Pour chacune des natures de semence identifiée, on capte les informations suivantes, tant pour les semences améliorées que traditionnelles :
 - La quantité prélevée sur récolte précédente ;
 - La quantité achetée(en Kg)
 - Les quantités obtenues par dons/subvention
 - Le prix d'achat au Kg pour les quantités achetées.

Exemple :

Quelles sont les semences que vous avez utilisées sur cette parcelle pendant le cycle en cours ?

Nature des semences	Codes	Semences						
		Semences améliorées				Semences traditionnelles		
		Qté prélevée sur récolte Précédente	Qté achetée (en Kg)	Dons/ subvention	Si achats, prix au kg/à l'unité	Qté prélevée sur récolte Précédente	Qté achetée (en Kg/à l'unité)	Si achats, prix au kg/à l'unité
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
	/ _ _ / _ _ /							

L'utilisation des fertilisants pour une parcelle donnée au cours du cycle de production en cours (oui ; non) ;

Le type de fertilisant utilisé sur la parcelle au cours du cycle (Fumure organique ; Engrais chimiques)

Liste des intrants utilisés par catégories

Ici, il s'agit de donner pour chaque catégorie d'intrant le nom du produit et son prix.

Les catégories sont les suivantes pour les cultures :

- Engrais
- Insecticides/ Nématicides
- fongicides
- Herbicides

La pose des carrés de rendement

Le carré de rendement est posé par parcelle et pour chaque parcelle, les informations suivantes sont collectées :

- i) La superficie totale (en Hectare) ;
- ii) La liste des cultures dans la parcelle ;
- iii) La date de mise en place des cultures ;
- iv) La répartition des cultures sur la parcelle :

Modalités	description
<i>Pure</i>	Présence sur une parcelle d'une seule culture
<i>Cultures associées</i>	Présence sur une parcelle de plusieurs cultures de même type, c'est à dire des cultures vivrières différentes ou des cultures pérennes différentes. Exemple : maïs + arachide, maïs + sorgho+ arachide.
<i>Culture dispersée</i>	

- v) Le nombre de pieds intérieurs qui correspond pour chaque culture au nombre de pieds à l'intérieur du carré de rendements ;
- vi) Le nombre de pieds litigieux qui correspond au nombre de pieds dont les poquets sont sur la limite du carré de rendement ;
- vii) La moitié litigieux (Le nombre de pieds litigieux/2) ;

- viii) Le nombre total de pieds du carré (moitié litigieux+ nombre de pieds intérieurs) ;
- ix) Le nombre pieds récoltés ;
- x) Les quantités récoltées pour les 04 passages de la campagne agricole ;
- xi) Le total des récoltes ;
- xii) Et le rendement en Kg/m²

Le type de carré est fonction des cultures, et il est généralement recommandé la disposition suivante :

Type de carré par culture :
1 m ² : riz, arachide, légumes divers (oignons, choux, etc.)
4 m ² : maïs, mil/sorgho, haricot, voandzou, pomme de terre, gombo, taro/macabo, piment, tomate, etc.
25 m ² : manioc, igname, patate douce, aubergine, ananas

Estimation de la production dans l'exploitation

Les enquêtes agricoles permettent d'avoir la production de l'exploitation sur la campagne. Plusieurs techniques peuvent être utilisées en fonction des cultures.

Pour la banane par exemple, on demande pour chaque type de banane (banane douce et banane plantain) et pour chaque parcelle :

- i) Le nombre total de pieds au stade de production ;
- ii) Le nombre de pieds récoltés ;
- iii) Le poids total des régimes.

Destination de la production

Il est question de savoir pour chaque produit quelles sont :

- i) Les quantités consommées ;
- ii) Les quantités vendues ;
- iii) Les quantités transformées ;
- iv) Les quantités perdues (pertes post récoltes) ;
- v) Les quantités consacrées aux semences

Estimation de la production des campagnes précédentes

Ces estimations se basent sur la mémoire de l'agriculteur, qui est appelé à répondre aux questions suivantes pour chacune des parcelles cultivées au cours des deux dernières campagnes :

- i) Les cultures effectuées sur la parcelle ;
- ii) La superficie cultivée pour chacune des cultures les deux dernières campagnes ;
- iii) La quantité récoltée

3.3. QUESTIONS RELATIVES A LA PRODUCTION ANIMALE

Cheptels et paramètres d'exploitation

Les questions sur le cheptel concernent généralement 5 spéculations : les bovins, les ovins, les caprins, les porcins et les volailles.. Les informations sont généralement demandées par catégorie en ce qui concerne les différentes spéculations, et permet de déterminer le cheptel et de calculer les différents paramètres d'évolution du cheptel.

Les catégories retenues sont généralement les suivantes :

Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Volailles
Veaux (<1 an)	Agneaux (<1 an)	Chevreaux (<1 an)	Porcelets (<8 mois)	Poules race locales
Taurillon (1 - 2ans)	Béliers (1 - 2ans)	Boucs entiers (1 an et +)	Verrats (8 mois et +)	Coqs race locale
Géniteurs (>=3ans)	Moutons (3ans et +)	Boucs castrés	Truies (8 mois et +)	Poules Pondeuses
Taureaux castrés	Agnelles (<1 an)	Chevrettes (<1 an)		Poulets de chair
Vêles (<1 an)	Brebis (1 an et +)	Chèvres (1 an et +)		Pintades
Génisses (1 - 2ans)				Canards
Vache (3 ans et +)				Dindons & Dindes
				Oie

Pour chacune de ces catégories, les données sur les effectifs présents et les mouvements de troupeaux sont collectées pour l'année de référence de l'enquête, et l'année précédant celle-ci.

Ainsi, les informations suivantes sont collectées :

- i) Total animaux présents de Race améliorée ;
- ii) Total animaux présents de Race locale ;
- iii) Effectif animaux consommés au cours de la période (un an) ;
- iv) Effectif d'animaux vendus au cours de l'année (il s'agit des animaux vendus sur pieds ou abattus pour vente) ;
- v) Effectifs d'animaux donnés au cours de la période ;
- vi) Effectifs d'animaux morts au cours de la période ;
- vii) Effectifs d'animaux perdus ou volés au cours de la période.

Les mêmes questions sont posées pour la période précédant la période de référence de l'enquête.

Les produits dérivés de l'élevage sont obtenus pour chaque catégorie. A ce niveau, il est question de savoir quelles sont pour le lait, le cuir et les œufs :

- i) Les quantités produites par catégorie d'animal ;
- ii) Les quantités consommées ;
- iii) Les quantités vendues et les quantités données.

Les données sur la volaille présentent des spécificités. S'il est vrai que le cheptel de volailles traditionnel peut être obtenu lors d'une collecte de manière transversale, pour l'aviculture moderne (poulets de chair, poules pondeuses et reproducteurs) il est important de capter la production totale sur l'année, en prenant les variables telles que :

- i) La capacité d'accueil ou de production de la ferme ;
- ii) L'effectif présent ;
- iii) Le nombre de bandes au cours des 12 derniers mois ;
- iv) L'effectif moyen par bande.

En dehors des 5 spéculations présentées ci dessus, d'autres spéculations peuvent faire l'objet de collecte de données sur la production :

Equins

Asins

Camelins

Elevages non conventionnels (lapins, cobayes ; cailles ; aulacodes ; escargots).

Alimentation animale

On s'intéresse ici aux aliments donnés aux animaux et à leur approvisionnement en eau de boisson.

Les catégories d'aliments auxquels on s'intéresse sont les suivantes :

- i. Provende achetée
- ii. Provende composée par l'éleveur
- iii. Déchet de cuisine
- iv. Abats d'animaux
- v. Déchets agro alimentaires
- vi. Sous-produits agricoles
- vii. Fourrages
- viii. Foin
- ix. Compléments minéraux

Pour chacune de ces catégories d'aliments, les informations suivantes sont collectées :

- l'utilisation ou non de la catégorie d'aliment pour l'alimentation des animaux
- les quantités en Kg données mensuellement à vos animaux
- l'origine des aliments :

Modalités	description
<i>même localité⁴</i>	Les aliments sont achetés dans la même localité que celle où se situe l'élevage
<i>localité voisine</i>	Les aliments sont achetés dans une localité voisine à celle où se situe l'élevage
<i>localité lointaine</i>	Les aliments sont achetés dans une localité suffisamment éloignée de celle où se situe l'élevage

⁴ Une *localité* est un site habité, c'est-à-dire un groupe d'habitation délimité dans l'espace. Elle est généralement identifiée par un nom reconnu par la population et rattachée à un village. Sont assimilés à des localités les hameaux et les campements d'agriculteurs, de pêcheurs ou d'éleveurs et les habitations isolées (BUCREP)

Concernant l'abreuvement des animaux, les informations suivantes sont captées :

L'ordre d'importance des points d'eau d'abreuvement des animaux (Puits ; Forage ; Rivière ; Borne fontaine ; Mare ; Source)

La permanence du principal point d'eau ;

La distance entre l'exploitation et le principal point d'eau.

Santé animale

La santé animale est généralement abordée du point de vue de l'utilisation des produits vétérinaires et des comportements adoptés par les éleveurs face aux cas de maladie ou de mortalité. Cependant, les aspects de bonne pratique sont quelques fois évoqués en termes de biosécurité, et des enquêtes spécifiques peuvent être conduites pour mesurer la prévalence des maladies. Ainsi, les informations suivantes peuvent être obtenues :

- l'existence ou non des cas de maladie dans l'exploitation
- Les actions effectuées en cas de maladie, qui ont les modalités suivantes, non exclusives :

Modalités	Description
Signalé au vétérinaire	L'éleveur a contacté un vétérinaire pour lui présenter le cas de maladie repérer dans son élevage
informé le voisin	L'éleveur a contacté un voisin pour lui présenter le cas de maladie repérer dans son élevage
Alerté le Chef de village	L'éleveur a contacté le chef de village pour lui présenter le cas de maladie repérer dans son élevage
rien dit à personne	L'éleveur n'a signalé à personne le cas de maladie détecté
Traité moi-même	L'éleveur à lui-même administré un traitement à son animal
Autres	L'éleveur a fait autre chose que ce qui est évoqué ci-dessus.

- **L'existence ou non de mortalité dans l'exploitation;**

la destination des animaux morts (qui peuvent être vendu ; mangé ; donné ; brûlé ; enterré ; jeté dans la poubelle ; jeté dans le champ ou la rivière). Ces modalités sont non exclusives.

- La facilité d'accès ou non aux médicaments
- Le lieu d'acquisition des médicaments (*A la pharmacie vétérinaire ; aux vendeurs ambulants*)

3.4. COLLECTE DE DONNEES SUR LA PECHE ET L'AQUACULTURE

Données relatives à l'aquaculture

Dans les enquêtes sur l'aquaculture, l'unité statistique est, comme dans le cas des enquêtes agropastorales, l'exploitation aquacole. *Une exploitation aquacole est définie comme une unité économique située en un lieu géographiquement bien distinct de la zone d'étude, dans lequel ou à partir duquel s'exercent des activités de production ou de vente de poissons et/ou d'alevins.*

En dehors des questions liées aux contraintes de développement de l'activité aquacole, les questionnaires pour la collecte des données en aquaculture sont organisés en cinq grands groupes de variables :

1. identification des responsables des fermes aquacoles ;
2. caractéristiques et conduite de l'aquaculture ;
3. caractérisation des sites de production aquacole ;
4. caractérisation des structures de production aquacole ;
5. emploi.



3.4.1.1. Identification des responsables des fermes aquacoles

Cette rubrique reprend les questions relatives à l'identification de l'enquêté telles que présentées dans les paragraphes précédents (nom, sexe, âge, situation matrimoniale, lien de parenté, appartenance à une OP, etc.). En plus de ces informations génériques, les informations sur le nombre de fermes aquacoles à la charge de l'exploitant, les questions liées à la formation en pisciculture, le nombre d'années d'expérience dans la pratique de l'aquaculture doivent être captés.


Modalités de la formation en pisciculture

Modalités	Description
Formation diplômante	Correspond à un exploitant ayant reçu une formation dans une école professionnelle en aquaculture et pas dans les séminaires et ateliers
Séminaire/atelier	Correspond à un exploitant ayant reçu une formation en aquaculture au cours des séminaires et ateliers
Les deux	Correspond à un exploitant ayant reçu les deux formations ci dessus
Sans formation	Il s'agit d'un exploitant n'ayant reçu aucune formation en aquaculture ; ni dans les écoles professionnelles, ni dans les ateliers/séminaires

3.4.1.2. Caractéristiques et conduite de l'aquaculture

Il est question de ressortir dans cette rubrique les caractéristiques et le mode de conduite des exploitations aquacoles. Les principales variables qui sont collectées portent sur :

Type de milieu d'élevage : il s'agit principalement et de façon non exclusive du type d'étang ou de la nature du site où se pratique l'aquaculture. Les modalités sont les suivantes :

Modalités	Description
Etangs de barrage	étang artificiel résultant de la construction d'une digue pour barrer un cours d'eau.
Etangs en séries	suite d'étangs adjacents les uns aux autres et dont le remplissage en eau de l'un ne peut être effectué que si celui du précédent est effectif. C'est le trop plein d'eau d'un étang qui se déverse dans le suivant et ainsi de suite
Etangs en déviation	étangs dont l'approvisionnement en eau est fait à partir de canaux qui drainent l'eau d'un cours d'eau ou d'une rivière situé en amont
Etang de nappe phréatique	étangs dont la source d'eau est une nappe phréatique souterraine sur laquelle l'étang est aménagé
Cages	
Bacs	
Circuit fermé	

Option d'élevage. Cette question vise à capter l'option d'élevage pratiquée par un exploitant en s'intéressant au principal objectif de la production. Les modalités sont :

Modalités	
Pré-lavère	
Production d'alevins	
Pré-grossissement	
Grossissement	

Spéculations élevées. Les spéculations produites dans l'exploitation sont captées à ce niveau. Il s'agit sans être exhaustif du tilapia, du clarias (silure), de la carpe, du kanga, du poisson vipère, de l'heterobranchus, de l'hemichromis.

Alimentation. Cette question s'intéresse à l'alimentation des poissons et capte le type d'aliment utilisé. Les modalités sont entre autres : aliment naturel, résidus de récolte, provende, granulé pour poisson et résidus de cuisine.

Source d'alevins. Il s'agit de la provenance des alevins mis en culture dans l'exploitation. Les modalités sont les suivantes :

Modalités	Description
De l'exploitation	Les alevins sont produits dans l'exploitation. L'exploitant dispose dans ce cas des géniteurs qui ont pour rôle la production des alevins.
Autres exploitations	Les alevins sont fournis par d'autres producteurs
Cours d'eau environnant	Les alevins sont ramassés par l'exploitant dans la nature, notamment les cours d'eau environnants.
Station aquacole	Les alevins sont fournis par les stations étatiques œuvrant dans la vulgarisation de l'activité aquacole.
Producteurs agréés	Les alevins sont fournis par les producteurs agréés
Pêcheurs	Les alevins sont fournis par les pêcheurs

Si l'exploitant produit des alevins, il est recommandé de s'intéresser au nombre et aux espèces d'alevins produits et à la fréquence de production des alevins.

Durée moyenne d'un cycle de production. Cette information est captée en nombre de mois et indique le temps moyen qui s'écoule entre l'ensemencement et la récolte dans l'exploitation.

Evaluation de la production de poissons. Les questions relatives à l'évaluation de la production de poisson sont principalement la date de la première récolte, le nombre total de récoltes depuis le début des activités, la date de la dernière récolte, le poids total à la dernière récolte et la fréquence de la récolte.

Principal lieu de vente de la production. L'information recherchée porte sur le principal lieu de vente de la production aquacole. Les modalités sont :

Modalités	Description
Pas concerné	La production de l'aquaculture n'est pas commercialisée. Il s'agit plus souvent des aquaculteurs en début d'activités et les aquaculteurs de luxe.
Sur l'exploitation	La production est commercialisée sur le site de production.
Au marché	La production est vendue dans les marchés, soit en gros, soit en détail.

Encadrement technique. Les questions posées ici sont celles de savoir si l'exploitant bénéficie d'un encadrement technique en aquaculture, l'organisme et la nature de cet encadrement.

3.4.1.3. Caractérisation des sites de production aquacole

Cette rubrique vise à caractériser les sites de production aquacole. Les principales questions à aborder portent sur :

Type de milieu. Le type de milieu renvoie à la même réalité que celle présentée plus haut.

Coordonnées géographiques : il s'agit des relevées GPS du milieu considéré. Les informations collectées sont la latitude et la longitude.

Relief du site. Le relief du site doit être relevé. Les modalités de cette variable sont :

Modalités	Description
plaine ou plateau	surface plane
bas-fond	près des sources d'eau
Versant	surface inclinée

Mode d'acquisition du site. Le mode d'acquisition du site est important pour comprendre l'état de propriété des fermes aquacoles. Le niveau de sécurisation foncière peut aussi être abordé à ce niveau. Les modalités de cette variable sont :

Modalités

- ✓ Héritage
- ✓ prêt/usufruit
- ✓ location/ fermage
- ✓ Achat
- ✓ Gage
- ✓ Don
- ✓ bail

Type d'aquaculture. Les modalités sont :

Modalités	Description
Pisciculture	C'est l'élevage de poisson
crevetticulture	C'est l'élevage de crevettes
agro-pisciculture	C'est de la pisciculture associée à l'agriculture
pisciculture-élevage	C'est la pisciculture associée à l'élevage

Type d'alevins utilisé. L'information recherchée porte sur la nature traditionnelle ou sélectionnée des alevins utilisés dans l'exploitation. Les modalités de cette variable sont non exclusives.

Pour chaque exploitation, les informations suivantes sont collectées. Il s'agit du nombre total d'unités partype de milieu, de la superficie totale (en m²), de la permanence oui ou non de l'eau, de la valeur totale des investissements (en milliers de FCFA), le nombre d'espèces aquacoles présentes.

3.4.1.4. Caractérisation des structures de production aquacole.

Cette rubrique vise la caractérisation des structures de production aquacole. La notion de structure de production renvoie à la même réalité que la notion de milieu développée plus haut. Cette rubrique va plus en profondeur pour chaque unité (structure) de production et capte les caractéristiques individuelles. Les informations collectées portent sur les variables suivantes.

Type de structure de production aquacole. Cette notion renvoie à la même réalité que le type de milieu.

Etat actuel de la structure. L'intérêt de cette variable est de ressortir le nombre de structures aquacoles fonctionnelles. Les modalités à retenir sont les suivantes :

Modalités	Description
Fonctionnel	La structure est effectivement en production au moment de la collecte
arrêt momentané d'activité	La structure est momentanément en arrêt d'activités soit pour des raisons de vide sanitaire, soit pour des raisons techniques, soit tout autre raison justifiant l'arrêt momentané de production.
abandonné	La structure de production est complètement abandonnée et l'espoir de remise en fonctionnement n'est pas imminent.
en construction	La structure est en construction

Les dimensions des structures de production sont captées. Il s'agit de la longueur, de la largeur ou du côté pour les structures de forme rectangulaire ou carrée et du diamètre pour les structures de forme circulaire. La profondeur est également relevée pour l'estimation du volume de la structure de production. La superficie (en mètre carré) est aussi estimée.

Alimentation en eau. Les modalités de cette variable sont consignées dans le tableau ci-dessous:

Modalités	Description
eau courante	L'eau utilisée est issue du système de distribution d'eau du secteur (réseau CDE). Il s'agit principalement de l'eau pour les structures telles que les bacs, le circuit fermé, etc.
par canalisation d'eau de pluie	L'eau de pluie est canalisée à des fins d'aquaculture
par canalisation d'eau d'une rivière	L'eau provient d'une rivière à partir d'un système de canalisation
barrage d'une rivière	Une digue est construite sur une rivière de sorte à barrer l'eau et à l'utiliser à des fins de l'aquaculture
nappe phréatique	La source d'eau est une nappe phréatique souterraine sur laquelle l'étang est aménagé
Forage	La source d'eau est un forage muni d'un système de canalisation.

Couleur de l'eau. Les modalités sont transparente claire, faiblement verte, très verte, faiblement boueuse et fortement boueuse.

Types de sol autour du plan d'eau/étang. Les modalités de cette variable sont sableux latéritique argileux et argilo-sableux

3.4.1.5. Emploi

Dans la pratique de l'aquaculture, il est préférable de capter l'emploi selon les différentes étapes de conduite de l'aquaculture. Le tableau ci-dessous en est une illustration :

Opérations	Familiale		Rémunérée	
	Homme	Femme	Homme	Femme
Préparation/entretien du site				
Conduite de l'élevage				
Récolte				
Commercialisation				

Données relatives à la pêche

4. ENQUETES RELATIVES AUX INFRASTRUCTURES ET BTP

Deux grands types d'opérations ont été réalisés ces dernières années dans le secteur des infrastructures et BTP. Il s'agit de l'inventaire des routes rurales réalisées par le MINTP avec l'appui technique de l'INS et l'enquête sur le trafic routier au Cameroun qui est une production annuelle du MINTP.

Les indicateurs principalement attendus de ces importantes opérations sont :

- Linéaire des routes rurales ;
- Etat des routes rurales ;
- Taux d'accessibilité ;
- Type de routes ;
- Densité du réseau routier ;
- Nombre et type d'ouvrage d'art ;
- Trafic routier ;
- Origine et destination des véhicules, passagers et marchandises.



4.1. Infrastructures routières : Inventaires des routes rurales

La collecte des données sur les routes vise à connaître les caractéristiques du réseau routier national. La route est en effet constituée non seulement de l'espace prévu pour la circulation, mais également de l'ensemble des objets qui se trouvent sur celle-ci et qui facilitent la circulation. Les collectes de données relatives aux infrastructures routières vont donc distinguer deux types d'unités, les tronçons de routes (tracés), et les points et infrastructures remarquables le long de ces tronçons (waypoints pour emprunter au langage cartographique). La collecte des données y relatives est effectuée grâce à des fiches élaborées à cet effet.

4.1.1 Collecte de données relatives aux tronçons de routes (tracés)

L'unité statistique est le tronçon de route. L'ensemble des tronçons est défini comme étant une partition de la route. Un tronçon est défini sur la base des critères combinés de praticabilité, de largeur et de revêtement.

Renseignements généraux

Il s'agit d'identifier d'abord le tronçon et ensuite, donner les renseignements sur la collecte et l'exploitation des données.

i) Identification du tronçon

L'identifiant doit être unique. Pour le cas de l'inventaire des routes rurales, il est constitué des informations suivantes :

- Code de la Région
- Code du Département
- Code de l'Arrondissement
- Numéro du jour
- Code GPS
- Numéro d'ordre du tronçon

Pour les codes des trois premiers éléments sus-cités, on se réfère à la nomenclature des circonscriptions administratives du Cameroun.

ii) Renseignements sur la collecte et l'exploitation des données

Cette section permet d'identifier les personnes impliquées dans la collecte des données, la date de collecte ainsi que les informations sur la saisie. Il s'agit de :

- Nom des Superviseurs régionaux
- Nom des Superviseurs départementaux
- Nom des Enquêteurs
- Numéro du GPS ayant servi à la collecte
- Numéro équipe des binômes

Ces éléments ont des codes préalablement attribués

4.1.2 Informations sur les caractéristiques des tracés

Numéro d'ordre du Tracé dans l'arrondissement

Pour chaque tronçon, on reporte le numéro d'ordre du tronçon au jour de collecte. Ce numéro d'ordre doit être le même que celui inscrit dans le GPS. En effet, l'identification du tronçon de manière unique est la condition pour une mise en commun des données géographiques collectées à l'aide du GPS et les données sémantiques portées dans la fiche de collecte.

i) Type

Le type d'un tronçon de route est donné par la nomenclature du réseau routier national. Les modalités correspondantes sont les suivantes :

<i>Modalité</i>	<i>Description</i>
<i>Nationale</i>	qui relie essentiellement les chefs lieux de province à la capitale Yaoundé et le Cameroun au pays voisins
<i>Régionale</i>	relie, à l'intérieur d'une province, les chefs-lieux de département, à la capitale provinciale
<i>Départementale</i>	relie, à l'intérieur d'un département, les arrondissements aux chefs-lieux de département
<i>Rurale</i>	desservent les campagnes, les plantations, les zones industrielles locales...elles permettent de relier les zones de production aux marchés locaux ou aux centres de commercialisation

On observe le type du tronçon et on précise le code correspondant.

ii) Etat du tronçon

Il s'agit de l'appréciation personnelle qui devra être la plus objective possible.

- bon
- médiocre
- mauvais

Numérotation des routes (num_route)

Numérotation officielle d'une route classée.

N'intéresse que les nationales, provinciales et départementales en attendant la définition d'une



nomencature pour les routes rurales. Cet attribut ne peut être modifié que par décision ministérielle. C'est le MINTP qui en assure la validité

Code_visage : Chaque route classée est numérotée selon une nomenclature définie par le MINTP. Ce code permet de garantir un lien avec la Base de Données Routières gérée au sein du MINTP sous le logiciel Visage. C'est le MINTP qui assure la validité de ce code unique identifiant chaque route classée.

Section_route : Chaque route est subdivisée en sections continues. Une section est identifiée par un libellé rappelant le point de départ et d'arrivée de la section de route. C'est le MINTP qui assure la validité de cette désignation unique

Code_section : Une section de route est identifiée de façon unique par un code. C'est le MINTP qui assure la validité de ce code unique.

Code_région : Définit sur 3 lettres. C'est le MINTP qui assure la validité de ce code unique. La codification est la suivante :

<i>ADA</i>	Adamaoua
<i>CEN</i>	Centre
<i>ENO</i>	Extrême Nord
<i>EST</i>	Est
<i>LIT</i>	Littoral
<i>NOR</i>	Nord
<i>NOU</i>	Nord Ouest
<i>OUE</i>	Ouest
<i>SOU</i>	Sud Ouest
<i>SUD</i>	Sud

Classement : Définit le classement administratif du tronçon de route. Par défaut tout le réseau non numéroté est classé en route rurale. Le classement administratif de la route fait l'objet d'une décision ministérielle jusqu'au niveau départemental. La décomposition est la suivante :

Nationale	Route nationale
Provinciale	Route provinciale
Départementale	Route départementale
Non classée	En cours de classement
Route rurale	Autre route, chemin ou sentier non numéroté

Gestionnaire de route : Définit à priori quelle autorité est gestionnaire de la route. Le gestionnaire est celui qui planifie l'entretien du réseau, pas nécessairement celui qui le finance ou qui exécute les travaux. Le gestionnaire est défini par l'Etat ou fait l'objet de concessions ou d'accords avec des structures privées ou parapubliques

Modalités	Description
Etat	Par défaut toutes les nationales sont gérées par l'Etat central
Région	Par défaut toutes les routes provinciales et départementales sont gérées au niveau des délégations provinciales.

Commune	Par défaut, les routes rurales de circulation sont gérées par les communes.
Société parapublique	Les groupes agroindustriels (SODECOTON, SOSUCAM) gèrent leur propre réseau de collecte.
Privé	Certaines sociétés privées, en particulier d'exploitation Forestière gèrent un réseau de desserte aux zones d'exploitation

Type de route/classement : Définit la nature générale de la route. Chaque organisme effectuant des relevés est habilité à proposer le type observé.

Modalités	Description
Route revêtue	Désigne une route asphaltée ou revêtue dont les éléments de revêtement sont visibles et non dégradés.
Route non revêtue	Désigne une route non revêtue disposant des aménagements nécessaires à une circulation fluide.
Piste / Chemin	Désigne une route non revêtue sans aménagement (bas cotés)
Trace / Sentier	Désigne tout axe de réseau non praticable. L'ensemble des axes visibles sur les anciennes cartes mais non reportés dans les différentes bases de données issues de télédétection ou de relevés GPS sont classés par défaut en [Trace / Sentier]

Chaussée/couche de surface : Attribut issu de la base de données routières gérée par le MINTP et désignant selon une codification interne la nature du revêtement. En dehors du réseau classé, chaque organisme effectuant des relevés est habilité à proposer la nature de la chaussée observée. C'est le gestionnaire du MINTP qui affectera le libellé normalisé. Les modalités sont :

- argile
- béton bitumeux
- enduit superficiel
- grave concassée
- grave latéritique naturelle
- karral
- pavé en béton hydraulique
- pouzzolane
- roche
- sable
- sol naturel
- NC



iii) Largeur moyenne (en m)

La largeur est la distance entre les bords intérieurs de la chaussée d'un tronçon de route. Elle est mesurée à l'aide du décimètre et estimée en mètre. Il s'agit bien de la largeur moyenne du tronçon.

iv) Vitesse moyenne de déplacement en voiture et à moto

- sup. à 40 km/h
- 20 à 40 km/h
- inf. à 20 km/h

Désignation : Définit l'usage général qui est fait de la route ou sa vocation, Chaque organisme effectuant des relevés est habilité à proposer l'usage de la route. Ces valeurs sont implémentées a priori par défaut et devront faire l'objet de mise à jour par complètement de terrain.

Modalités	Description
Route de liaison	Désigne une route reliant deux localités et intégrant un réseau d'ordre supérieur.
Route d'exploitation	Désigne une route dont la finalité est l'accès à une zone d'exploitation forestière
Route d'exploitation agricole	Désigne une route dont la finalité est l'accès à une zone d'exploitation agricole
Desserte	Désigne une route généralement en cul de sac permettant l'accès à un établissement ou une zone d'intérêt divers
NC	Information non disponible

Importance : Définit une hiérarchisation a priori du réseau. Cette hiérarchisation dépend du gestionnaire et n'a pas un sens formel ou officiel. A priori c'est le gestionnaire de la route qui doit définir la hiérarchisation du réseau qu'il gère. Cependant lors de la collecte d'information sur le terrain, le collecteur peut visuellement hiérarchiser le réseau si cette hiérarchie n'existe pas de façon officielle. Sur le réseau classé, c'est clairement l'Etat qui définit cette hiérarchie. On a les routes :

- principale : tout le réseau national et bitumé est classé en « principale »
- secondaire : tout le réseau non classé de routes non revêtues est classé en secondaires
- sans : tout le reste de réseau

4.1.3 Praticabilité de la route en saison sèche et saison de pluie

Il s'agit de l'appréciation personnelle qui devra être la plus objective possible. On peut observer les moyens de locomotion qui passent au moment de la collecte et juger de ceux qui pourraient également y circuler. On peut également demander la contribution des riverains ou du moto-taximan qui le transporte. Les modalités sont les suivantes, en faisant une distinction entre la praticabilité en saison sèche et en saison de pluies.

La qualité est appréciée par la vitesse de circulation

<i>Modalité</i>	<i>description</i>
Tous véhicules	La praticabilité est totale en saison sèche. Tous les véhicules, y compris les véhicules bas peuvent emprunter la route. Par défaut, toutes les routes revêtues sont classées ainsi.
4X4	Seuls les véhicules tout terrain à quatre roues motrices peuvent emprunter ces routes même en saison sèche. par défaut, les deux roues peuvent également les emprunter
2 roues	Seuls les véhicules 2 roues (moto, vélo) peuvent emprunter ces routes
A pieds	Routes ou sentiers impraticables par tout types de véhicules
NC	Route non couverte par l'inventaire

Etat : Définit une appréciation de l'état de la route à partir de la vitesse moyenne. Cet attribut concerne plus spécifiquement les routes non revêtues, les pistes et les chemins. En effet, une route bitumée peut être considérée en mauvais état même en garantissant une vitesse moyenne supérieure à 40km/h. Elle sera pourtant classée en bon état dans le référentiel. Chaque organisme effectuant des relevés est habilité à proposer un état de la route. Ces valeurs sont implémentées à priori par défaut et devront faire l'objet de mise

Modalités	Description
bon	Route garantissant une vitesse moyenne supérieure à 40 km/h en saison sèche. Toutes les [Routes revêtues] ont été classées par défaut en bon état
Moyen	Route garantissant une vitesse moyenne comprise entre 20 et 40 km/h en saison sèche. Toutes les [Routes non revêtues] ont été classées par défaut en
Mauvais	Route ne permettant qu'une vitesse moyenne inférieure à 20 km/h en saison sèche. Tous les [Pistes / Chemins] ont été classés par défaut en
Impraticable	Route impraticable même en saison sèche. Tous les [Traces / Sentiers] ont été classés par défaut en impraticable.

Saisonnalité : Influence de la saison sur la praticabilité de la route. Une route en moyen état avec une saisonnalité forte est susceptible d'être en mauvais état durant la saison des pluies. Chaque organisme effectuant des relevés est habilité à proposer la saisonnalité de la route. On a :

Modalités	Description
Forte	En l'absence d'information, par défaut toutes les routes situées à moins de 20 km d'une zone humide (sauf le réseau revêtu) ont une saisonnalité
Faible	En l'absence d'information, par défaut toutes les autres routes ont une saisonnalité faible. Toutes les routes revêtues ont une saisonnalité faible

Trafic moyen journalier : Définit le trafic moyen journalier tel que mesuré par des opérations de Comptage routier

4.2. Collecte de données relatives aux Waypoints

Les informations recherchées concernent à la fois les caractéristiques des infrastructures socioéconomiques de chaque tronçon de la route, et celles des éléments ponctuels du tronçon et les ouvrages d'art. Six sections peuvent être distinguées à savoir : (i) les renseignements généraux ; (ii) les caractéristiques des ouvrages d'assainissement et de franchissement ; (iii) les caractéristiques des éléments ponctuels du réseau ; (iv) les caractéristiques des points noirs ou points critiques de la route ; (v) les Infrastructures socioéconomiques et administratives ; (vi) Localisation des chefferies de 3^e degré.

Ouvrage_d'art : Il représente les constructions permettant le franchissement d'un obstacle ou d'un cours d'eau. Les données géométriques proviennent pour une part des relevés de la SODECOTON, des fichiers Visage et d'autre part des relevés de l'inventaire des routes rurales. A terme, toutes les évaluations des ouvrages menées par le MINTP seront intégrées.

ID_ouvrage : L'identifiant est celui maintenu dans la base des ouvrages d'art du MINTP. Des travaux sont en cours pour définir une codification, pour l'instant, cet attribut n'est pas implémenté.

Nom : Nom usuel de l'ouvrage d'art lorsque celui-ci est nommé

Section : Nom de la section de route sur laquelle se situe l'ouvrage

PK : Distance kilométrique à laquelle se situe depuis le début de la section

Type : Désigne le type d'ouvrage d'art (plusieurs valeurs possibles comme par exemple : « radier / buse » L'organisme ayant fait le relevé. L'intégration est du ressort du MINTP

Modalités	Description
Pont	Ouvrage par lequel une voie de circulation, un aqueduc, une conduite franchit un cours d'eau, un bras de mer, une dépression ou une voie de circulation.
Radier	Dalle épaisse en maçonnerie ou en béton constituant la fondation d'un ouvrage, le plancher d'une fosse, d'un canal ou d'une galerie souterraine.
Gué	Traversée de cours d'eau sans aménagement
Buse	Élément de conduite qui assure l'écoulement et l'évacuation d'un fluide
Dalot	Un dalot est une construction visant à canaliser les eaux pluviales ou d'un cours d'eau. Le dalot va permettre à l'eau de s'écouler sous l'infrastructure (route ou voie ferrée). Le dalot peut être construit en tout type de matériau (Acier, Béton, PVC...)

i) Matériau de l'ouvrage

Il s'agit d'observer soigneusement l'ouvrage d'art puis choisir le code correspondant.

Modalités	Description
Béton	Mortier fait de gravier de sable de cailloux et de l'eau
Bois	Matériaux fibreux provenant du découpage de l'arbre
Métallique	Matériaux fait à base du métal
Mixte	Mélange de plusieurs types de matériaux
acier	Alliage de fer et de carbone offrant un plus grand degré de dureté
Non connu	L'information n'est pas connue dans la base

ii) Longueur de l'ouvrage(en m)

L'unité de mesure est le mètre. Se servir du mètre pour mesurer la longueur de l'ouvrage.

iii) Largeur de l'ouvrage(en m)

Même instructions que la longueur

Observation : Permet éventuellement de rajouter des observations non standardisées sur l'ouvrage

Etat de l'ouvrage : Définit l'état de l'ouvrage. Les modalités sont :

Modalités	Description
Bon	L'ouvrage est en bon état
Moyen	L'ouvrage ne présente pas de difficulté majeure pour le franchissement ou l'ouvrage est en mauvais état mais est franchissable avec précaution
Mauvais	L'ouvrage est infranchissable
NC	On ne dispose d'aucune information sur l'état de l'ouvrage

Situation actuelle : Désigne l'état de fonctionnement de l'ouvrage. Les modalités sont :

Modalités	Description
Fonctionnelle	L'ouvrage est en fonctionnel
Non fonctionnelle	L'ouvrage ne fonctionne pas
NC	L'information n'est pas disponible sur la situation de l'ouvrage

Longitude : Longitude WGS 84 de la barrière en degré décimal. La longitude est issue d'un calcul de positionnement dans le SIG

Latitude : Latitude WGS 84 de la barrière en degré décimal. La longitude est issue d'un calcul de positionnement dans le SIG ;

Date_leve : Date de levé de l'information

ID_IRR : Identifiant de l'ouvrage dans la base IRR. Cet identifiant permet de différencier les ouvrages issu de la collecte de l'IRR des autres ouvrages de la base

Chemin_photo : Lien hypertexte permettant d'accéder à la photo de l'ouvrage

Point_kilométrique : Les points

kilométriques intégrés dans la base sont ceux issus de relevés **GPS** ou du calcul axe + PK effectués par les équipes d'évaluation et d'inspection de la MAIER.

Route : Nom de la section de route sur laquelle se trouve le point

PK : Distance kilométrique à laquelle la borne se situe depuis le début de la route

Long_WGS84 : Longitude WGS 84 du point en degré décimal. La longitude est issue d'un calcul de positionnement dans le SIG.



Lat_WGS84 : Latitude WGS 84 du point en degré décimal. La latitude est issue d'un calcul de positionnement dans le SIG.

X_UTM32N : Longitude UTM du point en mètre. La longitude est issue d'un calcul de positionnement dans le SIG.

Y_UTM32N : Latitude UTM du point en degré décimal. La latitude est issue d'un calcul de positionnement dans le SIG.

iv) Point_noir

Il désigne tout élément qui impose une contrainte sur le réseau routier.

Les points noirs intégrés dans la base sont ceux issus des relevés GPS effectués dans le cadre de l'inventaire des routes rurales.

Type : Désigne le type de point noir. Les modalités sont :

Modalités	Description
Bourbier	Passage présentant les difficultés récurrentes de franchissement
Pas de franchissement	Passage présentant un obstacle au franchissement
Buse effondrée	Passage présentant un obstacle dû à une buse endommagée
Autre	Autre type de point noir

Longitude, Latitude, Date_leve, Chemin_photo : confère Informations sur les infrastructures socioéconomiques et administratives

v) Point remarquable

Élément remarquable ou visuel sur le réseau routier. Cet élément peut intégrer le dispositif routier, le contraindre (point noir / bourbier) ou constituer un point de repère (antenne,...). Les points remarquables intégrés dans la base sont ceux issus de relevés GPS effectués dans le cadre de l'inventaire des routes rurales ou en axe + PK effectués par les équipes d'évaluation et d'inspection de la MAIER

ID_IRR : Identifiant du point dans la base IRR. Cet identifiant permet de différencier les points remarquables issus de la collecte de l'IRR des autres points de la base.

Nom : Nom usuel du point remarquable s'il en possède un

Type : Désigne le type de point remarquable. La liste des types de points remarquables n'est pas exhaustive. Cette classe d'objet peut être sujette à des regroupements ou à une restructuration. Les modalités sont :

Modalités	Description
Antenne	Antenne de télécommunication ou autre constituant un point de repère majeur sur le réseau.
Bourbier/Point noir	Passage présentant des difficultés récurrentes de franchissement.
Carrefour	Croisement de deux routes.
Carrière	Carrière d'exploitation aux abords du réseau routier
Péage	Péage routier.
Point de vue	Point remarquable clairement identifié sur le réseau

	permettant une vue dégagée et lointaine sur le paysage.
--	---

Fonctionnalité : Désigne l'état de fonctionnement du point remarquable. Les modalités sont :

Modalités	Description
Fonctionnelle	Le point remarquable est en fonctionnel
Non fonctionnelle	Le point remarquable ne fonctionne pas
NC	L'information n'est pas disponible sur la situation du point remarquable

Nature des travaux : Désigne la nature des travaux en cours au niveau du point remarquable. Les modalités sont :

Modalités	Description
En construction	Le point remarquable est en construction
En réhabilitation	Le point remarquable est en réhabilitation

Etat : Désigne l'état du point remarquable. Les modalités sont

Modalités	Description
Bon	Le point remarquable est en bon état
Moyen	Le point remarquable ne présente pas de difficulté majeure pour le franchissement ou le point remarquable est en mauvais état mais est franchissable avec précaution
Mauvais	Le point remarquable est infranchissable
NC	On ne dispose d'aucune information sur l'état du point remarquable

Date_leve : date de levé de l'information

Chemin_photo : Lien hypertexte permettant d'accéder à la photo de l'ouvrage

vi) Signalisation

Elle désigne tout équipement ponctuel utilisé pour la signalisation routière. Les points de signalisation sont ceux issus des relevés GPS effectués dans le cadre de l'inventaire des routes rurales.

ID_IRR : Identifiant du point dans la base IRR. Cet identifiant permet de différencier les équipements de signalisation issus de la collecte des autres équipements de signalisation de la base.

Code_section : Code de la section de route sur laquelle se situe la signalisation

Section_route : Libellé de la section de route sur laquelle se situe la signalisation

PK : Distance kilométrique à laquelle la signalisation se situe depuis le début de la section

Type : désigne le type de signalisation. Les modalités sont :

Modalités	Description
Panneau avertissement danger	Equipement routier de signalisation qui interpelle l'utilisateur sur un



	danger
Panneau de direction	Equipement routier de signalisation qui indique une direction
Rond point	Grande place circulaire où aboutissent plusieurs voies
Ralentisseur	Equipement routier (dos d'âne) installé sur les chaussées pour faire ralentir les véhicules
Autre panneau	Désigne tout autre type de panneau

Etat : Désigne l'état de la signalisation. Les modalités sont :

Modalités	Description
Bon	La signalisation est dans un bon état
Moyen	La signalisation est dans un état médiocre mais fonctionnel
Mauvais	La signalisation est dans un mauvais état
NC	On ne dispose d'aucune information sur l'état de la signalisation



Fonctionnalité : Désigne l'état de fonctionnement de la signalisation. Les modalités sont

Modalités	Description
Fonctionnelle	La signalisation est fonctionnelle
Non fonctionnelle	La signalisation est non fonctionnelle
NC	L'information n'est pas disponible sur la fonctionnalité de la signalisation



Longitude, Latitude, Date_leve, Chemin_photo : confère Informations sur les infrastructures socioéconomiques et administratives

Station_pesage : Ensemble des stations de pesage des véhicules lourds du Cameroun. Les données ont été digitalisées approximativement par le CTIN à partir des documents du MINTP.

ID : Identifiant donné arbitrairement lors de la numérisation

Indice : Indice sur 1 caractère permettant de distinguer plusieurs plates formes au sein d'une même station de pesage.

Désignation : Nom de la station de pesage (généralement localité la plus proche)

Etat : Désigne l'état de fonctionnement de la station de pesage. Les modalités sont :

Modalités	Description
-----------	-------------

En fonctionnement	La station de pesage est opérationnelle
En attente de mise en fonctionnement	La station est construite mais n'est pas encore opérationnelle
En construction	La station est en construction
En projet	La construction de la station est en projet
Autre	

Création : Année de création de la station de pesage lorsqu'elle est existante et année de mise en exploitation pour les stations en projet

Voie_ferree : Ensemble des tronçons de voie ferrée opérationnels ou non. Les voies ferrées sont issues d'un ancien fichier qui a été intégré sans modifications.

Type : Type de voir utilisée. Les modalités sont :

Modalités	Description
Triage	Regroupement des voies dans les zones de triage
Voie simple	Voie simple de circulation

Statut : Définit si la voie est fonctionnelle ou non (sans garantie de la part du MINTP) . Les modalités sont :

Modalités	Description
Fonctionnel	Praticable et utilisée
Non fonctionnel	Voie désaffectée

Aéroport : Les aéroports sont issus des bases de données de ESRI. Open StreetMap et de la numérisation par le MINTP.

Longitude : Longitude WGS 84 en degrés décimal en degrés décimal

Latitude : latitude WGS 84 en degrés décimal en degrés décimal

Bac : Un BAC est bateau plat, parfois attaché à un câble, utilisé pour passer d'un bord à l'autre d'un cours d'eau.

Les données sur les bacs sont intégrées à mesure des relevées du MINTP ou dans le cadre de l'inventaire des routes rurales. Les attributs mentionnés sont encore purement indicatifs en attendant de disposer d'une conséquence sur les bacs.

Code : Code textuel constituant l'identifiant unique du bac

Nom du bac : Nom spécifique attribué au bac

Code_region : Définit sur trois lettres le code de la région.

Num_route : Numérotation officielle d'une route classée. N'intéresse que les nationales, provinciales, et départementales en attendant la définition d'une nomenclature pour les routes rurales.

Matricule : Aucune immatriculation n'a été élaborée jusqu'à maintenant



Année : Année de mise en circulation du bac

Etat : Définit une appréciation de l'état du bac. Les modalités sont

Modalités	Description
Bon	Le bac est en bon état
Moyen	Le bac est dans un état moyen
Mauvais	Le bac est en mauvais état
NC	L'information n'est pas connue

Situation_actuelle : désigne l'état de fonctionnement du bac. Les modalités sont :

Modalités	Description
Fonctionnel	Le bac est en bon état de fonctionnement
Non fonctionnel	Le bac ne fonctionne pas
NC	L'information n'est pas connue

Réseau : Désigne le réseau dans lequel se trouve le bac. Les modalités sont :

Modalités	Description
Nord	Ce réseau est composé des régions du Nord, de l'Extrême-nord et de l'Adamaoua
Sud	Ce réseau est composé des régions du Centre, du Sud et de l'Est
Ouest	Ce réseau est composé des régions du Littoral de l'Ouest, du Nord-ouest et du Sud-ouest

Tonnage : C'est la capacité de transport du bac évaluée en tonnes

Rivière : Définit le nom de la rivière sur laquelle se trouve le bac

Navigabilité : Définit le caractère navigable ou pas d'un cours d'eau

Largeur rivière : Définit la largeur de la rivière

Vitesse courant : Définit la vitesse du courant d'eau sur lequel navigue le bac

Durée traversée : Définit la durée de traversée du bac en minutes

Type de Bac : Définit le type de bac. Les modalités sont :

Modalités

- ✓ Moteur thermique
- ✓ Groupe électrogène
- ✓ Attraction

vii) Barrière de pluie

Les barrières de pluie sont exclusivement mises en place sur les routes en terre. Elles sont destinées à protéger les routes et assurer le respect des limitations de la circulation en temps de pluie.

Le positionnement des barrières de pluie s'est fait d'une part à partir des documents de localisation en axe + PK de ces barrières transmis par le MINTP et d'autre part à partir des données issues de l'inventaire des routes rurales. Le référencement linéaire a été systématiquement recalculé sur le sectionnement du RGRC.



Code section : Code de la section de route sur laquelle se situe la barrière de pluie

Section_route : Libellé de la section de route sur laquelle se situe la barrière de pluie

PK : Distance kilométrique à laquelle l'ouvrage se situe depuis le début de la section

Etat : Désigne l'état de la barrière de pluie. Les modalités sont :

Modalités	Description
Bon	La barrière est en bon état
Moyen	La barrière de pluie est dans un état médiocre mais fonctionnel
Mauvais	La barrière existe mais n'est plus fonctionnelle ou demande une réhabilitation
NC	Le site n'a pas été contrôlé

Fonctionnalité : Désigne l'état de fonctionnement de la barrière de pluie. Les modalités sont :

Modalités	Description
Fonctionnelle	La barrière est en fonctionnelle
Non fonctionnelle	La barrière de pluie ne fonctionne pas
NC	L'information n'est pas disponible sur la situation de la barrière de pluie

Nature des travaux : Désigne la nature des travaux en cours au niveau de la barrière de pluie. Les modalités sont :

Modalités	Description
En construction	La barrière de pluie est en construction
En réhabilitation	La barrière de pluie est en réhabilitation

Nom_lieu : Lieu d'où dépend la barrière de pluie et responsable de son maintien

Observation : Observations complémentaires concernant la barrière

Longitude : Longitude WGS 84 de la barrière en degré décimal. La longitude est issue d'un calcul de positionnement dans le SIG.

Latitude : latitude WGS 84 de la barrière en degré décimal. La latitude est issue d'un calcul de positionnement dans le SIG.

Date_lévé : date à laquelle l'information a été collectée.

Chemin photo : Lien hypertexte permettant d'accéder à la photo de la barrière de pluie

Type : L'ouvrage peut être un *péage, un BAC, une barrière de pluie, un rond point, un dos d'âne, un panneau, Autre à préciser.*

Le type de panneau : il s'agit de dire si c'est *une borne kilométrique ; un panneau de direction ; un panneau avert. Danger ; Autre à préciser.*

Situation actuelle de l'ouvrage (Fonctionnelle ; Non fonctionnelle ; En construction ; En réhabilitation; Autre à préciser)

viii) Etat de l'ouvrage

Il peut être : Bon ; Médiocre ; Mauvais

Points noirs/critiques de la route

Pour les questions liées au Numéro d'ordre de l'ouvrage d'art (waypoints) et Numéro d'ordre de la photo dans l'arrondissement, bien vouloir tenir compte des instructions de la section 6.1.1

Type de points noirs/critiques :

Modalités	Description
<i>bourbier</i>	Route humide composée d'une dépression dont le sol est couvert de boue
<i>fondrière</i>	Sorte d'enfoncement dans le sol, où les eaux bourbeuses s'amassent
<i>buse affaissée/ effondrée</i>	Buse détériorée en raison de l'usage, vieillissement, ou autres raisons.
<i>absence d'ouvrage de franchissement</i>	Absence de pont, buse, radié, dalot, viaduc etc..
<i>Autre (à préciser)</i>	

ix) Longueur de la section abîmée (en m)

Confère section 6.1.1

4.3. Informations sur les infrastructures socioéconomiques et administratives

4.3.1 Infrastructure économique

Les données géométriques proviennent des relevés GPS de l'inventaire des routes rurales.

ID_IRR : Identifiant de l'infrastructure économique dans la base IRR. Cet identifiant permet de différencier les infrastructures économiques issues de la collecte de l'IRR des autres infrastructures économiques de la base.

Type : Désigne le type de l'infrastructure. Les modalités sont :

Modalités	Description
Contrôle forestier	Poste de contrôle forestier
Ecotourisme	Ou encore appelé tourisme vert; est une des formes du tourisme durable, plus centrée sur la découverte de la nature (écosystèmes, mais aussi agro systèmes et tourisme rural)
Marché	Lieu public où l'on vend toute sorte de denrées et d'objets
Plantation	Exploitation agricole
Poste agricole	(Se référer au développement ci-dessous)

Un **poste agricole** désigne la représentation du MINADER au niveau des villages. Il a pour rôle de mettre en œuvre le plan d'action du MINADER en ces lieux. Il s'agit entre autres de :

- Faciliter grâce aux appuis divers et multiformes, l'acquisition des engrais et pesticides par les organisations professionnelles
- Soutenir de manière multiforme les filières à fort enjeu de sécurité alimentaire à l'instar des filière maïs, riz, sorgho, manioc, pomme de terre, patate douce, banane plantain, huile de palme
- Encourager la mise en place des petites unités de transformation et de conditionnement des produits agricoles
- Transférer les résultats et des innovations technologiques de la recherche aux différents acteurs et partenaires du développement (diagnostics continus, diagnostics discontinus de base, appuis techniques, ateliers de formation des personnels de vulgarisation, tests et essais en milieu paysan, ateliers de restitution, journées portes ouvertes, etc.).

Un **marché** désigne le rassemblement à but commercial, généralement périodique et dans un lieu prédéterminé, de marchands vendeurs et de personnes acheteuses, consommatrices ou non.

4.3.2. Infrastructure Sociale

✓ **Nom :** Nom de l'infrastructure

Situation : Définit le niveau de fonctionnement de l'infrastructure qui peut être : Fonctionnelle ; Non fonctionnelle ; En réhabilitation ; ou en construction

Longitude : Longitude WGS 84 de l'infrastructure en degré décimal

Latitude : Latitude WGS 84 de l'infrastructure en degré décimal

Date_leve : Date à laquelle l'information a été collectée

Chemin_photo : Lien hypertexte qui permet d'accéder à la photo de l'infrastructure

✓ **Infrastructure_religieuse**

Les données géométriques proviennent des relevés GPS de l'inventaire des routes rurales.

ID_IRR : Identifiant de l'infrastructure religieuse dans la base de l'IRR. Cet identifiant permet de différencier les infrastructures religieuses issues de la collecte de l'IRR des autres infrastructures religieuses de la base.

Type : désigne le type d'infrastructure religieuse. Les modalités sont :

Modalité	Description
EBC	Eglise baptiste du Cameroun
Eglise catholique	Eglise catholique
EEC	Eglise évangélique du Cameroun
EPC	Eglise presbytérienne du Cameroun
UEBC	Union des églises baptistes du Cameroun
Autres	Toutes les autres confessions religieuses (Eglises réveillées, Mosquées, ...)

Situation : Définit le niveau de fonctionnement de l'infrastructure religieuse qui peut être : Fonctionnelle ; Non fonctionnelle ; En réhabilitation ; en construction ou ne sait pas.

Longitude, latitude, Date_leve, Chemin_photo : confère section Informations sur les infrastructures socioéconomiques et administratives

✓ Chefferie

Les chefferies traditionnelles sont un échelon de l'organisation administrative au Cameroun. Elles représentent des petites unités administratives à la tête desquelles on trouve des chefs traditionnels. Elles sont régies par un décret de 1977[1]. La loi constitutionnelle du 18 janvier 1996 assure la représentation des chefferies traditionnelles en prévoyant leur présence dans les conseils régionaux

✓ Catégorie de chefferies

Les chefferies sont catégorisées en degré selon leur taille et leur hiérarchie historique :

- Premier degré : Chefferie qui couvre au moins deux chefferies du deuxième degré et dont le territoire ne peut aller au-delà des limites départementales ;
- Deuxième degré : Chefferie qui couvre au moins deux chefferies du troisième degré et dont le territoire ne peut aller au-delà des limites d'arrondissements ;
- Troisième degré : village, en milieu rural ou quartier, en milieu urbain.



Les données géométriques proviennent des relevés GPS de l'inventaire des routes rurales.

Nom : Nom de la chefferie

Code_RGPH : Aucune définition disponible

Type : On ne dispose pour l'instant d'aucune information sur la définition de cet attribut.

Canton : Canton dans lequel se trouve la chefferie, si l'information existe.

Date_leve : Date à laquelle l'information a été collectée.

Chemin_photo : Lien hypertexte permettant d'accéder à la photo de la chefferie.

✓ Etablissement sanitaire

Une formation sanitaire est un établissement prestataires des services sanitaires. Les intervenants en matière de santé au Cameroun travaillent au sein d'un système structuré en trois niveaux : central, intermédiaire et périphérique.

Tableau 1: Les différentes structures de soins du système national de santé publique du Cameroun

Niveau	Structures de soins
Central	<ul style="list-style-type: none"> Hôpitaux Généraux de référence Centre Hospitalier et Universitaire Hôpitaux Centraux
Intermédiaire	Hôpitaux Régionaux et assimilés
Périphérique	Hôpitaux de District Centres Médicaux d'Arrondissement Centres de santé

Les données géométriques proviennent des relevés GPS de l'inventaire des routes rurales.

ID_IRR : Identifiant de l'établissement sanitaire dans la base de l'IRR. Cet identifiant permet de différencier les établissements sanitaire issus de la collecte de l'IRR des autres établissements sanitaire de la base.

Type : désigne le type établissement sanitaire. Les modalités sont :

Modalité	Description
CMA	Centre médical d'arrondissement
CSI	Centre de santé intégré
HD	Hôpital de district
Hôpital de la 1ere à la 3eme catégorie	

Nom : Nom de l'établissement sanitaire

Situation : Définit le niveau de fonctionnement de l'établissement sanitaire qui peut être : Fonctionnelle, Non fonctionnelle, En construction, en réhabilitation.

Longitude : Longitude WGS 84 de l'établissement sanitaire en degré décimal

Latitude : Latitude WGS 84 de l'établissement sanitaire en degré décimal

Date_leve : Date à laquelle l'information a été collectée

Chemin_photo : Lien hypertexte qui permet d'accéder à la photo de l'établissement sanitaire.

✓ Etablissement_scolaire

Le système éducation camerounais formel est constitué de deux sous-systèmes : le sous-système francophone et le sous-système anglophone. Chaque sous-système comprend cinq niveaux d'enseignement : le préscolaire/maternelle, le primaire, le post-primaire, le secondaire et le normal. L'enseignement supérieur quant à lui est commun aux deux sous systèmes.

On distingue dans chaque sous-système l'enseignement public et l'enseignement privé. L'enseignement privé comprend le privé laïc et le privé confessionnel à savoir, catholique, protestant, et islamique.

Outre les écoles publiques et privées et les ENIEG, il existe aussi des centres préscolaires communautaires (CPC) et des Centres d'Education de Base Non Formel (CEBNF), des écoles

des parents toutes créées à l'initiative de communautés villageoises, de communes, des associations, des ONG ou de promoteurs locaux. Le suivi des structures éducatives non formelles est difficile à cause de l'absence de cadre juridique et institutionnel formel régissant le fonctionnement de ces structures.

Les structures prestataires de services dans l'enseignement secondaire sont les Lycées et collèges d'enseignement général, technique et professionnel et les ENIET.

✓ Les niveaux d'enseignement

i. L'enseignement préscolaire/maternel

L'enseignement préscolaire est constitué de l'ensemble des programmes qui prend en compte, les enfants de 0 à 5 ans. Elle couvre les aspects suivants : Santé de l'enfant, protection, éveil, éducation et environnement.

Dans le système formel, l'enseignement maternel dure deux ans dans les écoles publiques et trois ans dans les écoles privées. L'âge d'admission est de 4 ans dans le public alors que le privé encadre les enfants dès l'âge de 3 ans.

Dans le système non formel, l'encadrement de la petite enfance est assuré par les Centres Préscolaires Communautaires : Ce sont des structures communautaires créées par les ONG pour accueillir les enfants de 3 à 5 ans. Elles sont implantées là où les écoles maternelles formelles n'existent pas.

ii. L'enseignement primaire

La durée du cycle primaire est de six ans. L'âge légal d'admission à ce niveau d'enseignement est de 6 ans et représente la seule condition d'inscription pour un enfant, qu'il ait suivi ou non l'enseignement maternel. Le diplôme de fin de cycle est le CEP pour le sous-système francophone ou le FSLC pour le sous-système anglophone.

iii. L'enseignement secondaire général et technique

La durée totale de l'enseignement secondaire général et technique et professionnel est de 7 ans, dont 4 années d'études pour le premier cycle et 3 années pour le second cycle dans le sous-système francophone. Dans le sous-système anglophone le premier cycle dure 5 années et le second cycle dure 2 ans. Les études de chaque cycle sont sanctionnées par le BEPC, le CAP, le Probatoire, le Brevet de Technicien et le Baccalauréat dans le sous-système francophone et par le GCE O/L et GCE A Level dans le sous-système anglophone.

iv. L'enseignement post-primaire

L'enseignement post-primaire récupère une partie des élèves sortant du primaire pour une formation d'une durée totale de deux ans. Il offre la possibilité aux sortants de ce cycle d'intégrer l'enseignement secondaire technique ou de s'intégrer dans la vie active.

v. L'enseignement supérieur

L'accès à l'enseignement supérieur est libre pour les titulaires du baccalauréat ou du GCE A Level. L'enseignement supérieur est dispensé dans huit universités d'Etat ainsi que dans un certain nombre d'institutions privées.

vi. L'enseignement normal

L'enseignement normal s'occupe de la formation des enseignants de la maternelle, du primaire, du secondaire technique et post primaire.

Les données géométriques proviennent des relevés GPS issus de la base de données de la SODECOTON et de l'inventaire des routes rurales.

ID_IRR : Identifiant de l'établissement scolaire dans la base de l'IRR. Cet identifiant permet de différencier les établissements scolaire issus de la collecte de l'IRR des autres établissements scolaire de la base.

Nom : Nom de l'établissement sanitaire

Statut : Indique si l'infrastructure scolaire est publique, privée ou confessionnelle. Les modalités sont :

Modalité	Description
Confessionnel	Etablissement appartenant à une confession religieuse
Public	Etablissement appartenant à l'Etat
Privé	Etablissement appartenant à une personne ou à un groupe de personne
NC	Non connu

Niveau : Désigne la catégorie, le niveau de l'établissement scolaire. Les modalités sont : Supérieur, Normal, Secondaire, Maternelle/primaire, NC

Situation, Longitude Latitude Date_leve, Chemin_photo : confère la section Informations sur les infrastructures socioéconomiques et administratives

4.3.3. Infrastructures Administratives

Infrastructure_administrative : Désigne toutes les structures qui représentent les services de l'Etat. Les données géométriques proviennent des relevés GPS de l'inventaire des routes rurales.

ID_IRR : Identifiant de l'infrastructure administrative dans la base de l'IRR. Cet identifiant permet de différencier les infrastructures administrative issus de la collecte de l'IRR des autres infrastructures administratives de la base.

Type : désigne le type d'infrastructure administrative. Les modalités sont : Centre d'état civil ; Préfecture ; Sous-préfecture ; Mairie ; Prison ; Gendarmerie ; Police

Nom : Nom de l'infrastructure administrative

Situation, Longitude, Latitude, Date_leve, Chemin_photo : confère Informations sur les infrastructures socioéconomiques et administratives

✓ Infrastructure_sportive

Les données géométriques proviennent des relevés GPS de l'inventaire des routes rurales.

ID_IRR : Identifiant de l'infrastructure sportive dans la base de l'IRR. Cet identifiant permet de différencier les infrastructures sportives issus de la collecte de l'IRR des autres infrastructures sportives de la base.

Type : désigne le type d'infrastructure sportive.

Nom : Nom de l'infrastructure administrative

Situation, Longitude, Latitude, Date_leve, Chemin_photo : Informations sur les infrastructures socioéconomiques et administratives

✓ Infrastructure_culturelle

Les données géométriques proviennent des relevés GPS de l'inventaire des routes rurales.

ID_IRR : Identifiant de l'infrastructure culturelle dans la base de l'IRR. Cet identifiant permet de différencier les infrastructures culturelles issus de la collecte de l'IRR des autres infrastructures culturelles de la base.

Type : désigne le type d'infrastructure culturelle.

Nom : Nom de l'infrastructure culturelle

Situation, Longitude, Latitude, Date_leve, Chemin_photo : confère Informations sur les infrastructures socioéconomiques et administratives

✓ **Infrastructure_Communication**

Les données géométriques proviennent des relevés GPS de l'inventaire des routes rurales.

ID_IRR : Identifiant de l'infrastructure de communication dans la base de l'IRR. Cet identifiant permet de différencier les infrastructures de communication issues de la collecte de l'IRR des autres infrastructures de communication de la base.

Type : désigne le type d'infrastructure de communication.

Nom : Nom de l'infrastructure de communication

Situation, Longitude, Latitude, Date_leve, Chemin_photo : confère Informations sur les infrastructures socioéconomiques et administratives.

5. ENQUETES RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT

Les enquêtes relatives à l'environnement ont pour but de cerner les conditions environnementales des ménages, des entreprises, et les conséquences que leurs actions ont sur l'environnement. Trois volets sont généralement abordés ; un volet ménage, un volet ENTREPRISE et un volet évaluation des conditions environnementales au niveau communautaire.

5.1. Enquêtes environnementales orientées ménage

5.1.1 Identification du ménage

Les informations sont les mêmes que celles collectées dans les enquêtes sociodémographiques type ménage (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**). Toutefois, certaines opérations nécessitent la prise en compte des coordonnées géographiques du ménage, des points de prélèvement des eaux et autres éléments dans l'environnement du ménage.

Caractéristiques générales de l'habitat

Il s'agit d'indiquer :

- le site, le relief sur lequel est bâti le logement (sommet d'une montagne ou d'une colline ; Versant aménagé d'une montagne ou d'une colline ; Versant non aménagé d'une montagne ou d'une colline ; zone quasi plate ; Vallée/bas fonds/marécage ; Autre),
- le matériau du toit (ciment, tôle, tuiles, autre)
- le type d'habitat (dure ; semi dure ; matériaux provisoires, poto poto, etc.
- la propriété de l'habitat (la nature de la propriété impacte sur la gestion faite de l'environnement et de l'habitat par les ménages) ;



Environnement du ménage et assainissement

Les informations sont les suivantes :

- Le Lieu de ravitaillement en eau de consommation, l'existence d'une source d'eau ou d'un puits dans l'environnement immédiat du ménage (voir section Enquête socioéconomiques) ;
- Les caractéristiques du point de ravitaillement en eau (aménagé, non aménagé) ;
 - Le nombre de toilettes (ou autres lieux d'aisance) situés en amont du point d'eau du ménage dans le voisinage ;
 - La distance du point d'eau de consommation du ménage aux toilettes (: moins de 15m, 15m et plus) ;
 - Existence ou non du risque sanitaire lié à cette distance ;



- Volume d'eau consommée en moyenne par ménage et par jour (L/jour) ;
- Volume d'eaux usées produites en moyenne par ménage et par jour (L/jour).

5.2. Principaux modes d'évacuation des eaux usées

5.2.1 Modes d'évacuation des eaux usées

Il s'agit de donner les canaux d'évacuation des eaux utilisées par le ménage

Principal mode d'évacuation des eaux usées du ménage (Fosse sceptique, Egouts, cour, Caniveau/rigole, Cours d'eau, Broussaille, Autre à préciser, NSP)

Existence ou non des difficultés pour évacuer les eaux usées

Les principales difficultés rencontrées pour évacuer les eaux usées. Les modalités sont : (Absence de fosses sceptiques, Absence d'égout, Pas de canalisation appropriée, Autre à préciser)

Stockage des ordures ménagères (dans votre parcelle) avant l'évacuation (Trou, Bac à ordures (Seau, sachets,...), Broussailles, Autre à préciser)

Principal lieu d'évacuation des ordures ménagères (Bac à ordures public ; Ramassage direct HYSACAM, Fosse sceptique, Dans la cour, Caniveau/rigole, Cours d'eau, Broussaille, Autre à préciser, Association ou ONG)

Connaissance ou non des horaires de ramassage des ordures par HYSACAM.

Les principales difficultés rencontrées pour évacuer les ordures ménagères. Elles peuvent être dues :

- 1=Service payant
- 2=Eloignement des bacs
- 3= Autre à préciser

Fréquence d'évacuation des ordures ménagères (Tous les jours, Au moins une fois par semaine, Au moins une fois par mois, Autre à préciser, NSP)

La distance entre la maison et le bac à ordures public le plus proche

- Moins de 100m
- 100 à 499m
- 500 et plus
- Pas de Bac
- NSP

Type de toilettes utilisées dans le ménage (Cf. enquêtes sociodémographiques)

Canalisation des eaux de toilettes utilisées par le ménage (pour cette variable, il faut éviter les redondances avec les modalités du type de toilettes utilisées).

- a. Fosses sceptiques
- b. Egouts
- c. Cours d'eau d'à coté
- d. Rigole qui dessert le quartier
- e. Dans un trou
- f. Autre à préciser
- g. NSP

Nombre de vidanges des fosses septiques réalisées durant les 10 dernières années

Utilisation ou non des toilettes avec d'autres ménages

Nombre d'autres ménages utilisant les mêmes toilettes que le ménage

Pratique de la désinfection des toilettes

Fréquence de désinfection des toilettes (nombre par mois)

Les suggestions pour améliorer la vie dans l'environnement

- a. Démolir certaines maisons
- b. Assainir le quartier
- c. Améliorer l'approvisionnement du quartier en eau potable
- d. Améliorer l'approvisionnement du quartier en électricité
- e. Bitumer les routes
- f. Autre à préciser

Perception de l'environnement de résidence en matière d'hygiène

- très sale
- sale
- Passable
- Propre
- Très propre



Existence ou non des défécations à l'air libre

Opinion sur la menace potentielle des défécations à l'air libre pour les réserves d'eau

Opinion sur les actions à entreprendre pour éliminer les ordures ménagères dans l'environnement du ménage

- Fosses de compost
- Système de ramassage
- Bac à ordures public
- Incinérer/bruler
- Enterrer/enfouir
- Autre à préciser

Consommation du bois énergie

Utilisation ou non du bois pour la cuisson dans le ménage

Quantité de bois utilisé par mois

Coût financier lié à l'utilisation du bois

Existence d'autres sources d'énergie que le bois

Origine du bois utilisé (ramassage des arbres mort ; abatage des arbres dans la forêt ou dans les plantations ; achat ; autre)

Utilisation de produits potentiellement toxiques (plastiques et autres)

Utilisation des emballages plastiques dans les ménages pour l'emballage avant cuisson de certains aliments

Utilisation des emballages plastiques dans les ménages pour l'emballage des aliments à des fins de conservation

Utilisation des emballages plastiques ou autres matières plastique pour allumer le feu

Utilisation des produits de nettoyage

Connaissances et perception des problématiques environnementales

Connaissance ou non d'autres modes de traitement des déchets en dehors du traitement par enlèvement

Liste des autres modes de traitements des déchets connus du ménage.

Connaissance des pratiques nocives à l'environnement

5.3. Enquêtes environnementales orientées entreprises

Identification de l'entreprise (Voir 2.1.1)

Activités de l'entreprise

Activités que mène l'entreprise

Type de pollution qu'engendrent les activités menées par l'entreprise

Pollution de l'air

Pollution de l'eau

Pollution du sol

Pollution de la végétation



Production et gestion des déchets (eaux, déchets, gaz)

Volume de déchets liquides que votre entreprise produit par jour (m3)

Mode de gestion de ces déchets liquides

Existence ou non d'un système de traitement des eaux usées

Volume de déchets solides produits par la structure (tonnes/an)

Mode de gestion de ces déchets solides

Volume de déchets gazeux produits par la structure

Mode de gestion de ces déchets

Comparaison entre seuil des déchets et le seuil acceptable



Connaissance et prise en compte de l'environnement (permis environnemental, PGES, structure chargée des problématiques environnementales)

Existence ou non d'un permis environnemental pour la structure

Volume de déchets traités par an

Mode de gestion de ces déchets

Existence ou non d'un plan de gestion environnemental et social

Existence ou non d'une Notice d'impact environnemental

Existence ou non d'un responsable de gestion de l'aspect environnemental ou d'un service de gestion des aspects environnementaux

Mission du responsable ou d'un service de gestion des aspects environnementaux dans la structure

Existence ou non d'une certification sur le plan environnemental

Actions citoyennes menées par la structure en vue de la protection de l'environnement

5.4. Evaluation de la situation environnementale au niveau communautaire

Il s'agit de donner les informations qui ont trait à l'existence ou non d'un projet d'aménagement dans la communauté, connaître le principal financier et le service de ramassage des ordures au cas où celui-ci existe.

Existence ou non d'un projet d'aménagement ou de désenclavement (durable) depuis janvier 2005 dans la communauté

Principal financier du projet d'aménagement ou de désenclavement (C.U,CF, Comité de développement, Autre association du Quartier, autre à préciser).

Existence ou non d'un service de ramassage des ordures dans la communauté (Oui, HYSACAM seul ; Oui, opérateur privé/ONG seul ; Oui, HYSACAM+ opérateur privé/ONG ; Autre à préciser)

Etat de l'environnement (prendre en compte les mangroves et les plantes aquatiques envahissantes)

Superficie de mangroves restaurées (Nombre de plants de palétuviers mis en terre, Nombre de fours améliorés distribués, nombre de foyers améliorés distribués, ...)

Nombre de sites traités dans le cadre de la lutte contre les plantes aquatiques envahissantes (jacinthe d'eau) (situation géographique du site)

Risques et intempéries

Existence ou non des zones à écologie fragile dans la commune

Mode de gestion de ces zones

Existence ou non des zones humides dans la commune

	date de déclaration	superficie	situation géographique
Zones humides			
marécages			
zones classées ramsar			

...			
-----	--	--	--

Problèmes environnementaux dominants dans la communauté

Actions en faveur de l'environnement (reboisement, stations de traitement des eaux usées, associations travaillant dans le domaine de l'environnement)

Connaissance ou non du reboisement

Signification du reboisement

Point de vue si vous êtes associés dans un projet de reboisement

- Nombre d'hectares de terres reboisés
- Nombres de foyers améliorés distribués
- Nombre de plants d'arbres mis en terre

Connaissance ou non des changements climatiques

Manifestations des changements climatiques dans la vie quotidienne

Actions à entreprendre pour y remédier

Connaissance ou non des dangers que présentent les matières plastiques pour l'Homme et pour l'environnement

Existence ou non d'une station d'épuration des eaux usées

Fonctionnalité ou non de la station d'épuration

Existence ou non des associations et ONG qui œuvrent dans le domaine de la protection de l'environnement dans la commune

Liste des associations, ONG et leurs champs d'actions.

Actions menées pour encourager de telle initiative

Actions entreprises par le service d'hygiène de la commune en matière de protection de l'environnement

Existence ou non d'une forêt communautaire ou des espaces verts aménagés

Existence ou non des projets que la communauté mène dans le sens de la réduction des émissions des gaz à effets de serre (projet REDD+ = projet lié à la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des terres)

6. SECTEUR GOUVERNANCE, PAIX ET SECURITE

Les enquêtes dans le secteur Gouvernance, Paix et Sécurité ont deux volets : le volet ménage et le volet administration.

6.1. Volet ménage

Les questions adressées aux ménages sont destinées à capter les opinions des individus sur un certain nombre de sujets.

Gouvernance démocratique

Respect des droits de l'Homme

Les informations renseignent sur :

L'importance que les citoyens accordent au respect de certains droits et libertés, à savoir :

Rubrique	Rubrique
Liberté d'expression	Liberté de mouvement (choix libre du lieu de résidence, de travail et liberté de sortir et d'entrer dans le pays)
Liberté de presse	Liberté de religion
Egalité devant la loi	Liberté d'association
Liberté d'adhérer au parti politique de son choix	Le respect des droits de tous sans discrimination
Elections libres et transparentes	

Pour chaque rubrique, il s'agit de savoir d'une part si l'enquêté pense que c'est un élément essentiel pour une gouvernance démocratique, et d'autre part à quel degré il pense qu'elle est respectée au Cameroun : **jamais, quelques fois, souvent ou toujours**.

- L'appréciation du fonctionnement de la démocratie en général (niveau de satisfaction) ;

Discrimination

L'enquêté est interrogé sur :

- Sa perception de l'existence au Cameroun de la discrimination suivant certaines caractéristiques :

Caractéristiques	Caractéristiques
Groupe ethnique	Niveau de vies (riches ou pauvres)
Langue maternelle	Sexe
Religion	Handicap
Région d'origine	Minorités (bororo, pygmées, etc.)
Nationalité	Albinisme

- Son expérience personnelle de la discrimination due à son appartenance à un groupe ethnique, une religion, une minorité, etc.

Gouvernance

Cette section renseigne sur :

- Le niveau de confiance des enquêtés envers les institutions publiques :

Institutions	Institutions	Institutions
Administration (en général)	Ecoles publiques	Armée
Services de justice	Services des impôts	Sénat
Police/gendarmerie	Système de sécurité sociale	Assemblée nationale
Centres de santé (publics)	Médias (publics)	Mairie
		ELECAM

- Le niveau de prise en compte des opinions des citoyens (selon les enquêtés) par les sénateurs, les députés, les exécutifs municipaux, les autorités traditionnelles : **jamais, quelques fois, souvent ou toujours.**
- Le niveau d'information des citoyens des actions des autorités.

Corruption

Cette section renseigne sur :

- La perception des enquêtés du degré de corruption au Cameroun ;
- La participation des enquêtés aux actes de corruption : il s'agit de savoir si les enquêtés sont souvent contraints de donner quelque chose à un fonctionnaire en échange d'un service, ainsi que la fréquence de tels actes et les principaux services concernés (santé, éducation, police/gendarmerie, impôts/douanes, justice, etc.) ;
- La perception du niveau de corruption des différentes catégories de fonctionnaires:



Personnels	Personnels	Personnels
Fonctionnaires en général	Personne de santé	Sénateurs
Policiers/gendarmes	Personnel de l'éducation	Autorités municipales
Agents des impôts, agents de douanes	Ministres	Autorités religieuses
Juges, magistrats et autres personnels de justice	Députés	Autorités traditionnelles

- La connaissance des actions du gouvernement pour la lutte contre la corruption, ainsi que l'appréciation de l'efficacité de telles actions.

Participation à la vie politique

Cette section renseigne sur :

- La participation des enquêtés aux élections (présidentielles et législatives) ;
- L'opinion des enquêtés sur la prise en compte des préoccupations des populations par les politiciens ;

- L'opinion des enquêtés sur la prise en considération des avis des autres groupes par le gouvernement : **partis politiques d'opposition, société civile et ONG, autorités locales, secteur privé** ;
- L'appartenance à une association en tant que membre ou leader :

Association	Association
Association de quartier	Association économique (tontines)
Association religieuse	Parti politique
Association professionnelle	Organisation sportive
Association de famille	Organisation récréative

Paix et sécurité

Cette section vise à recueillir les opinions sur des sujets tels que la violence, la criminalité, la sécurité, etc.

Violences et criminalité

Les informations collectées se rapportent :



- Au sentiment des enquêtés quant à leur sécurité : est ce qu'ils sont au quotidien inquiets par rapport à certains fléaux ou à certaines situations ? est ce qu'ils se sentent en sécurité dans leurs maisons, leur quartier, le jour et la nuit, au lieu de travail ? .

Fléaux	Fléaux
Violence des criminels (e général)	Chômage
Violences entre collectivités	Famine
Violences contre les femmes	Expulsion (de la maison ou de la propriété)
Conflits armés, guerres	Trafic d'enfants
Terrorisme	Highwayrobbers(chercher la traduction en français)
Catastrophes naturelles	Boko haram
Pandémies (choléra, SIDA, etc.)	Attaques extérieures
Pauvreté	

On capte ici le niveau d'appréhension des enquêtés : **pas du tout, pas vraiment, assez, beaucoup.**

- A la violence subie durant l'année : menaces, vol, destruction de biens, harcèlement sexuel, viol, tentative de viol ;
- Au recours aux forces de l'ordre ou à d'autres personnes/institutions en cas de violence : famille/amis/voisins, structures communautaires, justice, affaires sociales, société civile.

Maintien de la paix

Les questions ici se rapportent au jugement porté par les enquêtés sur les forces de maintien de la paix :

- Est-ce qu'il y a discrimination envers certaines personnes ?
- Est-ce que les forces de l'ordre sont efficaces dans la gestion des problèmes de sécurité en général et de certains problèmes en particulier : violences contre les femmes, les enfants, les handicapés et les personnes âgées ;

Conflits

Il s'agit d'apprécier les conflits entre les différents groupes vivant dans une même localité. On s'interroge sur les motifs des conflits.

Motifs	Motifs
Conflits entre agriculteurs	Différences religieuses
Compétition économique	Facteurs politiques
Rareté des ressources naturelles	Disputes de terrain
Différences ethniques	gangs
Différences linguistiques	

On capte aussi l'avis des enquêtés sur l'évolution des conflits au cours des 12 derniers mois, ainsi que le sentiment sur l'évolution future de la situation : l'enquêté pense-t-il que la situation va s'aggraver ou se détériorer ?

Confiance

Il s'agit ici de capter le niveau général de confiance des individus :

- En l'état pour la protection des biens et des personnes contre la violence et la criminalité ;
- En d'autres citoyens en général ;
- En des personnes de certains groupes : famille, voisins, personnes d'un groupe ethnique différent, personnes parlant une langue différente, personnes d'une autre religion, d'une autre affiliation politique, d'une autre nationalité.

6.2. Volet administration

Les administrations concernées sont celles qui interviennent dans le traitement de la criminalité : la police judiciaire, la gendarmerie, la cour d'appel et l'administration pénitentiaire. La collecte des données se fait idéalement dans les unités de base de ces structures : unités de police judiciaire, juridictions, prisons, cours d'appel. L'objectif est de calculer les indicateurs permettant d'apprécier le fonctionnement et la performance dans le traitement de la criminalité.

Ressources

On s'intéresse ici aux ressources humaines, matérielles et financières dont disposent les structures intervenant dans le traitement de la criminalité. Il s'agit entre autres :

- Du nombre d'unités de police judiciaire, de tribunaux de première et de grande instance, de prisons et de cellules ;
- Du nombre d'officiers de police judiciaire ;
- Du nombre de magistrats, de greffiers, d'avocats, d'huissiers, de notaires ;

- Du nombre de véhicules pour le transport des détenus ;
- Etc.

Performance de l'enquête préliminaire (unités de police judiciaire)

Les informations collectées se rapportent :

- A la situation des saisines de la police et la gendarmerie : plaintes, dénonciations, initiatives de service, commissions rogatoires ;
- Au nombre de cas de délinquance, grand banditisme et grande criminalité recensés ;
- La situation des procès-verbaux et des gardés à vue dans les unités de police judiciaire ;

Performance au niveau du ministère public

Cette performance est mesurée lors de l'enquête par le traitement des dossiers dans les parquets d'instance. On enregistre ainsi pour chaque juridiction et sur la période de référence:

- Le nombre de procès-verbaux reçus et solutionnés ;
- Le nombre de personnes poursuivies par flagrant délit, par citation directe et par réquisitoire introductif d'instance ;
- Le nombre de dossiers classés sans suite, etc.

Performance à l'information judiciaire

Celle-ci est mesurée par le traitement des affaires par les juges d'instruction. Sont ainsi enregistrées sur la période de référence :

- Le nombre d'informations judiciaires ouvertes dans les Cabinets d'Instruction ;
- Le nombre d'affaires instruites par les Cabinets d'instruction ;
- Le nombre de personnes inculpées par les Cabinets d'Instruction ;
- Le nombre d'inculpés libres et ceux en détention provisoire ;
- Le nombre de personnes renvoyées devant les tribunaux par les cabinets d'instruction

Performance devant les tribunaux

Cette section renseigne sur le traitement des affaires par les tribunaux. Les informations collectées sont :

- Le nombre d'affaires correctionnelles enrôlées et celles jugées ;
- Le nombre d'affaires criminelles enrôlées et celles jugées ;
- Le nombre de personnes traduites pour délit et celles condamnées ;
- Le nombre de personnes traduites pour crime et celles condamnées ;

	Délits	Crimes
Infractions commises par les mineurs	Homicide involontaire	Assassinat
	Vol	Vol aggravé
	Coups et blessures	Blessures graves
	Viol simple	Viol aggravé
	Enlèvement/rapt	Meurtre

	Trafic de stupéfiants	
Infractions commises par les adultes	Homicide involontaire	Assassinat
	Vol	Vol aggravé
	Coups et blessures	Blessures graves
	Escroquerie	Escroquerie aggravée
	Abus de confiance	Abus de confiance aggravé
	Usage de faux	Faux en écriture
	Viol	Viol aggravé
	Enlèvement/rapt	Tentative de meurtre
	Détournement	Détournement
	Recel	
	Détention et trafic de stupéfiants	

Population carcérale

Cette section renseigne sur les effectifs des individus incarcérés dans les prisons, ainsi que les mouvements intervenus dans les prisons. Il s'agit :

- Du nombre d'hommes, de femmes, d'adultes, de mineurs incarcérés ;
- Du nombre d'hommes, de femmes, d'adultes, de mineurs condamnés et en détention provisoire ;

Du nombre de libérations, de décès, d'évasions enregistrés dans les prisons

ANNEXES

Annexe 1 : DICTIONNAIRE DES ENQUÊTES ET BIG DATA

« **Les big data**, littéralement les grosses données, est une expression anglophone utilisée pour désigner des ensembles de données qui deviennent tellement volumineux qu'ils en deviennent difficiles à travailler avec des outils classiques de gestion de base de données ou de gestion de l'information. L'on parle aussi de datamasse en français par similitude avec la biomasse. » (Wikipedia 2015). Ces données qui prennent de plus en plus de l'ampleur et qui constituent une mine d'information doivent être exploitées pour des analyses de politique économique ou pour des décisions d'investissement des entreprises.

La problématique est aujourd'hui de savoir comment exploiter ces données, comment se les approprier dans le cadre de la statistique tant privée qu'officielle. La présente publication du dictionnaire des enquêtes au Cameroun n'en donne pas une réponse complète, mais propose des axes de réflexion sur une démarche efficace de valorisation des BIG DATA.

La première étape dans l'exploitation des BIG data est l'évaluation des données disponibles. Il s'agit de faire un état des différentes bases de données disponibles sur différents serveurs, et d'identifier les domaines couverts par les bases de ce serveur.

La deuxième étape est l'organisation des variables issues de ces bases de données par catégories. A ce niveau, le dictionnaire des enquêtes au Cameroun peut servir de support. Il offre en effet la matière pour comprendre quelles sont les variables dont nous avons besoins pour un type d'analyse donnée.

La troisième étape dans la démarche est la segmentation des unités pour lesquelles les informations sont disponibles dans les bases de données de sorte à distinguer les différentes unités d'analyse (ménage, entreprise, organisation non gouvernementale, etc.). Ici également, le dictionnaire des enquêtes offre la matière pour faciliter l'identification des groupes d'unités par domaine d'analyse, avec la présentation des objectifs des différents types d'opérations et les unités concernées.

La quatrième étape est la définition d'un plan de tabulation en regard des données disponibles et des objectifs visés. Dans l'approche de valorisation des BIG data, la démarche statistique usuelle est légèrement modifiée. Les données nous viennent de partout, et nous devons les utiliser. Les données précèdent les plans d'analyse et non l'inverse comme il est communément admis.

La cinquième et dernière étape est l'analyse des données proprement dit. Il s'agit de mettre en relation les variables retenues pour en tirer le maximum d'information. Les datamasses appellent souvent à l'utilisation de techniques avancées d'analyse statistique telles que les analyses multifactorielles, les classifications, et les modélisations économétriques. Aller jusqu'à ces niveau d'analyse est d'une importance capitale pour l'exploitation véritable des Big data.

Annexe 2 : SYNTHESES METHODOLOGIQUES DE QUELQUES OPERATIONS REALISEES

I. Enquêtes liées au secteur sociodémographique

1. Enquêtes Démographiques et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDS 4 – MICS 4)

Organisme responsable	INS /Département des Statistiques Démographiques et Sociales (DDS)
Type d'opération	Enquête ménages
Objectifs	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Recueillir des données à l'échelle nationale permettant de calculer des taux démographiques essentiels, plus particulièrement les taux de fécondité et de mortalité infantile et infanto-juvénile ; • Analyser les facteurs directs et indirects qui déterminent le niveau et la tendance de la fécondité et de la mortalité des enfants ; • Mesurer les niveaux de connaissance et de pratique contraceptive des femmes; • Recueillir des données sur la santé de la mère et de l'enfant : vaccination, prévalence et traitement de la diarrhée et d'autres maladies chez les enfants de moins de cinq ans, visites prénatales et assistance à l'accouchement ; • Recueillir des données sur la prévention et sur le traitement du paludisme, en particulier la possession et l'utilisation de moustiquaires, la prévention du paludisme chez les femmes enceintes, le traitement des enfants atteints de fièvre et/ou de convulsions ; • Recueillir des données sur les pratiques nutritionnelles des enfants, y compris l'allaitement, et prendre des mesures anthropométriques pour évaluer l'état nutritionnel des femmes et des enfants ; • Recueillir des données sur les handicaps ; • Recueillir des données sur les dépenses de santé ; • Recueillir des données sur la connaissance et les attitudes des femmes et des hommes au sujet des IST et du sida et sur leur comportement sexuel ; • Recueillir des données permettant d'estimer, à l'échelle nationale, le niveau de la mortalité adulte et de la mortalité maternelle ; • Recueillir des données sur la violence domestique ; • Effectuer des prélèvements de sang pour le dépistage du VIH auprès des femmes de 15-49 ans et des hommes de 15-59 ans ; • Effectuer des tests sanguins auprès des femmes et des enfants de moins de 5 ans afin d'estimer la prévalence de l'anémie ; • Effectuer des tests sanguins auprès des enfants de moins de 5 ans afin d'estimer la prévalence du paludisme.
Domaines d'étude retenus	<p>questionnaire ménage :</p> <p>Enregistrement des caractéristiques du ménage (possession des équipements, logement, accès aux infrastructures, etc.) et de tous les membres du ménage (lien de parenté avec le chef de ménage, sexe, âge, situation de résidence, niveau d'instruction, etc.). Le but premier du questionnaire ménage est de fournir les informations permettant de déterminer les</p> <p>populations de référence pour le calcul des taux démographiques (mortalité, natalité, fécondité), et d'identifier les femmes et les hommes éligibles pour être interviewés individuellement.</p>

	<p>Questionnaire individuel Femme :</p> <p>Caractéristiques sociodémographiques, reproduction (historique des naissances et mortalité des enfants), contraception (Connaissance et utilisation des méthodes contraceptives), grossesse et soins postnatals, vaccination, santé et nutrition des enfants, Fistule obstétricale, mariage et activité sexuelle, préférences en matière de fécondité, caractéristiques du conjoint et activité économique de la femme, mortalité maternelle.</p> <p>Questionnaire individuel Homme :</p> <p>Caractéristiques sociodémographiques, reproduction, contraception, mariage et activité sexuelle, préférences en matière de fécondité, emploi et rôle des sexes, relations dans le ménage, VIH/sida et autres infections sexuellement transmissibles (connaissances et attitudes), autres problèmes de santé.</p>
Champ de l'opération	
Champ géographique	Ce type d'enquête couvre tout le Cameroun.
Caractéristiques techniques	
Unité d'échantillonnage	Ménage ordinaire
Périodicité de l'opération	5 ans pour EDS, 3 ans pour MICS
Mode de collecte	La collecte est faite au moyen d'un questionnaire adressé à l'unité statistique.
Historique	<p>Depuis octobre 1998, le programme des Enquêtes Démographiques et de Santé (Demographic and Health Surveys - DHS+) fait partie du projet MEASURE. Ce projet vise à fournir des données fiables sur les questions de population, de santé et de nutrition dans les pays en voie de développement. MEASURE est financé par l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) et comprend, en plus du programme DHS+, quatre autres volets. Ensemble, ces programmes fournissent une assistance technique variée laquelle est centrée sur la collecte, l'analyse et la diffusion des données démographiques, sanitaires et nutritionnelles. L'un des principaux objectifs de MEASURE est d'encourager les responsables politiques à utiliser davantage ces données dans le but ultime d'une amélioration des politiques et programmes pour le bien-être de la population.</p> <p>Le programme DHS+ appuie une série d'activités qui ont pour but d'aider les organismes gouvernementaux et privés des pays en voie de développement à mener des enquêtes par sondage au niveau national sur la population, la santé maternelle et infantile et la nutrition. DHS+ est géré par Macro International Inc., basé à Calverton, Maryland.</p> <p>En 2011, l'EDS s'est réalisée simultanément avec la MICS et a bénéficié du soutien de l'UNICEF, l'UNFPA et de la Banque Mondiale.</p>
Plan de sondage	<p>Il s'agit d'un échantillon aréolaire stratifié et tiré à deux degrés.</p> <p>Au premier degré, des grappes ou Zones de Dénombrement (ZD) ont été tirées sur l'ensemble du territoire national à partir de la liste des ZD établie pour le troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2005. Globalement, 580 grappes, dont 291 en milieu urbain et 289 en milieu rural, ont été sélectionnées en procédant à un tirage systématique avec probabilité proportionnelle à la taille, celle-ci correspondant au nombre de ménages de la ZD. Un dénombrement des ménages dans chacune de ces grappes a fourni une liste des ménages à partir de laquelle a été tiré au second degré un échantillon de ménages avec un tirage systématique à probabilité égale.</p>

2. Enquête par grappes à indicateurs multiples/Multiple indicators cluster survey (MICS)

Organisme responsable	INS /Département des Statistiques Démographiques et Sociales (DDS)
Type d'opération	Enquête ménages
Objectifs	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir des indicateurs récents pour l'évaluation de la situation des enfants et des femmes au Cameroun ; • Fournir les données et les indicateurs nécessaires pour le suivi/évaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et pour le Rapport du Plan d'Action Un Monde Digne des Enfants (PAMDE) comme base de l'action future ; • Contribuer à l'amélioration des systèmes de collecte de données et de suivi/évaluation du Cameroun et au renforcement de l'expertise technique en matière de conception, de mise en œuvre et d'analyse de ces systèmes.
Domaines d'étude retenus	<p>Questionnaire ménage Caractéristiques démographiques ; Survie des parents des enfants de moins de 18 ans ; Fréquentation scolaire des enfants, Travail des enfants, discipline des enfants ; Handicap des enfants ; Eau et assainissement ; Caractéristiques du logement ; Possession et utilisation des moustiquaires ; Orphelins et enfants vulnérables ; Dépenses de santé et Iodation du sel.</p> <p>Questionnaire individuel Femme : Caractéristiques sociodémographiques ; Anatoxine tétanique ; Reproduction ; Planification familiale ; Santé de la femme et du nouveau né (Grossesse, soins prénatals et postnatals, allaitement ; Vaccination et santé des enfants) ; Mariage et activité sexuelle ; Préférences en matière de fécondité ; SIDA et autres IST ; Relations dans le ménage ; Participation au développement.</p> <p>Questionnaire individuel Enfant : Enregistrement des naissances et éducation de la petite enfance; Développement de l'enfant; Vitamine A; Allaitement; Soins des enfants malades; Paludisme; Vaccination; Anthropométrie.</p>
Champ de l'opération	
Champ géographique	Ce type d'enquête couvre tout le Cameroun.
Caractéristiques techniques	
Unité d'échantillonnage	Ménage ordinaire
Périodicité de l'opération	3 ans
Mode de collecte	La collecte est faite au moyen d'un questionnaire adressé à l'unité statistique.

Historique	<p>La MICS est une enquête inscrite dans le Programme Statistique Minimum (PSM). Cette enquête s'exécute sur toute l'étendue du territoire. Elle bénéficie de l'appui technique de l'UNICEF, qui a initié, depuis la décennie 1990 ce programme d'enquête MICS pour mieux suivre la situation de la femme et de l'enfant dans les pays participants.</p> <p>La MICS 3 a fourni au Gouvernement et ses partenaires impliqués des informations pertinentes pour la mesure des progrès réalisés vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement en général et ceux relatifs à la situation de l'enfant et de la femme en particulier. En 2011, elle a été couplée à l'EDS et ainsi porté sur un échantillon plus important que les précédentes.</p>
Plan de sondage	<p>L'échantillon choisi pour l'enquête a été constitué dans le but d'obtenir des estimations basées sur un grand nombre d'indicateurs concernant la situation des enfants et des femmes au niveau national, en zones urbaine et rurale, et ce pour 12 régions : Yaoundé, Douala et les 10 provinces. Ces 12 régions ont été identifiées comme domaines d'étude et stratifiées suivant le milieu de résidence. L'échantillon a été tiré suivant un plan de sondage à deux degrés. Au premier degré, des zones de dénombrement ont été tirées dans chaque domaine d'étude avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population. Au deuxième degré, on a tiré un nombre variable de ménages, après la mise à jour des cartes des zones tirées (dénombrement des ménages de la zone). Bien que l'échantillon soit stratifié dans chaque domaine d'étude, le plan de sondage retenu ne permet pas d'obtenir un échantillon auto pondéré. Par conséquent, le calcul des coefficients de pondération a été fait de manière à permettre des estimations robustes aux niveaux national, des domaines d'étude et selon les milieux urbain et rural.</p>

3. Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI)

Organisme responsable	INS /Département des Statistiques Démographiques et Sociales (DDS)
Type d'opération	Enquête ménages et Unités de Production Informelle (UPI)
Objectifs	<p>L'objectif principal de l'opération est de mettre en place un système d'enquêtes portant sur l'évaluation et le suivi de l'emploi et du secteur informel. La première phase (sur l'emploi) vise principalement l'étude des conditions d'activité et la seconde (le secteur informel) porte sur l'établissement des comptes du secteur informel. Cette opération fournit la situation de référence pour le suivi de l'activité et du secteur informel. Elle permet en outre d'approfondir la connaissance de certains aspects des conditions de vie des ménages non pris en compte à lors des enquêtes ECAM (Emploi habituel, revenu du secteur informel, etc.)</p>
Objectifs spécifiques	<p>Phase 1 : Enquête sur l'emploi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etudier le marché de travail, notamment en termes d'offre de main d'œuvre de la part des ménages. Les taux d'activité par âge, sexe, le niveau d'instruction et milieu de résidence seront analysés; • Etudier le sous-emploi et le chômage en dégagant un certain nombre d'indicateurs pouvant permettre de mesurer les niveaux et les principales caractéristiques de ces phénomènes. Les différentes formes du sous-emploi et la durée du chômage retiendront particulièrement l'attention; • Etudier la pluri activité et son impact sur les revenus des ménages; • Analyser les conditions d'activité et les déterminants de la mobilité de l'emploi. Les revenus d'activité, le temps de travail et la mobilité interbranche seront examinés;

	<ul style="list-style-type: none"> • Saisir toutes les sources de revenus et analyser leur distribution et leur différenciation; • Explorer la situation d'inactivité au regard de ses causes et des moyens de subsistance des personnes qui y font face; • Recenser les promoteurs d'Unités de Production Informelles (UPI) et constituer ainsi une base de sondage pour la phase 2, sur le secteur informel. <p>Phase 2 : Enquête sur le secteur informel</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etablir les comptes des UPI pour mesurer au bout du compte le poids du secteur informel dans l'économie nationale; • Identifier les branches d'activité les plus porteuses ; • Connaître les besoins, les contraintes et les opportunités des unités de ce secteur ; • Identifier les intervenants : opérateurs, partenaires (promoteurs, employés, clients, fournisseurs) de ce secteur ; • Recenser les déterminants et spécialement les coûts de la création d'emploi ; • Connaître le taux d'utilisation des capacités de production dans les structures de production informelles.
Domaines d'étude retenus	<p>Le questionnaire de l'enquête s'est articulé autour d'un certain nombre de modules correspondant aux domaines d'étude, en relation avec les objectifs retenus.</p> <p>Enquête sur l'Emploi : Habitat ; Patrimoine ; Composition et caractéristiques du ménage ; Situation d'emploi ; Activité principale ; Activité secondaire ; Chômage ; Trajectoire et perspectives ; Revenus hors emploi ; Emploi habituel.</p> <p>Enquête sur le Secteur Informel : Caractéristiques de l'établissement ; Main d'œuvre ; Production et vente ; Dépenses et charges ; Clients, fournisseurs et concurrents ; Equipements, investissement, financement et endettement ; Problèmes et perspectives ; Sécurité Sociale.</p>
Champ de l'opération	
Champ géographique	<p>Ce type d'enquête couvre tout le Cameroun.</p> <p>L'EESI a divisé le pays en 12 régions d'enquête (Yaoundé, Douala, la province du centre hormis Yaoundé, la province du Littoral hormis Douala et chacune des 8 autres provinces) divisées en 3 strates (urbain, semi-urbain et rural).</p>
Caractéristiques techniques	
Unité d'échantillonnage	<p>Enquête sur l'emploi : Ménage ordinaire</p> <p>Enquête sur le secteur informel : Unité de production informelle (UPI) non agricole</p>
Périodicité de l'opération	4 ans
Mode de collecte	La collecte est faite au moyen d'un questionnaire adressé à l'unité statistique.
Historique	<p>L'étude approfondie des unités de production du secteur informel suppose au préalable une définition opérationnelle de ce secteur. Cette définition doit permettre au statisticien de spécifier son unité d'enquête.</p> <p>Sans rentrer dans les considérations complexes des spécialistes en matière de définition du secteur informel, le choix opéré au cours de l'enquête 1-2-3 sur l'emploi et le secteur informel réalisée à Yaoundé a retenu comme secteur informel, l'ensemble des unités de production dépourvues d'un numéro statistique et/ou de comptabilité écrite officielle. Il s'agissait</p>

	<p>d'essayer d'adapter au contexte camerounais, la définition du secteur informel adoptée par la 15^e conférence internationale des statisticiens du travail (CIST). Cette 15^e CIST recommande d'utiliser comme critères en plus de la tenue de la comptabilité et du statut juridique, le non enregistrement administratif et/ou la taille exprimée en nombre d'emplois. Au Cameroun, le choix s'est porté sur le non enregistrement administratif, même si la gestion de cet enregistrement pose encore quelques problèmes.</p>
Plan de sondage	<p>Enquête sur l'Emploi : La base de sondage utilisée est constituée des zones de dénombrement (ZD) délimitées pendant les travaux cartographiques du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) le plus récent. Pour permettre les comparaisons avec les opérations précédentes, la notion de milieu de résidence est définie comme lors des enquêtes auprès des ménages. Par ailleurs, les villes de Douala et de Yaoundé sont considérées être intégralement urbaines et assimilées respectivement aux départements du Wouri et du Mfoundi.</p> <p>L'Enquête emploi sert de filtre et permet la préparation de l'enquête secteur informel.</p> <p>A la phase 1, le sondage aréolaire à deux degrés est utilisé en milieu urbain. Pour le milieu semi-urbain et rural, on a opté pour un tirage à trois degrés, dans la mesure où le tirage à deux degrés dans ce cas entraînerait une grande dispersion de l'échantillon et par conséquent accroîtrait considérablement les coûts de l'enquête en moyens de déplacement.</p> <p>L'échantillon obtenu pour cette phase est constitué de l'ensemble des unités de production informelles non agricoles identifiées lors de l'enquête sur l'emploi.</p> <p>Afin de disposer des estimations robustes au niveau national et selon certaines caractéristiques (branche d'activités, milieu de résidence, etc.), il a été procédé au calcul du coefficient d'extrapolation pour la phase 2. Celui-ci est obtenu en multipliant le coefficient d'extrapolation obtenu en phase 1 (enquête emploi) par un coefficient correctif obtenu en phase 2. Ce dernier coefficient est calculé en tenant compte du statut dans l'emploi de l'actif occupé (patron, travailleur pour compte propre) et la branche d'activités (12 au total).</p>

1. Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM I, II, III & IV)

Organisme responsable	INS /Département des Statistiques Démographiques et Sociales (DDS)
Type d'opération	Enquête ménage
Objectifs	L'objectif principal de l'enquête est de produire les indicateurs sur les conditions de vie des populations. Plus encore, il s'agit de mettre en place les bases d'un dispositif permanent de suivi et d'évaluation de la stratégie nationale pour la croissance et l'emploi et les progrès vers les objectifs de développement. Ce type d'enquête permet d'évaluer les effets des programmes et politiques macro-économiques mis en œuvre au Cameroun au cours des cinq dernières années.
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Etudier la pauvreté sous toutes ses formes aux niveaux national et régional : pauvreté monétaire, pauvreté en termes de conditions de vie des ménages, pauvreté des potentialités, pauvreté subjective. Il s'agit aussi d'établir les corrélations entre ces différentes formes de pauvreté, afin d'isoler les effets purement monétaires de la pauvreté et les effets en termes d'offre et de dotations en ressources ; • Etudier la dynamique de la pauvreté entre deux périodes en vue d'évaluer l'effet des politiques macro-économiques de ces dernières années sur les conditions de vie des ménages ; • Evaluer les conditions de vie de la classe moyenne, la demande d'éducation, et ses déterminants, apprécier le phénomène du travail des enfants 5 à 17 ans), mesurer l'économie domestique; • Produire des cartes de pauvreté infranationales ; • Analyser la pauvreté aux niveaux national et régional et selon le milieu de; • Fournir des données de base pour l'amélioration de diverses statistiques, notamment l'estimation de la consommation des ménages dans les comptes nationaux, l'actualisation des pondérations pour le calcul des indices de prix et de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), l'agriculture et les activités du monde rural.
Domaines d'étude retenus	Composition et caractéristiques du ménage ; Santé ; Education ; Emploi et revenus d'activité ; Fécondité, natalité et mortalité générale ; Logement et équipement ; Migration des ménages ; Accessibilité aux infrastructures de base ; Perception de la pauvreté ; Entreprise familiale non agricole ; Patrimoine financier ; Agriculture et autres activités du monde rural ; Dépenses rétrospectives non alimentaires des ménages ; Dépenses quotidiennes des ménages ; Volet prix ; Tourisme.
Champ de l'opération	
Champ géographique	<p>Ce type d'enquête couvre tout le Cameroun.</p> <p>Depuis 2001, le pays est divisé en 12 régions d'enquête (Yaoundé, Douala, la province du centre hormis Yaoundé, la province du Littoral hormis Douala et chacune des 8 autres provinces) divisées en 3 strates (urbain, semi-urbain et rural).</p> <p>L'ECAM I avait plutôt travaillé sur les zones agro écologiques.</p>
Caractéristiques techniques	
Unité	Ménage ordinaire (par opposition aux ménages collectifs : internats, casernes, hôpitaux,

d'échantillonnage	couvents, etc.) résidant sur l'ensemble du territoire national à l'exclusion des membres du corps diplomatique et de leurs ménages.
Périodicité de l'opération	5 ans
Mode de collecte	La collecte est faite au moyen d'un questionnaire adressé à l'unité statistique.
Historique	<p>Le Cameroun a traversé de 1985 à 1994 une grave crise économique qui s'est traduite par des déséquilibres macro-économiques et financiers importants, l'effondrement des revenus des ménages et la détérioration des conditions et du cadre de vie des populations. La pauvreté qui jusque-là considérée comme un phénomène rural, s'est amplifiée et a gagné les villes. Les résultats de la première enquête camerounaise auprès des ménages réalisée en 1996 (ECAM 1996) font ressortir que la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.</p> <p>Pour atteindre l'objectif majeur de relèvement substantiel du niveau de vie des populations, les autorités se sont engagées à poursuivre et à renforcer la mise œuvre des politiques de redressement économique et de promouvoir une croissance forte, équitable et axée sur la lutte contre la pauvreté. Dans ce cadre, elles ont préparé en août 2000, un programme économique dit de deuxième génération, qui a mis l'accent sur la réduction de la pauvreté, en liaison avec l'allègement de la dette extérieure.</p> <p>En 2001, a été réalisée la deuxième enquête auprès des ménages, qui a montré que le taux de pauvreté a reculé à 40,1%. La mise en œuvre du DSRP en 2003 et l'admission du Cameroun à l'initiative PPTE en 2006 ont permis de mettre au vert les indicateurs macroéconomiques sans véritablement améliorer les conditions de vie des populations (ECA2007, population vivant en dessous du seuil de pauvreté, 39,9%). Le DSCE qui met l'accent sur la croissance et l'emploi décent comme moyen de sortir la population de la pauvreté est mise en œuvre en 2010 ; les changements sur les conditions de vie des populations vont être appréciés avec les résultats de l'ECAM4 réalisée en 2014.</p>
Plan de sondage	<p>L'échantillon est stratifié de façon à fournir une représentation adéquate des milieux urbain et rural ainsi que des 12 domaines d'étude (constitués des 10 provinces, de Douala et Yaoundé) pour lesquels on obtient une estimation pour tous les indicateurs clés.</p> <p>L'échantillon a été sélectionné à deux degrés.</p> <p>Au premier degré, on a sélectionné des Unités Primaires de Sondage (UPS) à partir de la liste des zones de dénombrement (ZD) établies lors des opérations de cartographie du récent RGPH.</p> <p>Au second degré, on tire les ménages au sein des ZD tirées au premier degré.</p>

II. Secteur Rural

Enquête Pastorale Annuelle 2012

Organisme responsable	Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales
Type d'opération	Enquête
Objectif	la mise à disposition des statistiques structurelles sur l'élevage, le pasteur et l'environnement dans lequel les activités d'élevage sont menées pour l'année 2012.
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Présenter l'implantation géographique des exploitations pastorales et des entreprises d'élevage ; - Caractériser la population et les exploitations pastorales ; - Fournir les caractéristiques des entreprises d'élevage ; - Identifier les facteurs de production des exploitations pastorales et des entreprises d'élevage ; - Fournir des informations sur les productions des exploitations pastorales et des entreprises d'élevage..
Domaines d'étude retenus	Les activités d'élevage relatives aux spéculations suivantes : Bovins, ovins, caprins, pourceaux, volailles
Champ de l'opération	
Champ géographique	L'enquête couvre les 10 régions du Cameroun
Caractéristiques techniques	
Unité d'échantillonnage	Le ménage pastoral ; L'entreprise d'élevage
Périodicité de l'opération	Ponctuelle
Période et mode de collecte	Cette enquête s'est déroulée en avril 2013 et les données collectées étaient relatives à l'année 2012. La collecte a consisté en une interview auprès des ménages sélectionnés
Plan de sondage	<p>La méthodologie adoptée varie selon l'unité statistique. Pour les ménages, il s'agit d'un sondage aléatoire à deux degrés avec stratification au premier degré. Les dites strates sont constituées des dix régions indépendamment du milieu de résidence (urbain ou rural).</p> <p>Au premier degré, la base de sondage est constituée des zones de dénombrement (ZD) réparties par strates (régions)⁵. Au second degré, la base de sondage est constituée des listes exhaustives des ménages pastoraux dénombrés dans les ZD retenues du tirage au premier degré. En ce qui concerne les entreprises, c'est un recensement exhaustif qui a été effectué.</p> <p>Au niveau des ménages les informations ont été collectées sur tous les individus du ménage ainsi que les exploitants et leurs exploitations.</p>

⁵Les ZD ont été conçues par le BUCREP dans le cadre de la collecte du 3^e Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2005

Enquête annuelle sur les principales cultures vivrières du 1^{er} cycle de la campagne agricole 2010

Organisme responsable	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
Type d'opération	Enquête
Objectif	Produire les indicateurs permettant de mesurer les performances du secteur agricole, avec un accent particulier sur la production des principales cultures vivrières
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Estimer la production, les superficies et le rendement des principales cultures vivrières dans toutes les régions du Cameroun ; • Evaluer les niveaux d'utilisation des facteurs de production ; • Evaluer la contribution de la femme dans le développement rural ; • Identifier les principales sources de financement des exploitations agricoles.
Domaines d'étude retenus	<p>Les principales cultures pratiquées au Cameroun exception faite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des cultures pérennes (le cacao, le café, l'hévéa, le palmier à huile) ; - du coton et des cultures maraîchères. <p>L'enquête prend également en compte l'élevage annexé à l'exploitation agricole</p>
Champ de l'opération	
Champ géographique	L'enquête couvre les 10 régions du Cameroun
Caractéristiques techniques	
Unité d'échantillonnage	Le ménage agricole
Périodicité de l'opération	Annuelle
Période et mode de collecte	...
Plan de sondage	Tirage aléatoire à deux degrés avec comme unités primaires les zones de dénombrement et comme unités secondaires les ménages agricoles situés dans ces unités primaires.

III. Infrastructures

Organisme responsable	Ministère des Travaux Publics avec l'assistance technique de l'INS, DCR
Type d'opération	Enquête
Objectif	L'objectif de l'enquête est d'inventorier de façon générale le patrimoine routier rural à travers la constitution d'une banque de données, des paramètres y relatifs en vue de la maîtrise de la planification et de la programmation dans le secteur des routes.
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Décrire certaines caractéristiques géotechniques du réseau rural de transports ainsi que son étendue ; • Evaluer le potentiel socio-économique et les débouchés des localités desservies par les routes rurales notamment les communes ; • Mesurer la densité du réseau routier rural ; • Evaluer les difficultés liées aux déplacements au niveau des routes rurales ; • Mesurer la régularité des actes d'entretien des routes par l'Etat et éventuellement d'autres acteurs.
Domaines d'étude retenus	<p>Questionnaire Canton/groupement</p> <p>infrastructures économiques et sociales de base du canton/groupement, activités économiques du canton/groupement, transport des biens et ressources potentielles et les suggestions des populations pour la réhabilitation/aménagement routier ;</p> <p>Fiche de collecte des tracés qui présente les caractéristiques des tracés,</p> <p>Fiche de collecte des waypoints</p> <p>Enregistre les ouvrages d'assainissement et de franchissement, Éléments ponctuels du réseau, Points critiques de la route, Infrastructures socioéconomiques et administratives, Localisation des chefferies de 3e degré</p>
Champ de l'opération	
Champ géographique	L'enquête couvre les 10 régions du Cameroun
Caractéristiques techniques	
Unité d'échantillonnage	La route rurale
Périodicité de l'opération	
Période et mode de collecte	La réalisation de cette enquête se déroule en plusieurs phases. La première s'est réalisée en 2011 et a couvert les régions du Centre, du Sud et de l'Ouest. La 2 ^e phase s'est intéressée à 4 autres régions à savoir : le Littoral, l'Est, le Sud-ouest et

	le Nord-Ouest. La dernière phase couvrira les 3 régions restantes (partie septentrionale du pays). La collecte se fait d'une part à l'aide des outils tels le GPS et les appareils photos et d'autre part, par interview directe des personnes regroupées en focus group.
Plan de sondage	
Méthodologie	Pour atteindre les objectifs assignés, on a pratiqué l'approche quantitative en interviewant le focus group à l'aide du questionnaire canton/groupement. Le volet qualitatif a été réalisé grâce aux levées des waypoints et tracés avec respectivement l'appareil photo et le GPS,

3. Environnement

Etude pilote sur la Pollution des Eaux de Surface et Souterraines à Yaoundé et son Impact sur la Santé des Populations Riveraines (EPESS)

Organisme responsable	INS en partenariat avec l'Institut fédéral des géosciences et des ressources Naturelles (BGR) de Hannover
Type d'opération	Enquête ménage
Objectif	L'étude a pour principal objectif de contribuer à la gestion durable de l'environnement dans la ville de Yaoundé pour l'amélioration des conditions de vie de ses populations
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Déterminer les types d'usage des eaux des cours d'eau, des puits et des lacs dans la ville de Yaoundé; • Identifier les populations à risque ; • Appréhender le niveau de connaissance et de perception des populations sur la qualité de l'eau ; • Calculer les indicateurs sur les maladies liées à l'eau dans les populations riveraines (paludisme, diarrhées, fièvre typhoïde, maladie de la peau, dysenterie amibienne, etc.) ; • Disposer d'une base de données pour alimenter les politiques en données fiables en vue d'une gestion durable de l'environnement ; • Elaborer des indicateurs pour la formulation des stratégies et dispositifs en vue d'un entretien, d'un assainissement permanent des différentes ressources en eau de la ville.
Domaines d'étude retenus	<p>Questionnaire ménage riverain : Les caractéristiques des membres du ménage et de l'habitat ; approvisionnement en eau potable du ménage ; environnement du ménage et assainissement ; paludisme et anémie chez les enfants de moins de 5 ans ; les soins et dépenses de santé des membres du ménage.</p> <p>Questionnaire individuel : l'environnement (Connaissance de l'environnement, aménagement et perception de l'environnement par l'individu)</p>
Champ de l'opération	
Champ géographique	L'enquête a couvert seulement la ville de Yaoundé
Caractéristiques techniques	

Unité d'échantillonnage	Ménage
Périodicité de l'opération	
Période et mode de collecte	La collecte a eu lieu du 19 mai au 15 juin 2012. La collecte s'est faite par interview directe auprès des ménages.
Plan de sondage	Afin de mettre en valeur la différence avec des eaux souterraines sous les mêmes conditions hydrologiques, 11 échantillons d'eaux de surface ont été réalisés. Les ruisseaux et la rivière Mfoundi ont été échantillonnés dans des zones densément urbanisées du littoral tandis que l'eau de surface du lac municipal a été échantillonnée à l'embouchure Nord. Deux échantillons du lac ont été prélevés à l'aide d'une écope et d'un GPS.
Méthodologie	Pour atteindre les objectifs assignés, l'approche adoptée consistait à interviewer directement les membres des ménages.

IV. Enquête de trafic

Organisme responsable	MINT/ Bureaux d'Etudes Techniques (BET) chargés d'assurer le comptage routier
Type d'opération	Enquête de trafic
Objectifs	Produire des informations de trafics nécessaires à la protection du patrimoine routier
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Recueillir des données de trafic à l'échelle nationale sur les routes prioritaires ; • Recueillir des données de trafic à l'échelle nationale sur un échantillon de routes secondaires ; • Déterminer les classes de trafic sur routes bitumées à partir des coefficients d'agressivité de chaque catégorie de poids lourd qui entre dans la composition de trafic ; • Déterminer les classes de trafic sur routes en terre à partir des coefficients d'agressivité de chaque catégorie de poids lourd qui entre dans la composition de trafic.
Domaines d'étude retenus	<p><i>questionnaire:</i></p> <p>Les données sont collectées sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les routes principales prioritaires, - certaines routes non prioritaires et ;

	- certaines routes rurales afin d'avoir la situation globale du trafic sur l'ensemble du réseau routier national
Champ de l'opération	
Champ géographique	L'enquête couvre toutes les dix régions du Cameroun
Caractéristiques techniques	
Unité d'échantillonnage	Echantillon de tronçon de chaque route prioritaire Tronçons d'un échantillon de route non prioritaire
Périodicité de l'opération	L'étude se fait en quatre campagnes d'une semaine chacune chaque année. Soit douze campagnes pour les trois années du projet. Ces campagnes sont organisées de façon à couvrir pour chaque année une semaine de tous les trimestres, puis de manière à couvrir les mois et les semaines non couverts pendant les campagnes suivantes. Aussi, pour chaque campagne, on fait deux jours de comptage pendant la nuit.
Mode de collecte	La collecte est faite au moyen d'un questionnaire adressé à l'unité statistique.
Historique	En 2006, une méthodologie a été élaborée en vue d'une part, de trouver une fiabilité statistique à l'exercice de comptage routier (manuel en particulier), et d'autre part de jeter les bases d'un développement du système de comptage.
Plan de sondage	La collecte s'est faite sur 143 postes de comptages dont 22 postes de comptage directionnel sur les carrefours à trois branches et 121 postes de comptage sur les sections courantes.

Annexe 4 : EQUIPE DE REDACTION

Supervision

1. TEDOU Joseph, Directeur Général, INS
2. SHE ETOUNDI Joseph, Directeur Général Adjoint de l'INS

Coordination technique

1. OKOUDA Barnabé, Chef du Département de la Coordination Statistique et de la Recherche, INS
2. ABANDA Ambroise, Chef de Division de la Coordination Statistique, INS
3. TATSINKOU Christophe Chef de Cellule de la Coordination et normalisation Statistiques, INS

Equipe technique de rédaction

1. TCHAMAGO K. Olivier
2. KANA KENFACK Christophe
3. TCHOMTHE Séverin
4. ESSAMBE BOME Vincent Ledoux
5. MODOU SANDA
6. NGAH Adèle Zooriphie
7. KAMGAING Léonie

Participants à l'atelier de rédaction

Noms&prénoms	Administrations	Téléphone	Email
OKOUDA Barnabé	INS/DCR		
ABANDA Ambroise	INS/DCR	677604526	Abanda6ambroise@yahoo.fr
KANA KENFACK Christophe	INS/DCR	677315266	christkana@yahoo.fr
TCHOMTHE Severin	INS/DCR	677670969	stchomthe@yahoo.fr
KAMGAING YOUNGBISSI Léonie	INS/DCR	676373233	leoniegerme@yahoo.fr
KOUENE YODJOU Carine L.	MINEE	670862151	Yodjoucarine@yahoo.fr
ABESSOLO ONDO Fridolin	BUCREP	677498620	abessolofridolin@yahoo.fr
TIKOUOKA Jean Robert	ISSEA	699059504	jeantikouoka@yahoo.fr
MBANGA Serge Christian	MINSANTE	694636301	msergeec@yahoo.fr
MODOU SANDA	INS/DCR	675225322	modousanda@yahoo.fr
MOUGA Amisobel	INS/DSE	699986356	amimouga@yahoo.fr
TATSINKOU Christophe	INS/DCR	675624653	tatsinkouchristophe@gmail.com
JAZET Eric	INS	675116212	jazeteric@yahoo.fr
FOPA LANGOUO Georges B.	MINEPDED	699153989	fopage@yahoo.com
GUETSOP GUENOU P.M.	INS/DSA	697204850	pmguetsop@yahoo.fr
TCHAMAGO KOUEDOU O.	INS/DCR	674008887	tchamago@yahoo.fr
TAMCHE Joseph	INS/LT	699926684	jtamche@yahoo.fr
BOGMIS Marcel	BUCREP	675317942	bongmismarcel@yahoo.fr
DJIENOUASSI Sébastien	MINEPIA	670839593	djenouassi@yahoo.fr
EBONGUE Abel N.	PARFIP	691370630	Abel8ebongue@yahoo.com

Noms&prénoms	Administrations	Téléphone	Email
FOKOU FOPI Serges	INS/DSE	679958741	sffopi0405@ yahoo.fr
MENGUELE Gabriel	INS/DCR	694300708	gabymenguele @yahoo.fr
NGAH Adèle Zoriphie	INS/DCR	675384354	zoriphie@yahoo.fr
FOMENA KAMMLAC Stevin	INS/DCR	675663566	fomenasteve@yahoo.fr
TCHOUALA TIOBOU Marcial	INS/DSA	674198943	Marcialo1981@yahoo.fr
TINGA YEPDO Joel maturin	INS/DDS	699668475	nguendjioaristide@gmail.com
BODO MVOGO Emmanuel	MINADER	654977666	Emmanuel.bodo@yahoo.fr
KOUAM CHOUAPI N.	IFORD	674197475	kouamnadege@yahoo.fr
NGANA Etienne	MINPMEESA	694938382	Ngana8etienne@yahoo.fr
NANA TCHITCHUI épse TCHOUA Christelle	INS/LT	699190015	tchristelle@yahoo.fr
TCHONANG Claude	MINEDUB	699591942	tchonangclod@yahoo.fr
LIBITE Paul Roger	INS/DSE	67462182	
ESSAMBE BOME Vincent L.	INS/DCR	677984574	essambebvl@yahoo.fr
ZEH epse AMBASSA Carole	INS/LT	677551845	mvomorel@yahoo.fr

Contact :

Site web: www.statistics-cameroon.org

Tél: (237) 22220445

Fax: (237) 22232437

BP: 134 Yaoundé-Cameroun